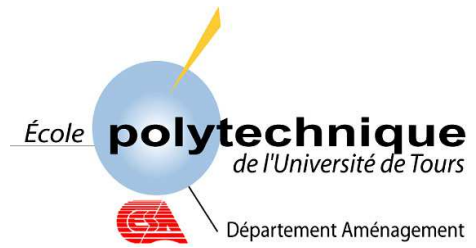


Maillochaud Jean-François

Etude pour l'élaboration de la
Charte départementale
d'aménagement foncier
de la Charente



**Magistère Aménagement, EPU – DA (ex-CESA), Tours
Année 2005-2006**

MAILLOCHAUD Jean –François

Etude pour l'élaboration de la Charte départementale d'aménagement foncier de la Charente

Remerciements

Je voudrai remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cette étude et tout particulièrement,

M. Michel Boutant, Président du Conseil général de la Charente,

Pr. Patrick Fontanneau, Président de la Commission Environnement,

Mme. Jeanne Filloux, Présidente de la Commission Agriculture,

M. John Bergeron, Chef du Service Agriculture, Aménagement Rural et Environnement
SAARE, maître de stage et guide sans faille dans les dédales administratifs d'une collectivité territoriale,

M. Dominique Petit, DDAF, pour m'avoir fait partager ses expériences et archives en matière d'aménagement foncier en Charente,

Melle. Nadine Polombo, EPU-DA, pour les précieuses informations cartographiques à l'échelle nationale,

M. Marc-André Philippe, EPU-DA, tuteur de stage, conseil éclairé et expérimenté en matière d'aménagement foncier,

Ainsi que toutes les personnes rencontrées ou contactées au cours des enquêtes et rendez-vous.

Sommaire

Remerciements	2
Introduction	4
 Partie I :	
Contexte de l'Aménagement foncier en France et en Charente	5
I.1. Soixante ans d'aménagement foncier en France	6
I.2. Soixante ans d'aménagement foncier en Charente	8
I.3. Le contexte réglementaire de l'aménagement foncier	19
I.4. Les principes du Développement Durable et leur concrétisation dans les procédures d'aménagement foncier	34
 Partie II :	
Analyse et critique de l'application des procédures d'aménagement foncier	37
II.1. Le rôle des différents acteurs de l'aménagement foncier	38
II.2. Les chartes d'aménagement foncier en France	45
 Partie III :	
Proposition d'outils pour un aménagement foncier durable en Charente	54
III.1. Les objectifs de l'aménagement foncier en Charente	55
III.2. Bases de la charte d'aménagement foncier de la Charente	56
 Conclusion	75
Table des matières	77

Introduction

Initiées par les départements de l'Ouest de la France, les chartes départementales d'aménagement foncier révèlent, souvent suite à des catastrophes de grande ampleur, la volonté des Conseils généraux de s'impliquer davantage dans les procédures d'aménagement foncier. Ces documents sont axés sur l'approche environnementale des opérations et définissent en ce sens de véritables politiques actives s'inscrivant dans la durabilité. Issues de réflexions engagées avec les différents acteurs de l'aménagement foncier, les chartes ont pour but d'adapter les politiques départementales aux nouvelles législations nationales relatives à l'environnement et au développement des territoires ruraux et ainsi de penser les procédures en terme d'aménagement rural global.

En Poitou-Charentes, seul le département des Deux-Sèvres est pourvu de ce type de document, pas sous la forme d'une charte associant plusieurs signataires mais d'un règlement départemental unilatéral.

Les objectifs affirmés sont de tendre vers une procédure de qualité par l'intégration des mesures dépassant les seules préoccupations économiques. Au-delà de ces ambitions, la charte est le symbole de la "réappropriation" de l'aménagement foncier par le Département. Ce document est d'autant plus intéressant que de nombreuses opérations sont à mener sur le territoire charentais dans les prochaines années, principalement en compensation de la création de grands ouvrages.

Il s'agit dans cette étude de comprendre le cheminement qui a abouti à la conception des chartes départementales d'aménagement foncier dans différents départements et de saisir les raisons pour lesquelles une charte en Charente peut être adaptée aux particularités du département.

Pour cela, il est tout d'abord indispensable de faire un état des lieux de l'aménagement foncier en France, puis d'identifier quels en sont les besoins en Charente. Nous présenterons le contexte juridique actuel qui précise les limites et obligations réglementaires de l'aménagement du territoire. Puis, l'analyse d'un exemple d'aménagement charentais nous permettra de cerner les dysfonctionnements qui sont susceptibles de conduire à des conséquences environnementales peu enviables.

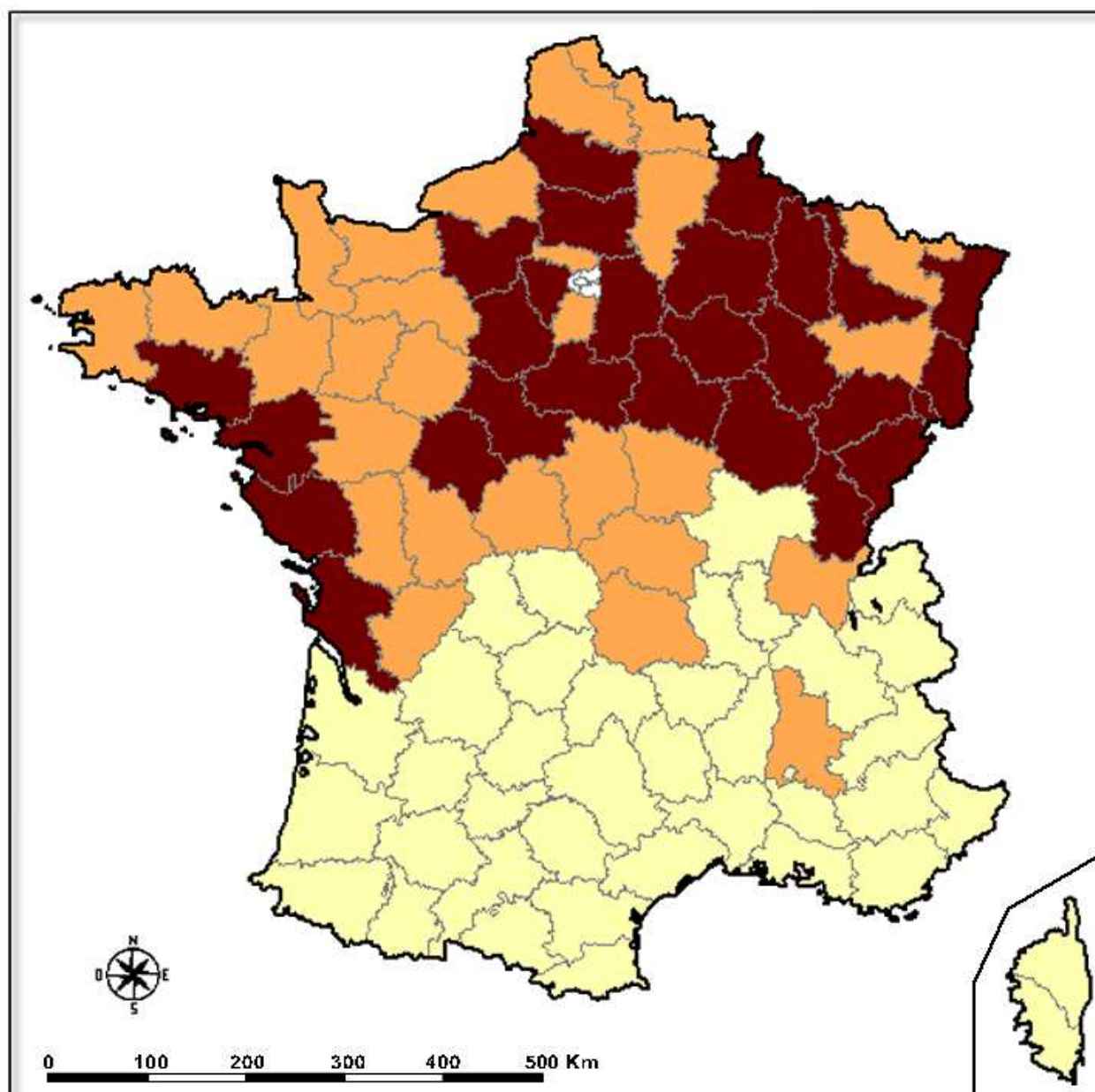
Dans une seconde partie, nous étudierons les différentes chartes et documents réglementaires d'aménagement foncier en vigueur pour préciser les rôles que l'on peut confier à cet outil de réorganisation du territoire.

Enfin, à la lumière de la réflexion menée, nous établirons une proposition d'élaboration d'outils pour un aménagement durable en Charente grâce à une charte d'aménagement foncier.

Partie I

Contexte de l'Aménagement foncier en France et en Charente

Pourcentage de communes aménagées
dans les départements métropolitains en 2005



**COMMUNES OÙ ONT EU LIEU DES AMÉNAGEMENTS FONCIERS PAR RAPPORT
AU NOMBRE TOTAL DE COMMUNES DE CHAQUE DÉPARTEMENT :**

MOINS DE 33 % (38)

DE 33 À 66 % (27)

PLUS DE 66 % (27)

PARIS EXCLU (4)

LIMITES DÉPARTEMENTALES

Auteur : Jean-François MAILLOCHAUD

D'après : PHILIPPE Marc-André, POLOMBO Nadine, EPU-DA, Tours, 2005

BD CARTO @ IGN

Carte 1 : Pourcentages de communes aménagées dans les départements métropolitains en 2005

I.1 Soixante ans d'aménagement foncier en France

L'aménagement foncier est un phénomène ancien qui a accompagné toutes les civilisations et façonné le territoire que nous connaissons aujourd'hui. En France, il s'est concrétisé sous la forme d'une procédure en 1941 par une loi relative à la *Réorganisation de la propriété foncière* qui avait alors pour but de permettre la « mise en état d'exploitation des terres incultes dont l'état à cette époque ne permettait pas la culture ». Cette procédure prendra tout son sens au lendemain de la seconde guerre mondiale 1939-45 pour la remise en état des terres agricoles, la redéfinition des parcelles et la redistribution des propriétés, et cela plus particulièrement dans le quart Nord-Est du pays (cf. carte n°1, ci-contre). En effet, cette guerre a fait des millions de morts, a parsemé les terres agricoles de milliards de munitions et a fait disparaître toutes traces d'un semblant de parcellaire que ce soit sur le terrain et/ou dans les archives cadastrales. Il était donc nécessaire de rétablir une nouvelle limitation des parcelles, de procéder à leur attribution et à leur remise en état pour permettre un retour de l'exploitation agricole.

La période qui suivit fut celle de la révolution agricole par la mécanisation et l'intensification de l'exploitation. Elle va s'étaler des années 1950 aux années 1970 et concernera principalement les zones que nous avons évoquées précédemment ainsi que les zones de forte production agricole céréalière que sont les plaines de la Beauce, de la Champagne et de Picardie (cf. carte n°1, ci-contre). L'extension et le perfectionnement des pratiques agricoles mécanisées, ainsi que les Lois d'Orientation Agricole du début des années 1960 ont amplifié considérablement l'utilisation des procédures de remembrement au profit de la production agricole de masse.

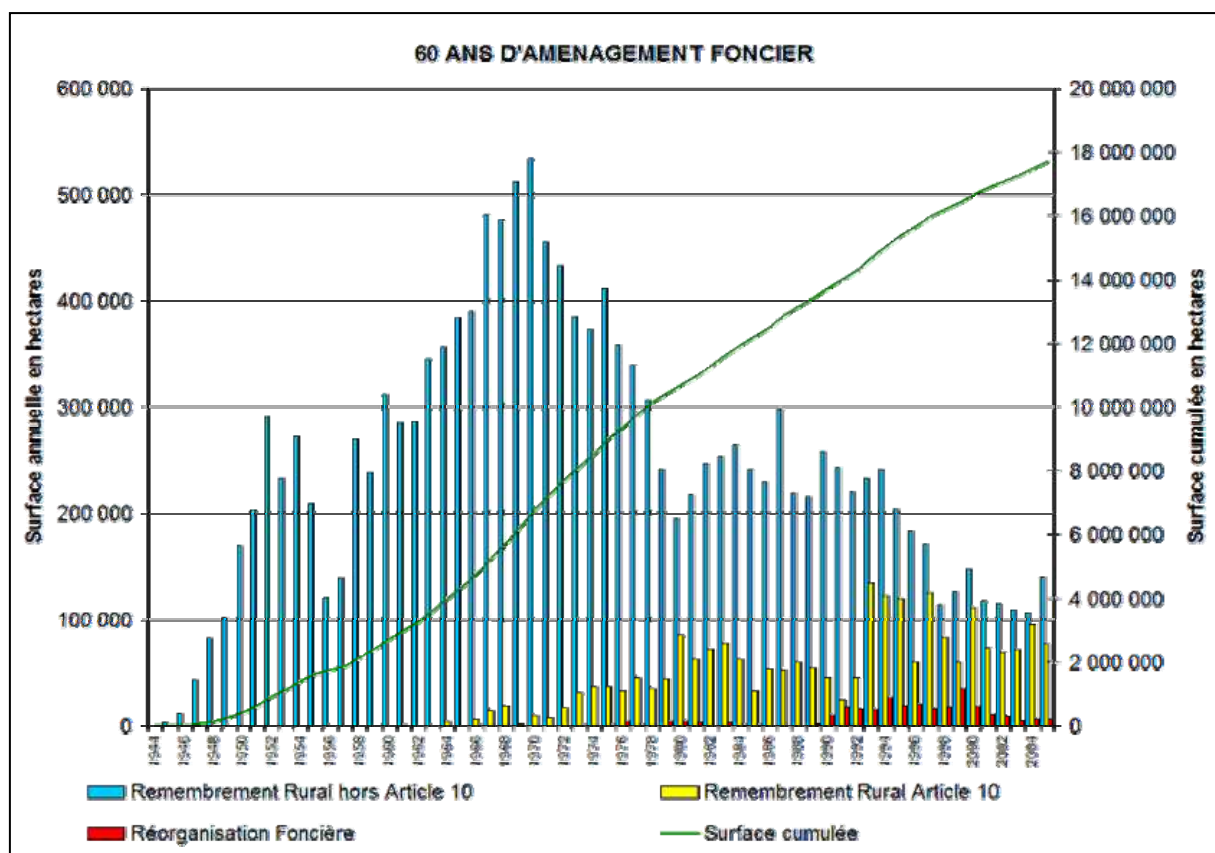
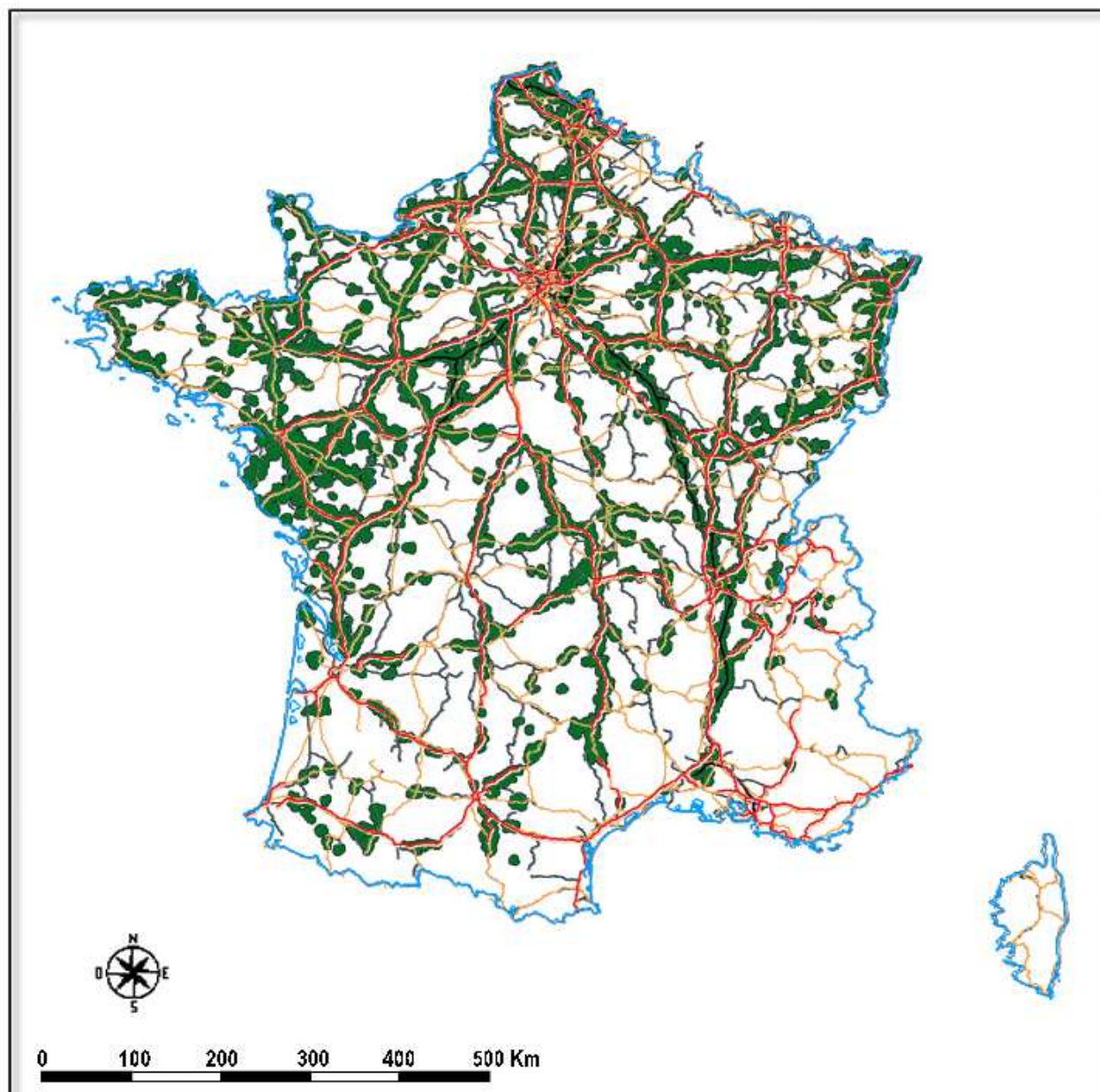


Figure 1 : Le nombre d'hectares remembrés en France de 1945 à 2005

Auteurs : PHILIPPE Marc-André, POLOMBO Nadine, EPU-DA, Tours, 2005

Infrastructures et Aménagement foncier en 2005



AMÉNAGEMENTS FONCIERS :



COMMUNES AMÉNAGÉES AU COURS
DE PROCÉDURES TYPE "ARTICLE
10" DE LA LOI COMPLÉMENTAIRE
D'ORIENTATION AGRICOLE DE
1962
(AVEC ZONE TAMPON DE 3 KM)

INFRASTRUCTURES :

- LIGNE LGV
- VOIES FERRÉES CLASSIQUES
- AUTOROUTES
- ROUTES NATIONALES

Auteur : Jean-François MAILLOCHAUD

D'après : PHILIPPE Marc-André, POLOMBO Nadine, EPU-DA, Tours, 2005

BD CARTO @ IGN

Carte 2 : Infrastructures et Aménagement foncier en 2005

La Loi Complémentaire d'Orientation Agricole de 1962, par son fameux "Article 10", va confier une nouvelle attribution à l'aménagement foncier en faisant obligation au maître d'ouvrage des infrastructures de financer un remembrement pour compenser les inconvénients dus à l'emprise des grands ouvrages tels que les autoroutes, les routes nationales ou départementales, les voies ferrées, les barrages... (cf. carte n°2). Les réseaux routier et ferroviaire se sont alors développés depuis la région parisienne, d'abord plus densément vers les régions industrielles du Nord et de l'Est de la France, puis de façon radiale vers l'Ouest et le couloir rhodanien. La construction de ces infrastructures ont alors donné lieu à de multiples opérations de remembrement "Article 10" mais ne représentant que **3 %** des hectares (ha) remembrés dans les années **1970**, notamment en raison des crises pétrolières successives, puis **30 %** dans les années **1980** et enfin **60 %** dans les années 1990 (cf. Figure 1, page 6).

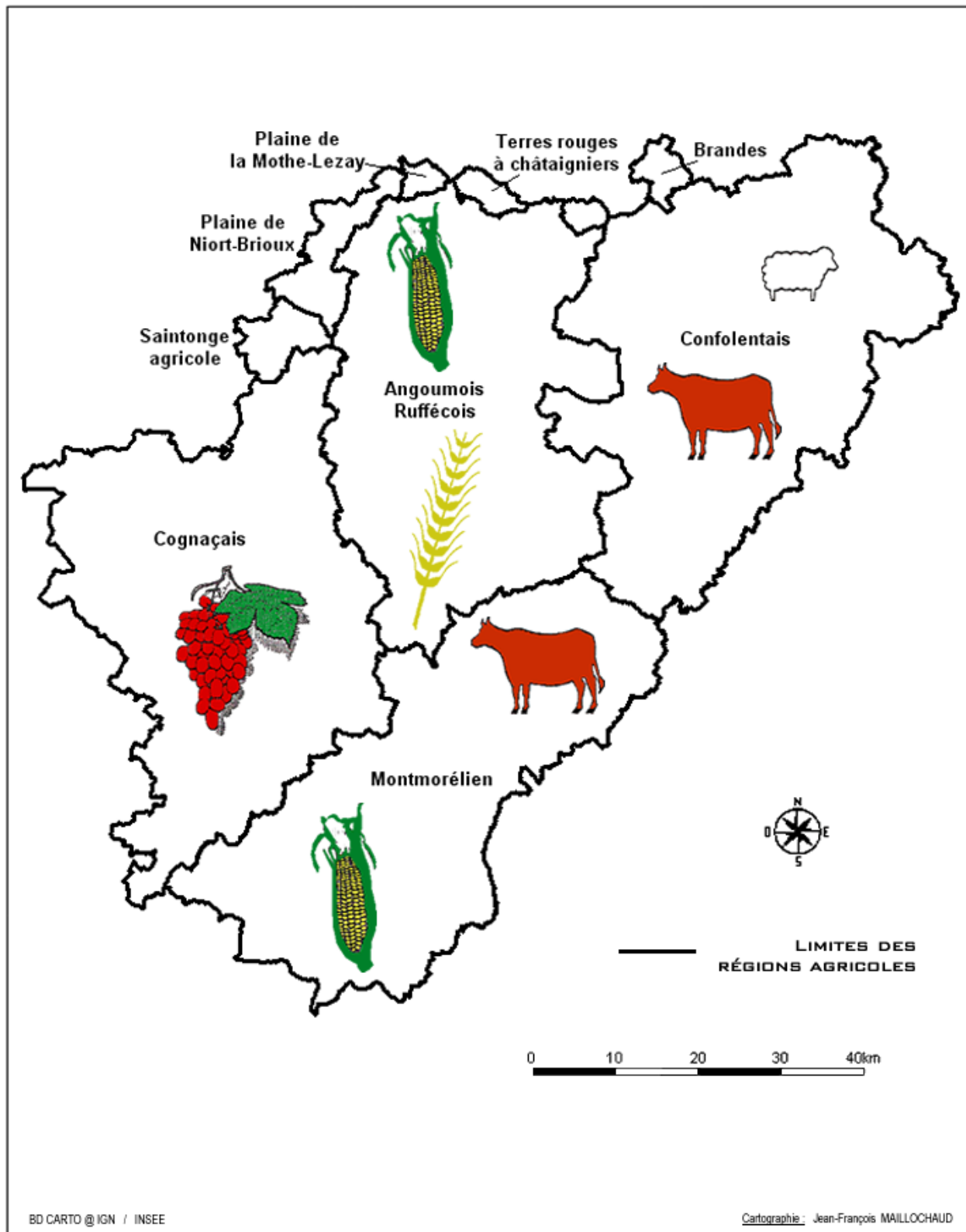
Nous pouvons aisément remarquer que la France remembrée au cours de ces soixante dernières années se situe quasi-exclusivement au nord du 46° parallèle Nord, soit une ligne La Rochelle – Lyon. Dans la partie Sud du pays, seul le département de la Drôme a plus d'un tiers des ses communes qui ont été aménagées.

Le nombre d'hectares remembrés annuellement a été maximum pendant les années 1965-75 pour atteindre plus 500 000 ha en 1970. En 1995, le nombre d'ha / an a été de l'ordre 200 000, soit la plus faible proportion depuis les années 1960.

Enfin, le rapport entre remembrement agricole et remembrement "Article 10" n'a cessé d'augmenter depuis les années 1970, pour correspondre désormais aux 2/3 des hectares remembrés annuellement en France.

Nous verrons dans les paragraphes suivants comment ces soixante années d'aménagement foncier se sont accomplies en Charente.

Régions agricoles de Charente



Carte 3 : Régions agricoles de Charente

I.2 Soixante ans d'aménagement foncier en Charente

I.2.1 L'évolution de l'agriculture charentaise :

Depuis 1988, le phénomène de concentration des exploitations agricoles s'est accéléré. Sur les 13 500 exploitations que comptait la Charente à cette période, il n'en existait plus que 7 900 en 2003, soit à peine plus de **50 %**. La taille moyenne des unités restantes a progressé régulièrement : de **29** hectares (ha) en 1988, 39 ha en 1995, 45 ha en 2000 et plus de **50 ha** aujourd'hui. Parallèlement la Surface Agricole Utile (SAU) exploitée a chuté de presque **3 %** entre 1988 et 2003, soit plus de 10 000 ha qui donc été convertis en terrains constructibles, en infrastructures, ou en boisement ou friches.

On évalue qu'au moins 8 500 actifs ont quitté le secteur depuis 1988. Sur une population totale du département de 340 000 personnes en 1988, on estimait que **9 %** travaillaient ou vivaient sur une exploitation agricole. En 1999, les actifs dans ce secteur professionnel étaient environ 11 600 soit **3,42 %** de la population totale.

Dès 2000, cultiver la terre dont on est propriétaire devient de plus en plus rare (faire-valoir direct). L'exploitation des terres en fermage est devenue le mode de faire-valoir majoritaire avec plus de 200 000 ha soit **54 %** de la SAU totale exploitée. Cette tendance n'a fait que s'accroître avec, en 2003, près de 235 000 ha soit **62,5 %** de la SAU totale exploitée.

	SAU (en ha)	Nbre d'exploitations	Surface moyenne / exploit. (en ha)	Nbre d'actifs	Faire-valoir direct	Faire-valoir indirect (fermage)
1988	385 389	13 471	29	19 328	241 666 ha	143 723 ha
2000	375 977	8 837	44	11 559	172 893 ha	203 084 ha
2003	374 864	7 930	53,5	10 899	129 099 ha	234 057 ha

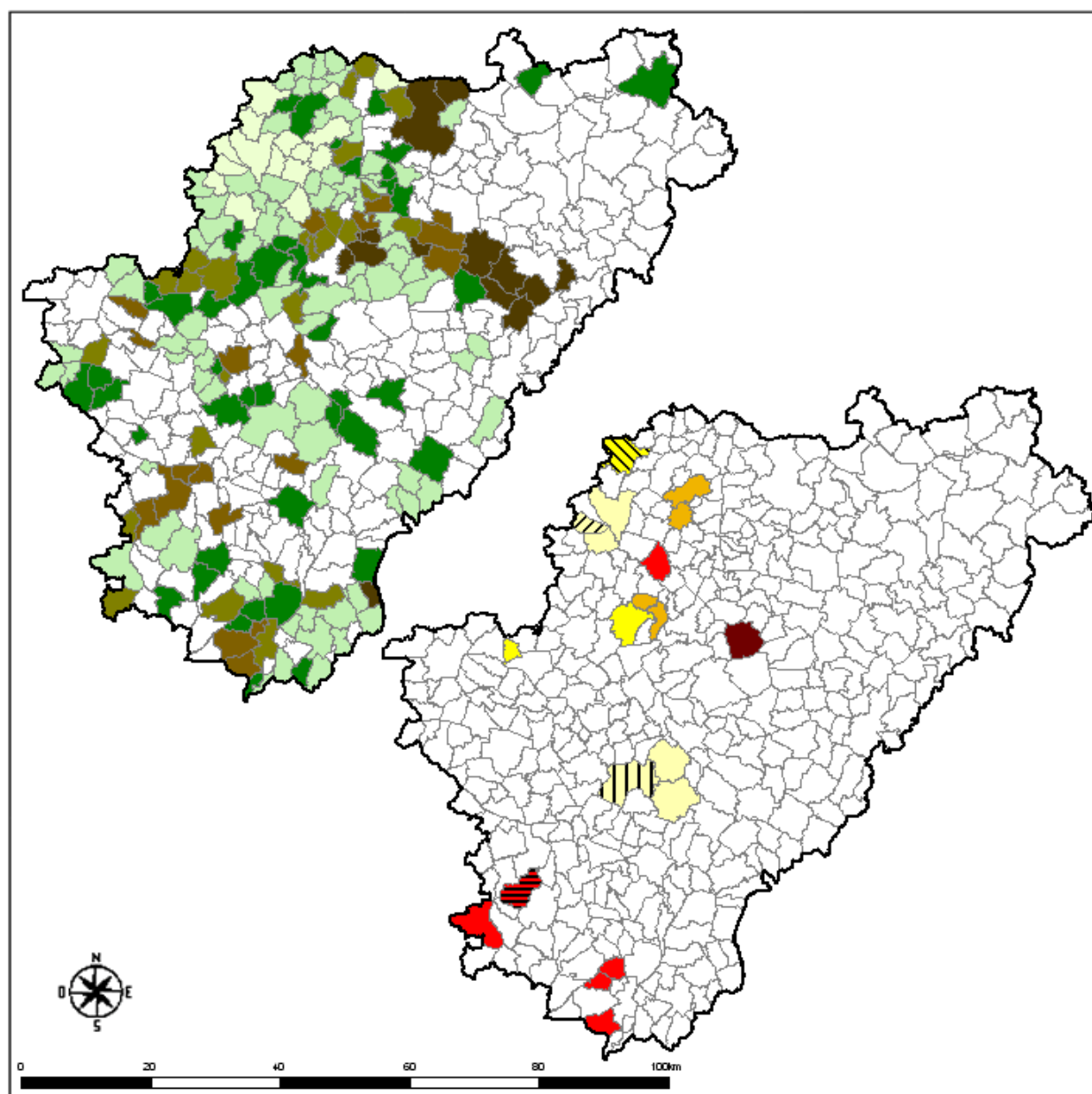
Les chiffres indiqués ci-dessus correspondent à toutes les exploitations, quelles soient professionnelles ou non. Une exploitation professionnelle est une exploitation qui possède au moins 12 ha équivalent blé et ¼ d'une Unité Travailleur Agricole (UTA). En notant que les exploitations professionnelles représentent en 2003, 61 % du nombre total des exploitations agricoles et 86 % des surfaces exploitées.

Source : INSEE – Poitou-Charentes & AGRESTE – Enquête Structure 2003.

Agrandissement des exploitations, concentration des troupeaux, développement des cultures céréalières et oléagineuses ont conduit à une spécialisation de chaque région agricole de la Charente. En fonction des capacités pédologiques et des structures foncières préexistantes, les différences entre chaque terroir se sont accentuées au rythme des restructurations des systèmes et moyens d'exploitation. Ainsi, dans le Confolentais (Charente Limousine) prédominent l'élevage ovin et bovin ; les principales terres céréalières se situent dans l'Angoumois-Ruffécois ; le Montmorélien conjugue élevage, exploitation forestière et céréalières ; enfin le Cognacais, terre de viticulture, devient de plus en plus céréalier dans un contexte de crise viticole.

Nous pouvons constater que chaque région agricole a connu et connaîtra encore une diminution du nombre d'exploitations logiquement accompagnée d'une agrégation des terres correspondantes mais à un rythme différent selon les régions. Ainsi, les restructurations parcellaires qui ont eu lieu dans les années 1960-1970 ne sont plus d'actualité et l'aménagement foncier reste donc un outil indispensable à l'évolution des structures foncières en relation avec leurs modes d'exploitation. Toutefois, il faudra veiller à ce que les futurs aménagements ne se réalisent pas sur le modèle des opérations des années 1960-1970 qui ont souvent négligé les aspects environnementaux au seul profit des aspects agricoles.

Les opérations d'aménagement foncier en Charente par décade (1950-2005)



DATE DE PREMIER AMÉNAGEMENT		DATE DE SECOND AMÉNAGEMENT		DATE DE TROISIÈME AMÉNAGEMENT
2000 - 2005 (13)	1970 - 1980 (45)	2000 - 2005 (1)	1970 - 1980 (3)	2000 - 2005 (1)
1990 - 2000 (18)	1960 - 1970 (84)	1990 - 2000 (6)	1960 - 1970 (6)	1980 - 1990 (1)
1980 - 1990 (25)	1950 - 1960 (16)	1980 - 1990 (4)		1970 - 1980 (1)
PAS D'AMÉNAGEMENT (202)		PAS DE SECOND AMÉNAGEMENT (384)		1960 - 1970 (1)
				PAS DE TROISIÈME AMÉNAGEMENT (400)

Cartographie : Jean-François MAILLOCHAUD

Source : CG 16 & DDAF 16

BD CARTO @ IGN

Carte 4 : Les opérations d'aménagement foncier en Charente par décades (1950-2005)

I.2.2 Les Remembrements en Charente (Période 1950-2005) :

a. Nombre de communes remembrées :

Entre 1950 et 2005, sur les 404 communes du département, **202** ont été aménagées. Ceci représente la moitié des communes, mais non du territoire car seulement 136 ont vu leur surface cadastrale s'aménager à plus de 50 %.

Sur 202 communes, la plus grande partie (**129**) a été aménagée une première fois entre 1960 et 1980, conséquence de la loi d'Orientation agricole de 1960. Depuis 1980, les chiffres sont en forte diminution pour totaliser **43** communes sur une durée similaire, puis **13** depuis 2000.

Les deuxièmes aménagements concernent **21** communes principalement réparties entre l'Angoumois-Ruffécois (10), le Cognacais (4) et le Sud-Montmorélien (4). Hormis la commune de Fouqueure réaménagée en 1991, les deuxièmes remembrements dans le Centre et Nord-Charente ont été réalisés en majorité dans les années 1960-1980, soit moins de 30 ans après la première opération des années 1950. Au contraire, les seconds aménagements dans le Sud-Charente ont tous eu lieu dans les années 1990 soit 30 ans après les premiers remembrements des années 1960.

Ceci reflète la façon de procéder dans les années 1950, car lors des premiers remembrements charentais, il a été fait la distinction entre les périmètres des zones de marais et des zones de cultures. Les zones de marais ne concernaient souvent qu'une ou deux centaines d'hectares. Ainsi, les seconds remembrements des années 1960 ont été un complément des premiers et concernaient entre 500 et 2000 ha par opération.

b. Surface agricole utilisée (SAU) remembrée :

Au 31 décembre 1995, la France comptait 31 985 606 ha de SAU, pour 15 335 817 hectares (ha) aménagés, ce qui représentait 47,95 % de la SAU. La région Poitou-Charentes comptait, en 1995, 820 816 ha aménagés pour 1 928 598 de SAU.

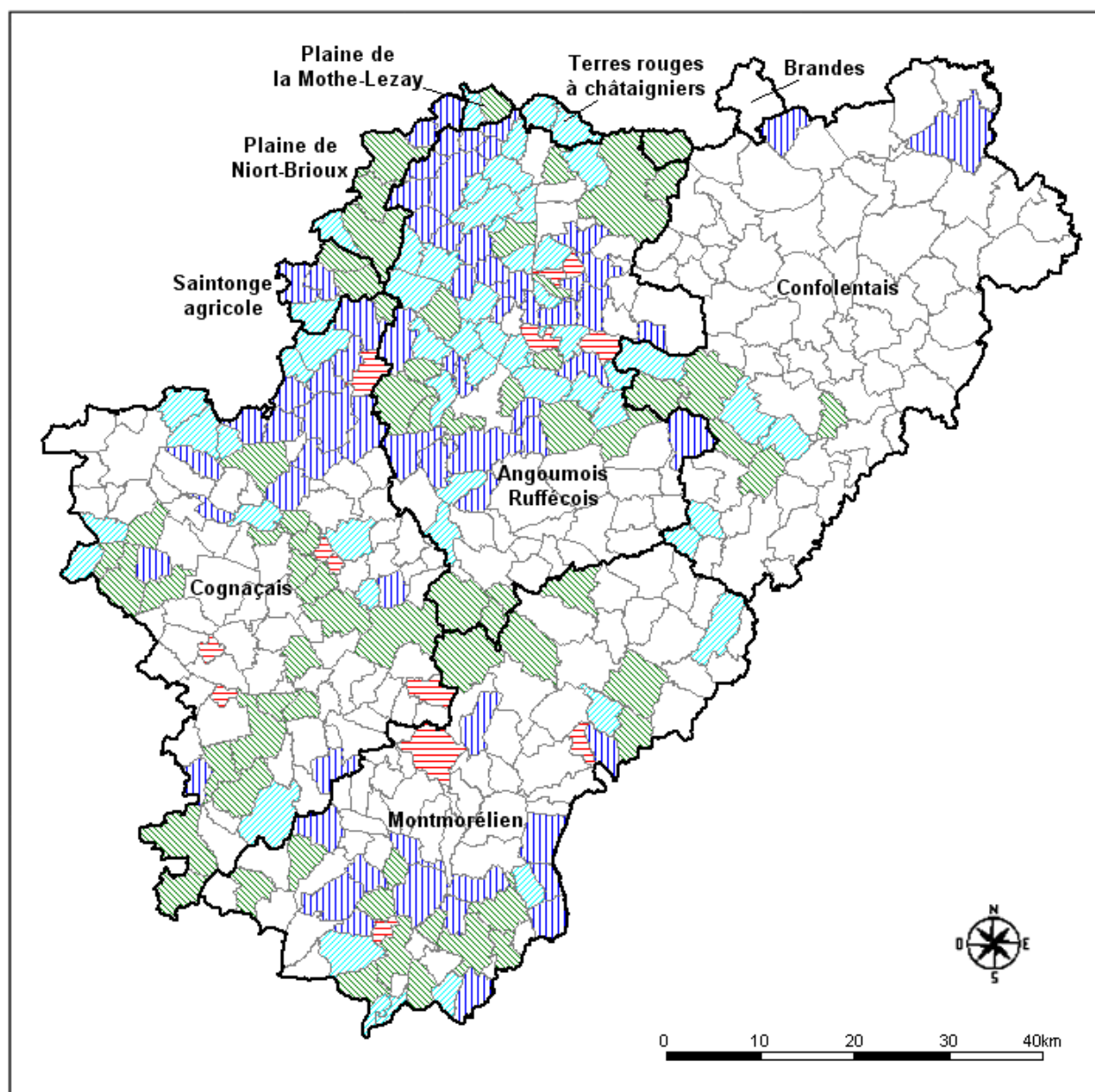
Au sein de sa région, le département de la Charente se place en queue de peloton avec ses **157 486 ha** remembrés en 1995 sur 597 544 ha de superficie totale (26,4 %) et 401 000 de SAU (39,3 %). Cette tendance s'est maintenue au cours des dix dernières années pour atteindre, à ce jour, **198 362 ha** aménagés sur 597 444 ha de superficie totale (33,2 %) et presque 375 000 de SAU (52,9 %).

Il apparaît donc qu'environ **41 000 ha** supplémentaires ont été aménagés en Charente de 1995 à 2006, ce qui représente une augmentation de près de 6,5 % par rapport à la superficie départementale. Toutefois, même si le pourcentage par rapport à la SAU augmente de plus de 13 %, cette hausse est légèrement à nuancer face à la disparition de presque 7 % de la SAU charentaise. Ainsi, si la SAU était restée constante, il semble que les nouveaux aménagements auraient permis de remembrer seulement **10,2 %** supplémentaires de la surface cultivée.

(en hectares)	France	Poitou-Charentes	Charente	
Superficie	54 443 103	2 594 564	597 444	
SAU				Surface aménagée
en 1995	31 985 606	1 928 598	401 000	157 486
en 2003	25 518 651	1 776 580	374 864	198 362

Source : Scea - Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité & CG 16.

Surface moyenne aménagée des communes charentaises



SURFACE AMÉNAGÉE PAR COMMUNE (MOYENNE DES AMÉNAGEMENTS SUCCESSIFS) :



PLUS DE 100 % (13)



DE 50 À 75 % (55)



DE 75 À 100 % (68)



MOINS DE 50 % (66)



PAS D'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT FONCIER (202)

Cartographie : Jean-François MAILLOCHAUD

Source : CG 16 & DDAF 16

BD CARTO @ IGN

Carte 5 : Surface moyenne aménagée des communes charentaises

c. Surface moyenne aménagée :

La carte ci-contre présente le pourcentage moyen de surface aménagée par rapport à la surface cadastrale et en tenant compte de l'ensemble des opérations sur chaque commune. Il est à noter que la surface cadastrale est, sauf cas particulier, toujours inférieure à la superficie communale. En effet, le territoire d'une commune peut être composé d'un ensemble d'éléments qui ne sont pas cadastrés. Toutefois, cette surface reste proche de la superficie totale. Une autre analyse possible est de calculer la surface moyenne aménagée par rapport à la Surface Agricole Utilisée (SAU) de la commune ; le résultat peut alors être tout autre, car dans certaines communes cette SAU représente parfois moins de la moitié de la surface cadastrale. Cela s'explique par la présence de nombreux et vastes boisements, de plans d'eau ou lacs ou des zones bâties sur la commune, réduisant d'autant la surface agricole disponible.

Comme nous l'avons vu précédemment, au 31 décembre 2005, la moitié (202) des communes charentaises ont connu au moins une opération de remembrement, mais le territoire ainsi remembré (198 362 ha) ne correspond qu'à 1/3 de la superficie du département.

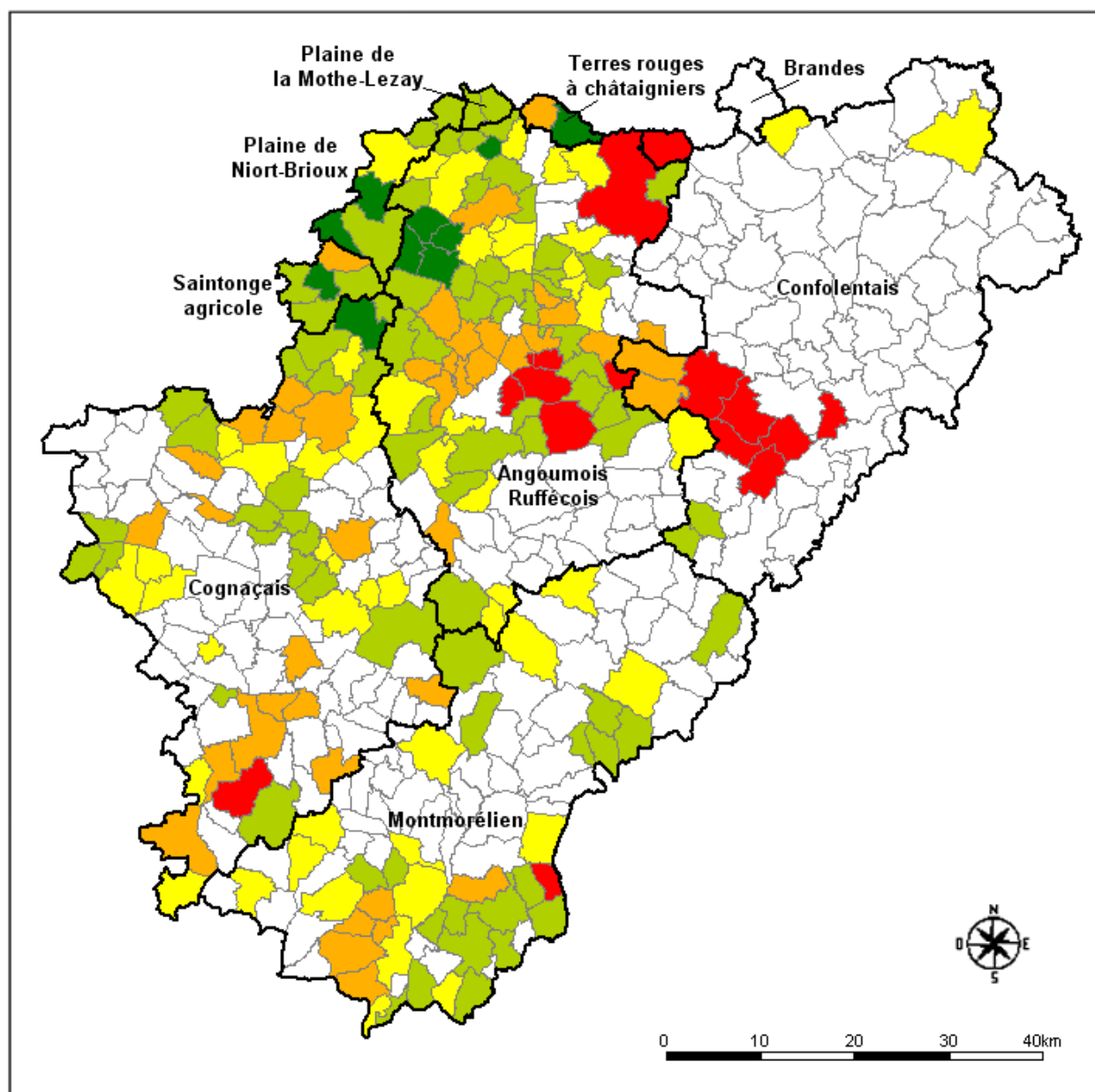
En effet, pour **66** communes sur 202, moins de la moitié de leur surface cadastrale a été remembrée dont **15** à moins de 10 %, soit en moyenne $\frac{1}{4}$ de la superficie de chaque commune.

Pour **123** communes, la surface aménagée se trouve entre 50 et 100 % principalement dans le Nord-Ouest et dans le Sud du département.

Enfin, **13** sont comptées à plus de 100 % ; pour 9 d'entre-elles il s'agit probablement d'une légère approximation dans la surface cadastrale et pour les 4 autres la raison est que des extensions de périmètre ont été réalisées sur les communes voisines et que le report des surfaces remembrées n'a pas été effectué sur les documents d'archives.

Sur les 202 communes remembrées, la surface aménagée est de 69 % en moyenne, toutes opérations comprises. La surface globale aménagée en Charente est donc de 34 % du territoire départemental.

Date de dernier aménagement foncier des communes charentaises



DATE DE DERNIER AMÉNAGEMENT :

	2000 - 2005 (15)		1960 - 1970 (82)
	1983 - 2000 (42)		1950 - 1960 (10)
	1970 - 1983 (53)		PAS D'AMÉNAGEMENT (202)

Cartographie : Jean-François MAILLOCHAUD

Source : CG 16 & DDAF 16

BD CARTO @ IGN

Carte 6 : Date de dernier aménagement foncier des communes charentaises

d. Une région fortement remembrée : le Ruffécois

En analysant le nombre d'opérations en fonction des régions agricoles, citées ci-avant, on remarque que ce sont essentiellement les communes du Nord-Ouest charentais qui ont bénéficié d'un aménagement. Cette zone englobe principalement le Ruffécois et les quatre parties charentaises des régions agricoles qui franchissent les limites départementales : il s'agit des Terres rouges à châtaigniers de la Vienne, des plaines de la Mothe-Lezay et de Niort-Brioux en Deux-Sèvres et de la plaine de Saintonge en Charente-maritime. Ainsi, dans cette région, on retrouve le plus grand nombre de communes dont les surfaces cadastrales aménagées à plus de 50 %, mais aussi la majorité des communes charentaises (9 sur un total de 21) qui ont été remembrées deux fois.

e. Le Cognçais, une région viticole difficile à aménager

Zone viticole d'excellence, le Cognçais a surtout été touchée dans les communes dont la surface en vigne est peu étendue ou dans les zones non plantées : sur un total de 49 communes remembrées, 20 ont eu moins de 50 % de leur surface cadastrales aménagée. Cela correspond surtout aux communes au cœur du vignoble, les 29 communes aménagées à plus de 50 % sont au $\frac{3}{4}$ limitrophes de la Saintonge et du Ruffécois. 4 communes du Cognçais ont connu une deuxième opération d'aménagement mais plus récemment que dans le Ruffécois.

f. Le Montmorélien, un territoire partagé

Cette région se distingue en deux sous-ensembles nord-sud, le Nord du Montmorélien est plus dirigé vers la polyculture-élevage et le sud est plus céréalier. Cela se traduit dans les opérations de remembrement réalisées dans les années 1960 et 1970 dont 70 % concernent l'extrême sud de cette région, les 30 % restants étant partagés entre le Nord et le Centre du Montmorélien.

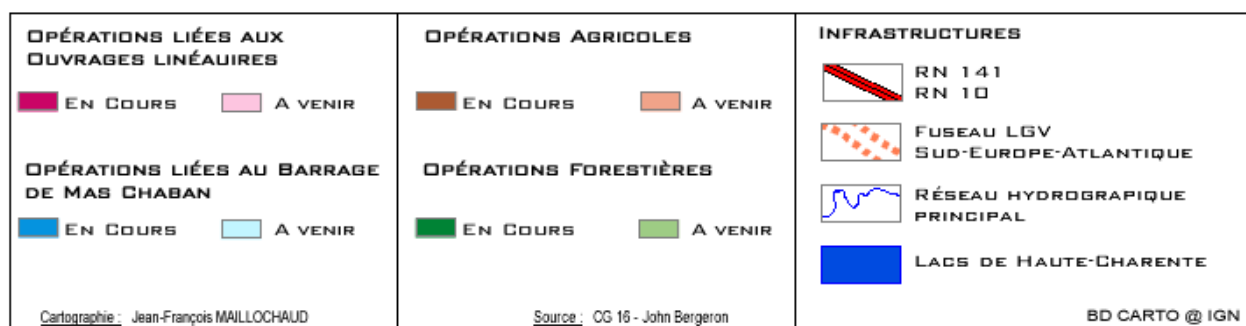
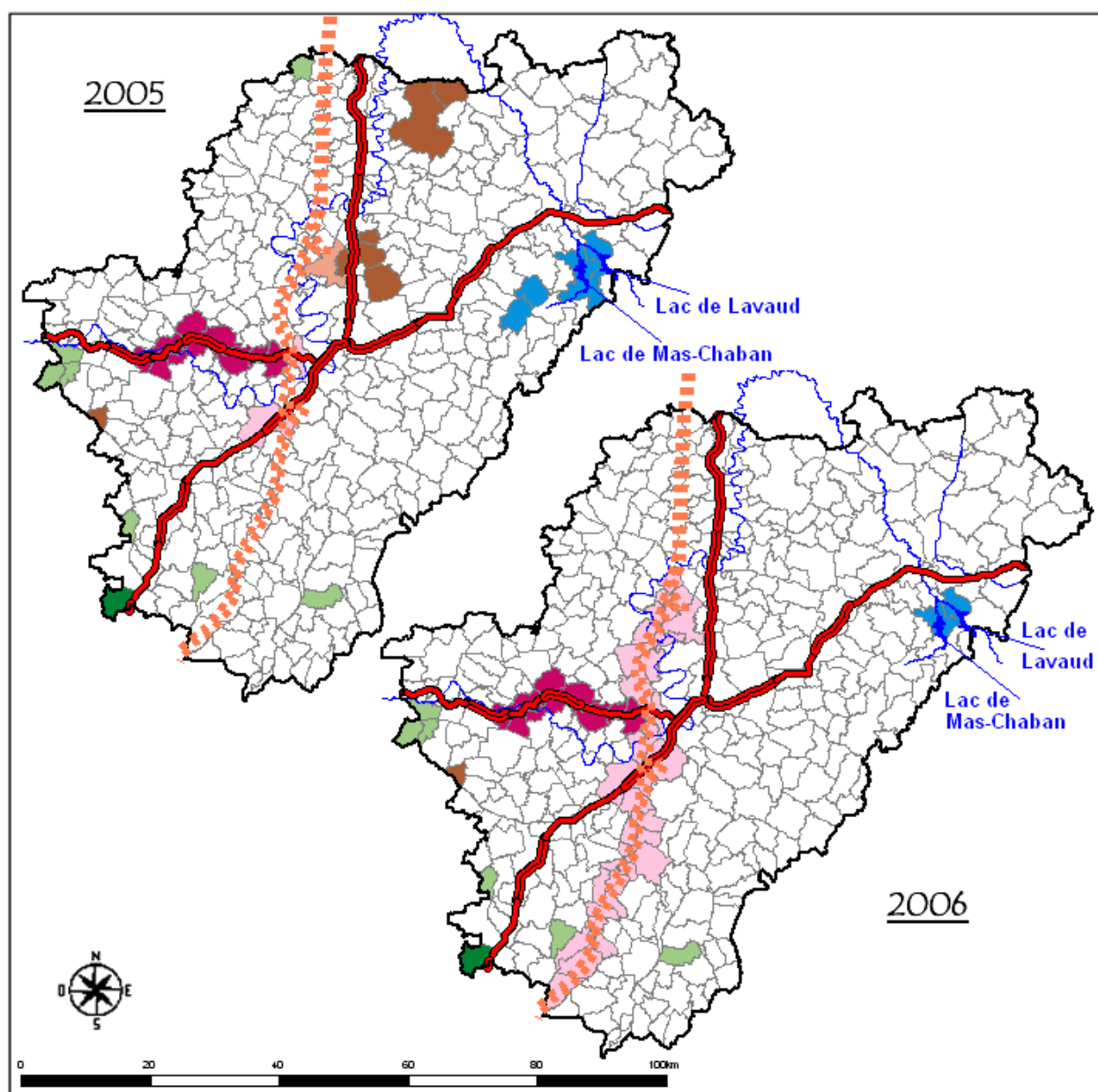
g. Le Confolentais, contreforts du Massif Central

La Charente Limousine, comme son nom l'indique, a un relief et une structure paysagère qui s'apparentent plus à la région limousine qu'à l'Ouest de la Charente. L'activité agricole principale y est l'élevage et les opérations de remembrement n'y apparaissent pas fondamentales à son maintien et son développement. En effet, seules 4 communes sur 72 ont réalisé de telles procédures pendant les années 1960 et 1970 puis 2 autres en 1993-95. Il est à noter que les communes concernées se situent en limites du Confolentais, quatre au sud-ouest limitrophes du Montmorélien et de l'Angoumois et deux au nord limitrophes du département de la Vienne. Les 6 dernières opérations datent d'après 2002 et concernent les compensations de l'impact de la Déviation de la RN 141 sur la commune de Chasseneuil-sur-Bonnieure et du barrage de Mas Chaban.

h. La Charente, un département éclaté, des problématiques distinctes

Nous avons pu constater qu'il existe quatre régions agricoles bien distinctes qui ont connu des expériences diverses en matière d'aménagement foncier. De part leurs paysages et structures agricoles, les caractéristiques et problématiques de ces régions peuvent être associées à celles des départements voisins. En effet, le Ruffécois peut être comparé aux plaines du Sud Deux-Sévrien, le Cognçais à l'extrême Est de la Charente-maritime, le Montmorélien au Nord de la Dordogne et le Confolentais à la Haute-Vienne. Seul l'Angoumois se révèle être un mélange des autres régions et présente la véritable caractéristique charentaise : un département à la rencontre de l'Aquitaine, du Poitou et du Massif Central.

Evolution de la situation des opérations d'aménagement foncier en Charente entre 2005 & 2006



Carte 7 : Evolution de la situation des opérations d'aménagement foncier en Charente entre 2005 & 2006

I.2.3 Evolution de la situation 2004-2006¹ : transition du remembrement à l'aménagement foncier

Le tableau ci-dessous est une projection des opérations en cours et à venir sur la période 2004-2007

Type d'opération	Communes	2004	2005	2006	2007	
Articles 123-24 : Ouvrages linéaires (RN 141 & LGV Sud-Europe- Atlantique)	Bourg-Charente Gondeville Mainxe					
	Foussignac Jarnac Merignac Triac-Lautrait					
	Hiersac Moulidars St-Saturnin					
	Programmation LGV					
	Barrage de Mas Chaban : mesures compensatoires	Mazerolles Montemboeuf				
St-Adjutory						
Lésignac-Durand St-Quentin-sur-Charente						
Opérations agricoles		Le Bouchage Nanteuil-en-Vallée				
	Aussac-Vadalle Nanclars Villejoubert					
	St-Fort-sur-le-Né					
	Opérations forestières	Chantillac				
		Bors de Montmoreau				
Chillac						
Lamérac						
	Etudes préalables à l'aménagement foncier					
	Opérations d'aménagement foncier					

Les demandes des communes faites en 2004 permettaient de prévoir que le nombre d'aménagements n'évoluerait guère jusqu'en 2007, au regard de la projection ci-dessus. En effet, les opérations agricoles sont arrivées à leur terme en 2005 et les opérations liées à la réalisation du barrage de Mas Chaban en 2006. Nous pouvons noter que les opérations de St-Fort-sur-le-Né et de Chantillac ont été lancées par arrêté du 12 décembre 2005 sous forme de réorganisation foncière. La loi en vigueur au 1^{er} janvier 2006 a supprimé ce type de procédure, il n'aurait donc pas été possible d'utiliser ce procédé si les opérations avaient débuté après cette date.

¹ Analyse par J. Bergeron, Responsable du Service Agriculture, Aménagement Rural et Environnement – Cg16.

a. Cas des aménagements foncier forestiers :

Entre 1982 et 2000, seules deux communes ont connu un remembrement forestier ou une réorganisation forestière. C'est à la suite de la tempête de décembre 1999 que le Conseil général de la Charente a fait réaliser en 2002, par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF), une étude sur l'ensemble des massifs forestiers du département. Cette étude visait à cibler les massifs pour lesquels les dispositions pour l'exécution d'opérations de restructuration foncière étaient les plus favorables. Il a été constitué des groupes de pilotages regroupant des élus et des propriétaires forestiers. En 2003, cette réflexion s'est traduite par le lancement des premières études d'aménagement forestier sur 4 communes (Chantillac, Chillac, Lamérac, Bors de Montmoreau) et de 4 réunions d'information (La forêt de Tessé, Dignac, La vallée du Né, La forêt de Gersac). Ces études ont abouti à un aménagement foncier forestier en décembre 2005 pour la commune de Chantillac, le choix de la procédure a été celui d'une réorganisation foncière. Pour les 3 autres communes citées, les études n'ont pas mené au lancement d'opérations, mais elles sont considérées comme "à venir". Dans les communes où seules des réunions ont été organisées, il n'a pas été jugé opportun de lancer des opérations.

b. Cas des autres aménagements fonciers (agricoles et articles 123-24) :

En 2004, les opérations représentaient 7 marchés avec des géomètres, 2 études préalables à l'aménagement foncier et des contacts avec 1 commune. Les études préalables ont donné lieu à la mise en œuvre d'une opération en préparation des travaux de la RN 141 (Hiersac, Moulidars, St-Saturnin) et d'une opération de réorganisation foncière agricole (St-Fort-sur-le-Né). De plus, la commune de Fléac est concernée par les travaux de la RN 141 et par les études préalables aux aménagements pour la LGV Sud-Europe-Atlantique ; si un aménagement foncier est lancé sur cette commune en 2007, il s'y côtoiera sur une unique opération deux projets d'infrastructures dont il faudra assurer la coordination et la cohérence.

c. Changement du contexte législatif :

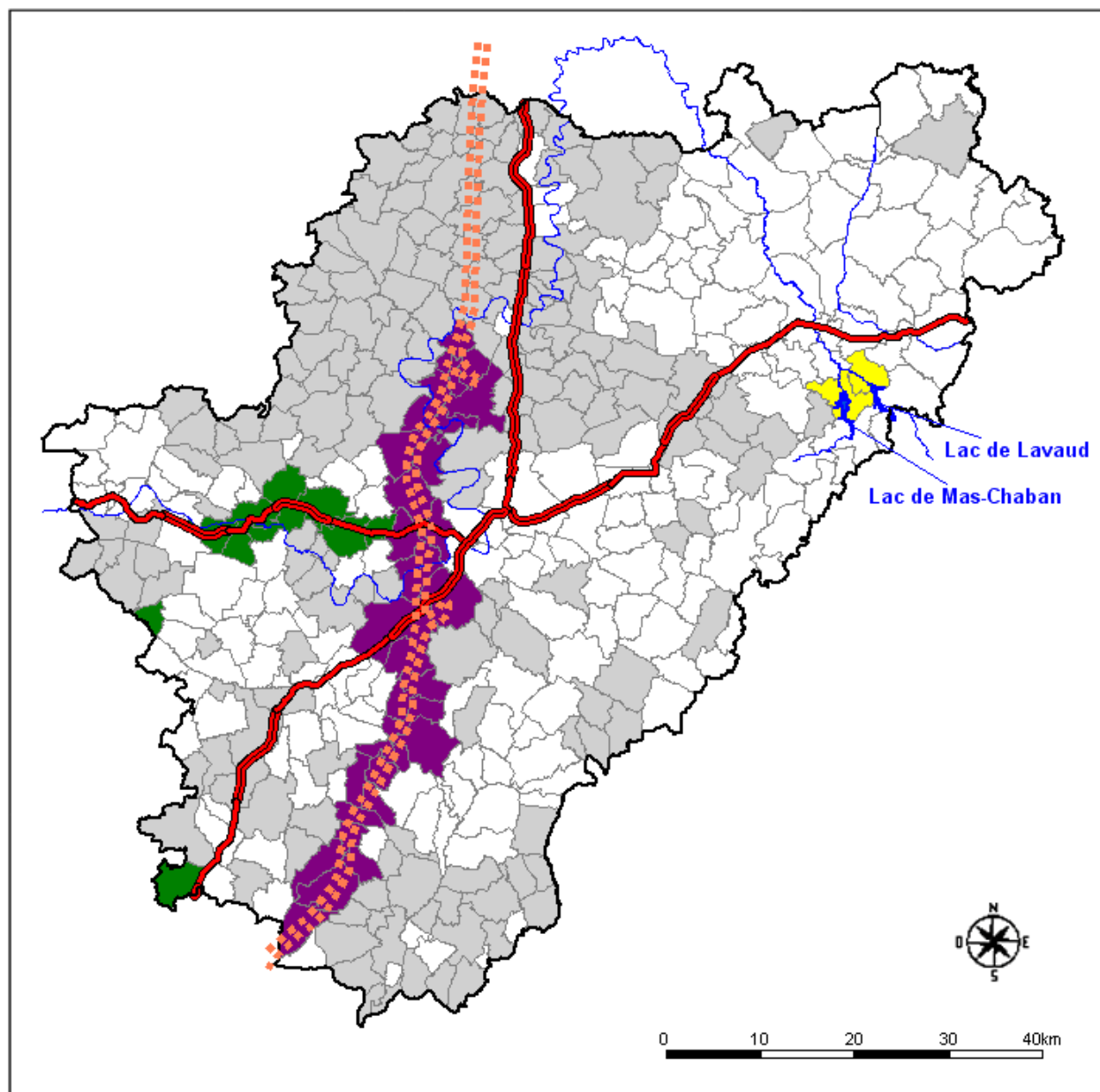
La Loi du 23 février 2005 (n°2005-157) relative au Développement des territoires ruraux a donné de nouveaux objectifs aux opérations d'aménagement foncier, tout en réduisant le panel de procédures possibles. L'aménagement foncier rural a donc « *pour but d'améliorer les conditions d'exploitation des propriétés rurales agricoles ou forestières [...]* », reprenant ainsi les objectifs du remembrement, mais aussi « *[...] d'assurer le mise en valeur des espaces naturels ruraux et de contribuer à l'aménagement du territoire communal ou intercommunal* », instituant alors des missions environnementales et des moyens d'aménagement communal.

De plus, cette loi a confié la charge complète des aménagements fonciers aux Départements (contentieux, secrétariat des commissions...). Les compensations de l'Etat se sont traduites en terme de moyens humains qui ont fait l'objet d'une convention entre le Conseil général et la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) en 2006. En effet, pour une période de transition de 3 ans (2006-2009), le suivi des opérations agricoles, forestières et d'ouvrages routiers sera effectué par les agents de l'Etat sous responsabilité du Conseil général.

Ainsi, si la Loi a permis de réunir de façon logique la maîtrise d'ouvrage et le suivi des opérations, l'application des ses dispositions dans le paysage charentais semble en compromettre la pleine efficacité pour quelques années encore.

Voyons alors, quels seront les besoins en matière d'aménagement foncier dans les prochaines années.

Opérations d'aménagement foncier en cours en 2006 & Programmation LGV 2007



OPÉRATIONS EN COURS EN 2006 & PROGRAMMATION LGV 2007 :

- OPÉRATIONS RN 141
& 2 RÉORGANISATIONS FONCIÈRES (2005)
- OPÉRATIONS BARRAGE DE MAS CHABAN
- PROGRAMMATION LGV (2007)
- COMMUNES DÉJÀ AMÉNAGÉES (1950 - 2005)

Cartographie : Jean-François MAILLOCHAUD

INFRASTRUCTURES :

- RN 141 & RN 10
- FUSEAU LGV SUD-EUROPE-ATLANTIQUE
- RÉSEAU HYDROGAPHIQUE PRINCIPAL
- LACS DE MAS CHABAN ET LAVAUD

Source : CG 16 & DDAF 16 BD CARTO @ IGN

Carte 8 : Opérations d'aménagement foncier en cours en 2006 & Programmation LGV 2007

1.2.4 Des clôtures d'opérations en 2006 & de nouveaux besoins en 2007 :

a. Les opérations du barrage de Mas Chaban :

Les dernières opérations en cours en 2006 concernent les communes de Lésignac-Durand et de St-Quentin-sur-Charente ; les projets d'aménagement y sont terminés et validés par la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF). Il ne manque plus que la validation de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier (CDAF) puis enfin interviendra l'arrêté préfectoral clôturant la procédure, probablement avant la fin de l'année 2006.

b. Les opérations liées à l'ouvrage linéaire RN 141 :

Le lancement des opérations liées à la RN 141 s'est effectué de façon progressive selon l'avancée des travaux réalisés par la Direction Départementale de l'Équipement (DDE), maître d'ouvrage de l'ouvrage linéaire. Ainsi, les opérations de la partie Ouest (Bourg-Charente - Gondeville) ont débuté en 2001, puis ont suivi les opérations entre Jarnac et Mérignac en 2001 et enfin la partie proche de l'agglomération angoumoise avec Moulidars-Hiersac-St Saturnin en 2005. Elles devraient se poursuivre environ jusqu'en 2010.

La DDE annonce d'ors et déjà la programmation dans les prochaines années des opérations relatives à la RN 141 à l'est du département.

c. Les opérations de réorganisations foncières lancées en 2005 :

Les opérations de St-Fort-sur-le-Né et de Chantillac ont été lancées le 12 décembre 2005 afin de bénéficier de la législation en vigueur avant le 1^{er} janvier 2006. Ces opérations ne présentent pas une priorité majeure à l'échelle départementale et ce sera grâce à une forte mobilisation que les acteurs locaux pourront mener ces opérations. Il est ainsi difficile d'estimer la durée nécessaire à leur aboutissement.

d. La Ligne Grande Vitesse Sud-Europe-Atlantique (LGV - SEA) :

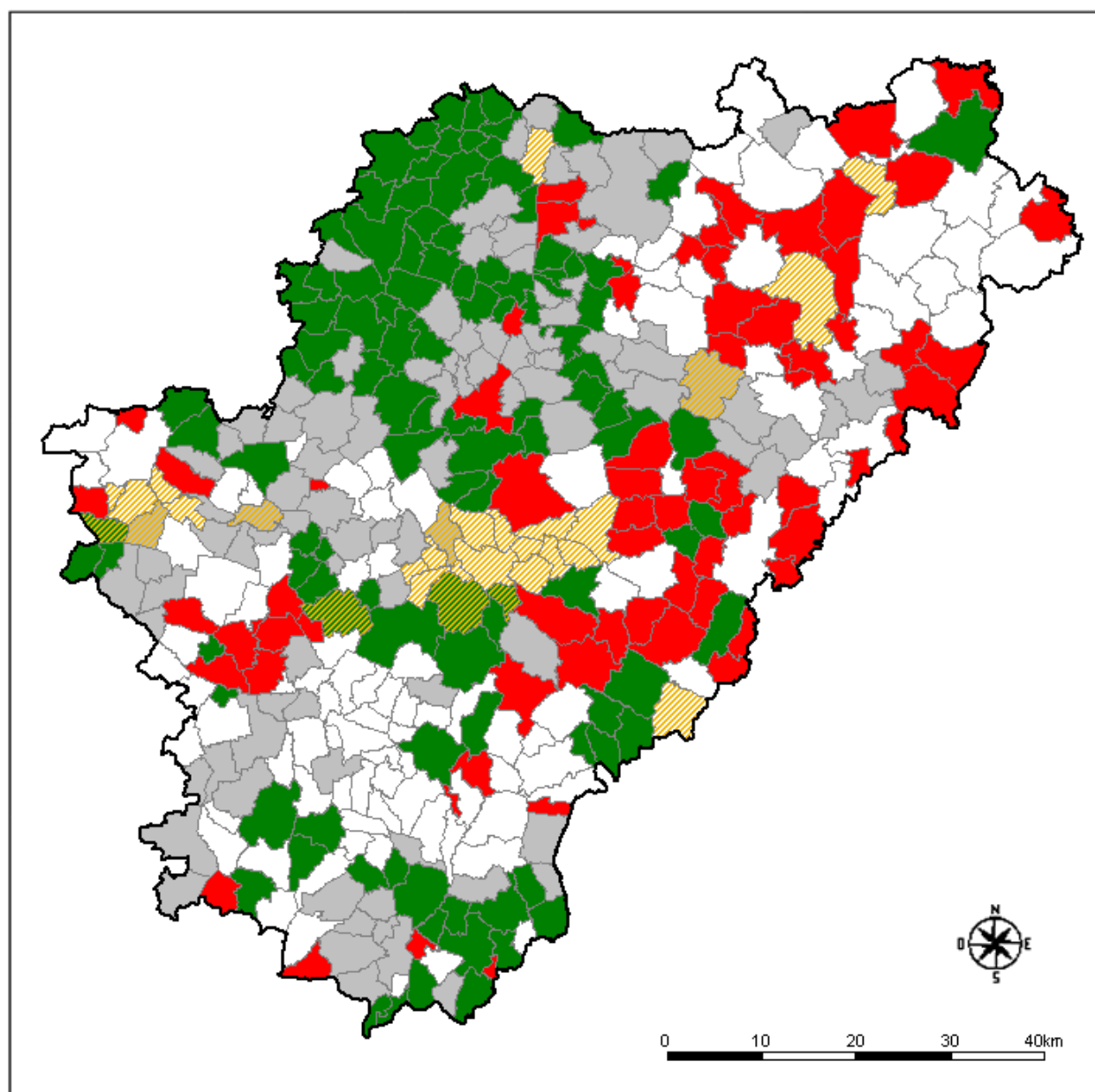
La réalisation de la LGV - SEA prévue pour le début des années 2010 créera un ouvrage linéaire parcourant le département de part en part du nord au sud. Cet axe ferroviaire aura des impacts considérables sur les structures foncières des exploitations agricoles des communes concernées. Or selon l'article L. 123-24, « lorsque les expropriations en vue de la réalisation des aménagements ou ouvrages [...] sont susceptibles de compromettre la structure des exploitations dans une zone déterminée, l'obligation est faite au maître de l'ouvrage, dans l'acte déclaratif d'utilité publique, de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'exécution d'opérations d'aménagement foncier mentionnées au 1^o de l'article L. 121-1 et de travaux connexes ».

Le maître d'ouvrage est ici Réseau Ferré de France (RFF). La construction de cet ouvrage a été programmée en deux étapes, la première concernant le tronçon Bordeaux (33) – Villognon (16) et la seconde pour le tronçon Villognon (16) – Monts (37) pour rejoindre l'actuel LGV Paris – Tours.

Section charentaise de la LGV :

Sous la conduite du Conseil général de la Charente et sous financement des études et opérations par le maître d'ouvrage RFF, 12 Études Préalables (EP) aux aménagements fonciers ont été lancées en avril 2006 sur des secteurs couvrant tout ou partie des 34 communes concernées par l'ouvrage sur le premier tronçon réalisé. Bien que le financement soit pris en charge à 100 % par le maître d'ouvrage, l'avance de paiement est réalisée par le Département. Les 12 EP réalisées pourraient déboucher sur un minimum probable de 12 procédures intercommunales, comme sur 35 procédures si des stratégies communales étaient privilégiées par les acteurs locaux.

Communes potentiellement "à aménager"



TYPE D'AMÉNAGEMENT FONCIER :

- REMEMBREMENT [REM] DE MOINS DE 30 ANS (1976-2005) OU AMÉNAGEMENT FONCIER [AFAF] EN COURS (97)
- ECHANGES D'IMMEUBLES RURAUX [ECIR] SEULEMENT / PAS DE REM (103)
- REMEMBREMENT [REM] DE PLUS DE 30 ANS (1950-1976) (113)

Cartographie : Jean-François MAILLOCHAUD

SITUATION COMMUNALE :

- COMMUNE URBAINE (29) SELON DÉFINITION INSEE
- COMMUNE RURALE N'AYANT JAMAIS ÉTÉ AMÉNAGÉE [REM, AFAF OU ECIR] (70)

Source : CG 16 & DDAF 16 BD CARTO @ IGN

Carte 9 : Communes potentiellement "à aménager"

1.2.5 L'aménagement foncier dans les décennies à venir :

Avec un total de 202 communes aménagées jusqu'en 2005 et 14 nouvelles communes concernées par des opérations en cours en 2006 et 2007 (sans comptabiliser celles qui ont déjà connu un remembrement), il resterait donc en théorie **188** communes à aménager, soit 46,5 %.

a. Communes urbaines et Echanges d'Immeubles Ruraux :

Or, ce serait sans compter sur les communes dites « urbaines » (29) et les communes dont les propriétaires ont effectué seulement des échanges amiables (**103**) On constate alors que seules **70** communes « rurales » n'ont connu aucun aménagement, que ce soit un remembrement ou des échanges d'immeubles ruraux (ECIR).

Toutefois, il ne faut pas considérer que les ECIR compensent parfaitement l'absence de remembrement. En effet, il s'agit d'échanges de parcelles entre propriétaires, souvent agriculteurs, dans le but de regrouper, désenclaver les parcelles et de restructurer ainsi en îlots plus intéressants à exploiter. La procédure est relativement simple à partir du moment où les parties sont d'accord. Néanmoins, la majorité des échanges se sont fait sur des surfaces inférieures à 50 ha et ne peuvent être considérés comme une alternative à l'aménagement foncier. A ce titre, les procédures d'ECIR sont subventionnées par le Département à hauteur de 50% du coût des opérations.

b. Evolution de l'agriculture :

Si on estime que les pratiques culturales agricoles et des moyens de productions évoluent de façon très sensible toutes les trois décennies, il est possible de considérer que les remembrement réalisés il y a plus de 30 ans ne répondent plus aux besoins de l'agriculture moderne. Cette observation nous amène à conclure qu'il est, **en théorie**, nécessaire de renouveler les opérations au-delà de cette période. Il apparaît alors que **113** communes ont réalisé un ou plusieurs aménagements de leur territoire avant 1976 sans en avoir effectué de nouveaux après cette date.

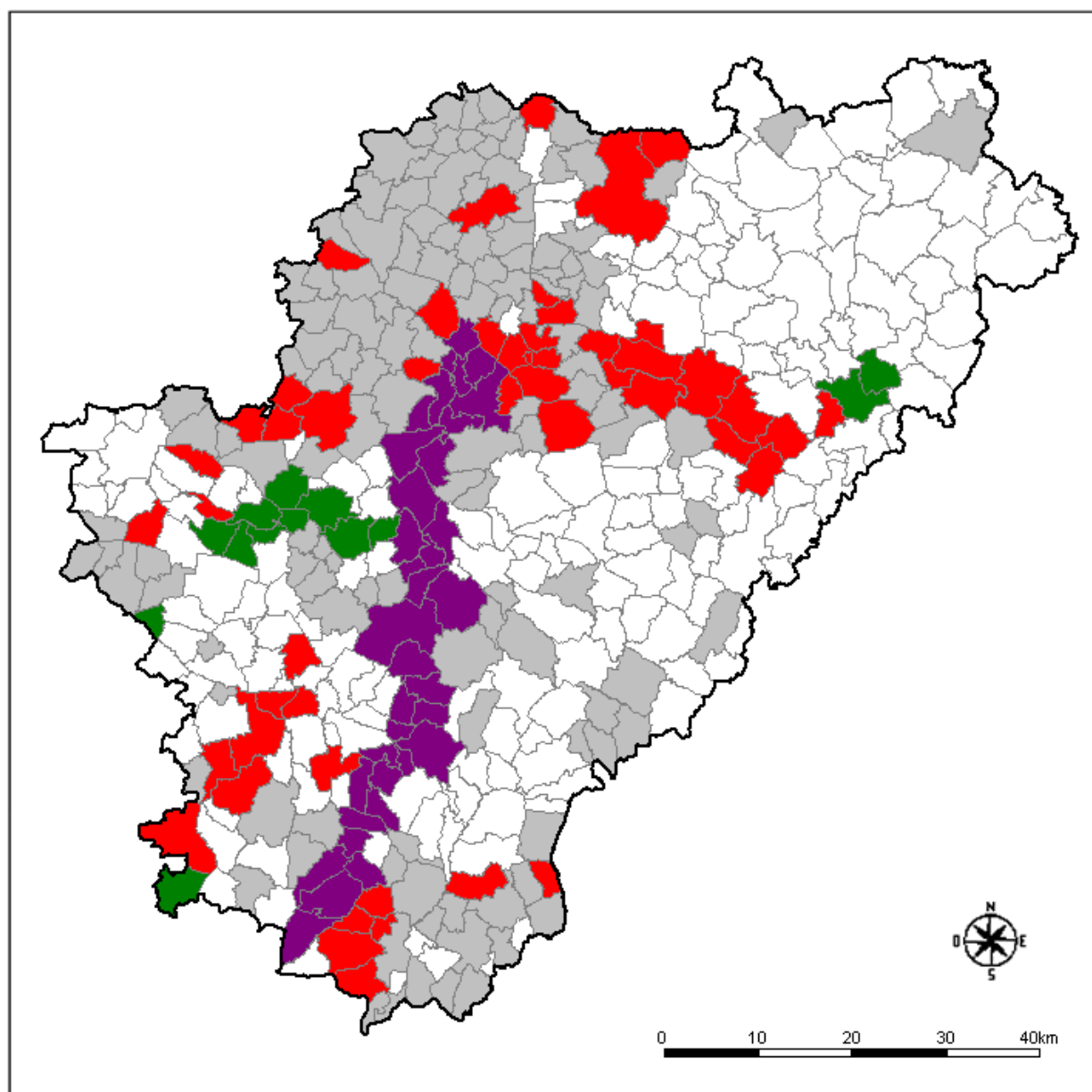
c. Un territoire potentiellement « à aménager » :

En fonction des critères précisés ci-dessus, on découvre que **70** communes n'ont jamais été aménagées, que **103** communes n'ont connu que des Echanges d'Immeubles Ruraux et que **113** communes ont réalisé des aménagements il y a plus de 30 ans. Nous pouvons donc constater que **286** communes sur un total de 404, soit **71 %**, sont potentiellement « à aménager » à partir de 2006.

De plus, les ouvrages linéaires routiers (RN 141 & RN 10) seront l'occasion dans les prochaines années de nouveaux aménagements fonciers, entre autre, en raison de la fin de mise en 2x2 voies de ces axes de circulation majeurs. Ces derniers traversent des communes dites « urbaines » et des communes qui ont déjà connu de précédents remembrements, donc exclues du calcul ci-dessus.

Le chiffre de 286 communes potentiellement « à aménager » se révèle donc être une estimation minimum des possibles aménagements fonciers dans les prochaines décennies. Toutefois, ce chiffre est à nuancer vis-à-vis des évolutions attendues du contexte européen à l'horizon 2013. Les objectifs européens de la Politique Agricole Commune (PAC) conduiront-il alors à une augmentation ou à une diminution des besoins en aménagement des structures foncières agricoles ?

Opérations d'aménagement foncier avant/après le transfert de compétence de l'Etat au Département en 1983



OPÉRATIONS EN COURS & PROGRAMMATION :

 OPÉRATIONS EN COURS EN 2006

 PROGRAMMATION LGV 2007

Cartographie : Jean-François MAILLOCHAUD

OPÉRATIONS CLÔTURÉES AVANT 2005 :

 OPÉRATIONS RÉALISÉES AVANT 1983

 OPÉRATIONS RÉALISÉES DEPUIS 1983

Source : CG 16 & DDAF 16 BD CARTO @ IGN

Carte 10 : Opérations d'aménagement foncier avant/après le transfert de compétence de l'Etat au Département en 1983

I.2.6 25 années d'aménagement foncier sous maîtrise d'ouvrage du Conseil général – Analyse budgétaire 1983-2008 :

A partir de l'année 1983, le Conseil général a pris en charge les dépenses relatives aux opérations d'aménagement foncier. Nous pouvons remarquer qu'il existe toujours un décalage de trois à quatre années entre le début des opérations et la réalisation des travaux connexes ; or ceux-ci représentent bien souvent le principal poste de financement en terme de montant par opération. Par conséquent, les dépenses du Département pour une année (N) sont dues à des opérations qui ont eu lieu lors des (N-3) ou (N-4) années précédentes.

En page n° 18, les graphiques ci-après présentent respectivement les dépenses annuelles du Département et le nombre annuel de communes concernées entre 1983 et 2008. Suivant la remarque faite au paragraphe précédent, nous pouvons constater qu'un pic du nombre de communes aménagées est suivi une à deux années après par un pic des dépenses du Département. Par une analyse croisée du nombre d'aménagements et des dépenses annuelles, nous pouvons distinguer 5 périodes distinctes entre 1983 et 2008 :

- **De 1983 à 1988 :** le nombre annuel de communes concernées par des opérations est inférieur à 10. L'ensemble des dépenses relatives aux opérations foncières est supporté par le Département en raison du caractère agricole de toutes les opérations réalisées sur cette période.
- **De 1988 à 1996 :** pour les opérations menées à partir de 1988, elles concernent pour 35 à 50 % des aménagements dits "articles 10" dans le cadre des travaux réalisés sur la RN 10 et la RN 141. On observe alors une augmentation progressive des subventions de l'Etat relatives aux aménagements fonciers "article 10". Or celles-ci sont calculées sur les références de l'année (N-1), elles sont donc les plus importantes en 1993 et en 1995 pour des travaux réalisés respectivement en 1992 et 1994. A partir de 1993, les opérations sont à caractère agricole et elles prennent fin pour la plupart en 1995.
- **De 1996 à 1999 :** en 1996 et 1997, seules deux opérations sont en cours sur les communes de Barbezieux-Saint-Hilaire et Reignac et concerne les derniers "articles 10" pour la RN 141. En 1998, débute une troisième opération à vocation agricole sur la commune de Mouton. Il s'agit donc d'une période très calme en matière d'aménagement foncier avec seulement 3 opérations en cours.
- **De 1999 à 2006 :** en 1999 et 2000, sont lancées les opérations "articles 10" relatives au Barrage de Mas Chaban et une autre relative à la déviation par la RN 141 du bourg de Chasseneuil-sur-Bonnieure. En 2001 et 2002, sont lancées 2 opérations à vocation agricole, la dernière opération liée à l'ouvrage de Mas Chaban, ainsi que les déviations par la RN 141 des communes de Bourg-Charente, Mainxe, Jarnac, Merignac et St-Quentin-sur-Charente et Triac-Lautrait. En 2005, sont lancées les dernières opérations concernant la RN 141 à l'ouest d'Angoulême, ainsi que 2 procédures de réorganisations foncières en décembre 2005. Cette période correspond au lancement d'un nombre de procédures d'aménagement foncier plus important que sur la période 1988-1996, mais qui ont moins pesé sur les finances du Département en raison de la proportion d'opérations liées à des grands ouvrages routiers et donc subventionnées par l'Etat.
- **A partir de 2006 :** l'année 2006 a été marquée par le transfert effectif de la compétence "aménagement foncier" au Département. A partir de l'année 2007, seront lancées des procédures liées à la construction de la LGV Sud-Europe-Atlantique, celles-ci concerneront un nombre de communes similaire au maximum de l'année 1961, soit environ 50 communes. Toutefois, ceci n'impliquera pas une augmentation des dépenses du Département qui se maintiendront à un seuil inférieur à celles de la période 1988-1996 en raison de la prise en charge des coûts des études et des opérations par le maître d'ouvrage de la ligne de chemin de fer, Réseau Ferré de France (RFF).

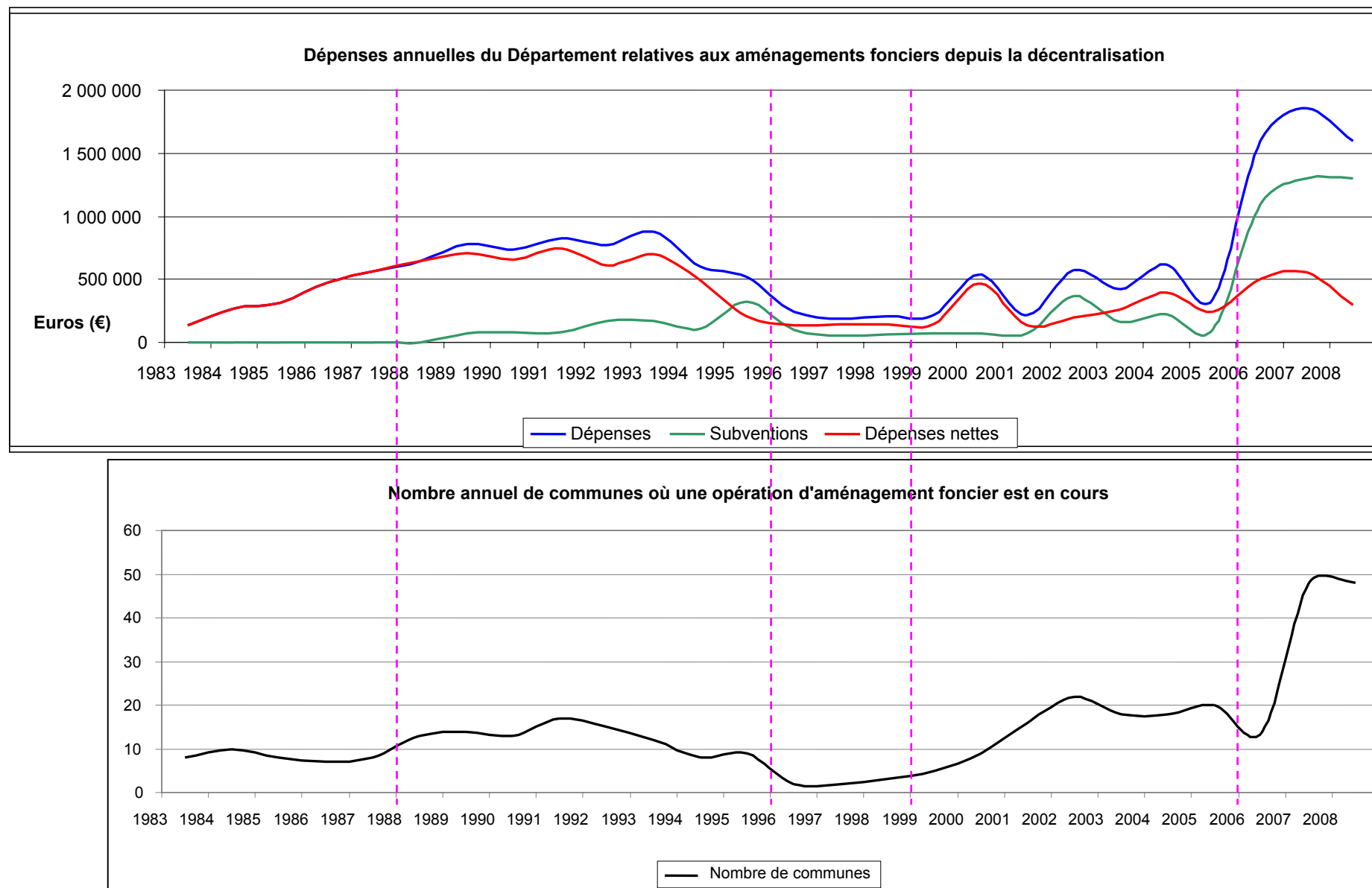
Dépenses et subventions du Département de la Charente en distinguant Procédure et Travaux connexes (en Euros) sur la période 1983-2008 :

(les conversions Francs/Euros ont été arrondies à l'inférieur entre 0,01 et 0,49 et au supérieur entre 0,50 et 0,99)

Année		1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Dépenses	Procédures (ECIR, Remembr ^{nt} ., Frais généraux)	46851	91892	147280	343552	497886	560611	646668	606729	741895	694285	767544	579301	513659
	Travaux connexes	90258	173387	169795	130903	63607	84064	132706	130208	80473	78077	109014	18065	9101
	Total des dépenses	137109	265279	317075	474455	561493	644675	779374	736937	822368	772362	876558	597366	522760
Subvent ^o	Infra. Lin.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total des subvent^o	-	-	-	-	-	-	72934	84450	78161	166120	174548	107608	318451
Dépenses nettes		137109	265279	317074	474455	561493	644675	706440	652487	744207	606242	702010	489758	204309

Année		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Dépenses	Procédures (ECIR, Remembr ^{nt} ., Frais généraux)	239867	192396	205436	216175	534438	213668	570515	375068	573177	341846	600000	600000	600000
	Travaux connexes	600	-	-	-	-	-	-	48833	46345	-	200000	260000	-
	LGV	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	793000	1000000	1000000
	Total des dépenses	240467	192396	205436	216175	534438	213668	570515	423901	619522	341846	1593000	1860000	1600000
Subvent ^o	Infra. Lin.	-	-	-	-	-	-	216224	19687	100000	100000	1093000	1300000	1300000
	Total des subvent^o	101712	53028	62843	68213	69505	74723	370129	161916	225000	100000	1093000	1300000	1300000
Dépenses nettes		138755	139368	142593	147962	252508	138945	200386	261985	394522	241846	500000	560000	300000

Source : Conseil général de la Charente – Direction des Finances et des Ressources



I.3 Le contexte réglementaire de l'aménagement foncier

I.3.1 L'évolution du cadre réglementaire :

Les particularités du département de la Charente sont indiquées en encadrée au cours de la chronologie.

1941-1944 :

La Loi du 9 mars 1941 sur la *Réorganisation de la propriété foncière et le remembrement* a introduit le remembrement, puis un texte du 12 mars 1943 y ajoute la « mise en état d'exploitation des terres incultes dont l'état actuel ne permet pas la culture ». Ensuite, ces dispositions sont accompagnées d'une Loi du 29 avril 1944 relative à la mise en œuvre de celle de 1941. De nouveaux textes ont introduit un deuxième procédé, celui des échanges amiables.

En 1948, lancement de la première opération d'aménagement foncier sur la commune de La Chèvrerie, sur une surface de 340 hectares (ha).

1954 :

Par un Décret (n° 54-1251) du 20 décembre 1954 en Conseil d'Etat, il est formulé des « *mesures tendant à l'accélération de l'aménagement foncier agricole et le remembrement* ». L'aménagement foncier et le remembrement sont alors devenus des outils de réorganisation de l'espace encouragés par les pouvoirs publics avec pour objectif, entre autre, de participer au renouveau agricole d'après-guerre. Cette tendance s'est ensuite amplifiée dans les années 1960.

1960 - 1962 :

La Loi d'Orientation Agricole n°60-808 du 5 août 1960 a redéfini la notion de remembrement foncier agricole et rural, et véritablement lancé les opérations de remembrement à grande ampleur. Dans son premier chapitre, cette loi engage le monde agricole à « *faire évoluer l'exploitation agricole vers l'entreprise agricole* » en modernisant et développant les structures agricoles et donc le foncier. De plus, un article majeur va être intégré au Code rural : "l'article 10" de la Loi Complémentaire d'Orientation Agricole de 1962, qui fait obligation au maître d'ouvrage de financer un remembrement pour compenser les inconvénients dus à l'emprise des grands ouvrages tels que les autoroutes, les routes nationales ou départementales, les voies ferrées, les barrages...

A partir de 1973, le Département apporte son concours financier aux opérations d'aménagement foncier, avec en 1977, le versement d'un fonds de concours pour le remembrement qui permettait de profiter des prêts bonifiés du Crédit Agricole.

Les échanges d'immeubles ruraux de 1977 à 1987 représentent 387 échanges, portant sur une superficie de 2473 ha. De 1979 à 1982, 15 000 ha ont été aménagés. 20 millions d'aides financées par l'Etat et le Département.

La période 1960-1982 marque les années fastes de l'histoire de l'aménagement foncier en France par une importante restructuration de la surface agricole utilisée dans tous les départements. Ces aménagements sont aujourd'hui assimilés dans la mémoire collective comme étant des opérations destructrices en matière de milieux naturels.

1982 – 1983 :

La Loi (n°82-213) du 02/03/1982 relative aux *Droits et libertés des Communes, Départements et des Régions*, dite Loi Defferre, modifiée et complétée par la Loi (n°82-263) de 22 juillet 1982, constituent la première “vague” de décentralisation en confiant de nouvelles compétences aux Conseils généraux, entre autre.

Dans le cadre de la décentralisation, la Loi (n°83-8) du 7 janvier 1983 relative à la *Répartition des compétences entre les Communes, les Départements et les Régions de l’Etat*, a transféré au Département la maîtrise d’ouvrage de l’aménagement foncier rural.

Les modalités d’application ont été précisées par le Décret (n° 83-384) du 11 mai 1983 indiquent que le transfert aux Départements des compétences jusque là exercées par l’Etat en matière d’équipement rural prenait effet le 15 mai 1983. Le Décret suivant, (n°83-385) du même jour, définit l’acte entraînant le transfert et les modalités de transition pour chaque compétence ou charge transférée aux Départements en matière d’aménagement foncier.

En 1983, la dotation globale d’équipements (DGE) a été mise en place :

Pour dissocier les sources de crédits, il a été décidé que les sommes votées par le Département seraient affectées exclusivement à l’exécution des chemins ruraux dans les communes remembrées, alors que les crédits d’Etat le seraient au remembrement proprement dit, et aux travaux connexes exécutés par les associations foncières.

En 1984, compte tenu de l’arbitrage budgétaire qui a été fixé, il est mis en oeuvre un programme de transition disposant d’une enveloppe de 1 500 000 francs (230 000 €) pour les aménagements fonciers afin de maintenir un minimum d’activité en la matière.

Entre 1948 et 1983, un total de 157 communes sur 405 a été remembré ce qui représente 128 000 ha aménagés.

1985 :

La Loi n°85-1496 du 31 décembre 1985 relative à l’*Aménagement foncier rural* a réécrit une grande part des textes et établit sept modes d’aménagements fonciers :

- le remembrement proprement dit et ses deux variantes (le remembrement-simplifié et le remembrement-aménagement) ;
- la réorganisation foncière ;
- l’aménagement foncier forestier ;
- l’aménagement foncier agricole et forestier ;
- les échanges d’immeubles ruraux (souvent appelés échanges amiables) ;
- la réglementation des boisements ;
- la mise en valeur des terres incultes.

Les deux dernières mesures n’étaient pas des aménagements fonciers au sens propre du terme, mais une forte contribution ou une facilitation des mises en oeuvre d’opérations.

De part cette loi, les Commissions Communales d’Aménagement Foncier (CCAF) ont pu faire établir tous les documents d’études qu’elles jugeaient nécessaires pour prendre leur décision.

La procédure des interventions du Département était la suivante :

- l’avis du Conseil général au commissaire de la République, donné préalablement à la création d’une CCAF ;
- l’avis du Conseil général au commissaire de la République sur les modes d’aménagements fonciers et leur périmètre d’application, donné préalablement à l’ouverture des opérations ;

- la prise en charge par le Département des frais d'établissement des documents d'études d'aménagement, des dépenses d'aménagement fonciers ainsi que les indemnités et les frais divers liés à ces aménagements.

En 1985, dans le cadre de la décentralisation et par délibération du Conseil général, il a été décidé que la prise charge des dépenses de remembrement parcellaire (marché des géomètres, frais d'hypothèque, de cadastre, de commissions...) était entérinée.

La prise en charge des travaux connexes a alors été de 50 % pour les travaux dont les associations foncières sont maître d'ouvrage, et 30 % pour les travaux réalisés par les communes. Pour les échanges amiables d'immeubles ruraux : si la commune n'avait jamais été remembrée les frais de géométrie étaient subventionnés à 100 % et 80 % dans le cas contraire. Les frais d'échanges étaient subventionnés à 80 %.

Par une délibération de 1987, le Département a pris en charge les dépenses de remembrement parcellaire (marché de géomètres, frais d'hypothèque, de cadastre, de commissions)

Par délibération de 1988 du Conseil général, il a été fait le choix de subventionner les seconds remembrements à 40 %.

Par délibération de 1991, le Département décide que les programmes de mise en oeuvre des opérations européennes au titre de l'objectif 5b des aides du FEOGA (Fond Européen d'Orientation et de Garantie Agricole) peuvent concerner les échanges d'immeubles ruraux.

Entre 1983 et 1992, c'est 30 nouveaux aménagements qui sont réalisés pour plus de 20 000 ha remembrés.

1992 :

La Loi (n°92-3) du 3 janvier 1992, dite Loi sur l'eau, précise par l'alinéa I de son article 10 que « *sont soumis aux dispositions du présent article les installations, ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.* » Les travaux connexes à l'aménagement foncier sont donc soumis à autorisation lorsqu'ils interviennent sur des cours d'eau classés.

De plus, un Décret en Conseil d'Etat (n°92-1290) du 11 décembre 1992, remodèle la Loi de 1941 grâce à un ensemble de dispositions relatives à la partie Réglementaire du Livre I du Code Rural, dit également « nouveau Code Rural ».

1993 :

La Loi n°93-24 du 8 janvier 1993, dite Loi Paysage sur la *protection et la mise en valeur des paysages*, modifie certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques. Les dispositions mises en oeuvre sont opposables aux demandes d'autorisation de défrichement, d'occupation et d'utilisation du sol par l'application des documents d'urbanismes opposables aux tiers. Cette loi modifie celle du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat en indiquant que les Conseils municipaux sont les principaux décideurs pour la création de *zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager* (ZPPAUP) peuvent être instituées autour des monuments historiques et dans les quartiers, sites et espaces à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou culturel. Ces dispositions s'appliquent dans

le cadre de l'aménagement foncier pour la protection des éléments paysagers remarquables et du "petit patrimoine local".

Mais les principales modifications sur les procédures d'aménagement foncier sont les suivantes :

- Art. 10 : « *Pour les aménagements fonciers [...], le département fait au préalable procéder à une étude d'aménagement comportant une analyse de l'état initial du site concerné et de son environnement, notamment paysager, ainsi que toutes recommandations utiles. Cette étude est transmise à la CCAF ou CIAF et à la CDAF.* »
- Art. 11 : cet article modifie en grande part la composition de la CCAF ou CIAF en introduisant, entre autre, trois acteurs « *qualifiés en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages* », ce sont les "PQPN" (Personnes Qualifiées pour la Protection de la Nature).
- Art. 12 : à partir de la date de la décision préfectorale (aujourd'hui décision du Président du Conseil général) prévue à l'article L. 121-14 du code rural et jusqu'à celle de clôture des opérations, « *la destruction de tous boisements linéaires, haies et plantations d'alignement dans le périmètre de l'opération d'aménagement foncier, lorsqu'elle n'est pas interdite en application de l'alinéa précédent, est soumise à autorisation du préfet, prise après avis de la CCAF ou CIAF* ».
- Art. 20 & 21 : définition du rôle du commissaire-enquêteur dans les enquêtes publiques liées à l'aménagement foncier.

Le Décret, n°93-245 du 25 février 1993 relatif aux *études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques*, précise le contenu des études d'impact à l'aménagement foncier.

Par délibération de 1994 de l'Assemblée départementale, il est décidé la diminution des subventions pour les échanges d'immeubles ruraux de 80 % à 50 %.

1995 :

Cette année a été riche en dispositions législative et réglementaire en matière d'application des lois à vocation environnementale :

Le Décret n°95-88 du 27 janvier 1995 applique, aux parties du code rural relatives aux procédures d'aménagement foncier, les dispositions de la loi sur l'eau et de la loi sur la protection et la mise en valeur des paysages (cf. ci-avant).

La Loi n°95-95 du 1^{er} février 1995 sur *La modernisation de l'agriculture*, a apporté, par exemple, des modifications sur les modalités de choix du mode et du périmètre d'aménagement dans son « *Titre III : Dispositions relatives à l'aménagement et à l'entretien de l'espace rural* ».

La Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au *Renforcement de la protection de l'environnement*, instaure le principe fort que « *les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation* ». Elle incite également à une plus grande consultation du public et des associations en amont des décisions.

La Loi n°95-115 du 4 février 1995 pour *l'Orientation de l'aménagement et le développement du territoire*, précise que la politique d'aménagement et de développement du territoire concourt à « *l'unité et à la solidarité nationales et qu'elle constitue un objectif d'intérêt* ».

général ». Dans le cadre de l'aménagement foncier, il est reconnu la pluriactivité en milieu rural et la valorisation du patrimoine rural.

Le Décret n°95-488 du 28 avril 1995 relatif aux *boisements linéaires, haies et plantations d'alignement susceptible d'être protégés* complète la partie réglementaire du code rural.

Ce décret précise les conditions de composition et de structure auxquelles doivent répondre les boisements concernés pour être protégés, il indique également les éléments techniques qui doivent figurer dans l'arrêté préfectoral (aujourd'hui, du Président du Conseil général) de protection.

Par délibération de 1995, le Département incite à la prise en compte de la loi du 8 janvier 1993, dite "loi sur les paysages", et décide la mise en place de l'individualisation des crédits par la Commission Permanente de l'Assemblée départementale.

1999 :

La Loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'*Orientation agricole*, précise que les aménagements fonciers conduisant à un changement d'exploitation où la surface est concernée par la signature d'un Contrat Territorial d'Exploitation (CTE) ou d'un Contrat d'Agriculture Durable (CAD), doivent s'attacher à ce que le bénéfice des aides prévues par ce contrat soient maintenues au bénéfice du contractant initial s'il est, par ailleurs, à même de tenir les engagements souscrits. Elle redéfinit également le rôle des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER).

2001 :

Le Décret n°2001-611 du 9 juillet 2001 a modifié certaines dispositions du code rural relatives à l'aménagement foncier rural, en précisant que l'aménagement foncier rural a pour objet de contribuer à l'aménagement du territoire communal. Conformément à l'article L. 121-1 du code rural, il peut concourir à :

- la réalisation des réserves naturelles volontaires mentionnées à l'article L. 242-11 ;
- la protection des sites inscrits ou classés ;
- la mise en valeur des abords des monuments historiques.

2004 :

L'Ordonnance n° 2004-637 du 1^{er} juillet 2004 relative à *La simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre*, instaure le fait que les commissions communale, intercommunale et départementale d'aménagement foncier sont présidées par un commissaire-enquêteur désigné par le président du Tribunal de Grande Instance (TGI) dans le ressort duquel la commission a son siège, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Jusqu'en 2005, le remembrement était ainsi basé sur le code rural et sur cinq grands principes que sont la notion fondamentale de regroupement des parcelles, la définition de la valeur des terrains, le principe d'équivalence de production, le principe de distance vis-à-vis du siège d'exploitation et le principe de désenclavement.

Mais bien que ses grands principes aient été conservés, un nouveau cadre réglementaire est venu profondément modifier cette organisation par la Loi du 23 février 2005, dite du Développement des Territoires Ruraux.

Nous examinerons donc dans la partie suivante quel est, aujourd'hui, le contexte législatif et réglementaire en vigueur et quelles en sont les incidences sur la politique départementale en matière d'aménagement foncier.

I.3.2 Le cadre réglementaire en vigueur

2005 :

La Loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au *Développement des territoires ruraux*, instaure des dispositions liées au développement des activités économiques dans les zones de revitalisation rurale, des activités économiques en milieu rural, pour le soutien des activités agricoles en privilégiant, entre autre, la protection des espaces agricoles et naturels périurbains.

Le chapitre II constitue le cœur de la nouvelle législation en matière d'aménagement foncier. En effet, les dispositions de cette partie ont entièrement remodelé les conditions de réalisation et de suivi des opérations d'aménagement foncier rural agricole et forestier. Cette loi concrétise les nouveaux objectifs en matière de respect de l'environnement et de participation du public aux procédures d'aménagement foncier. Les dispositions ont pour but de concourir à la diversité des paysages, à la protection des ressources naturelles et au maintien de la diversité biologique.

De plus, pour répondre à ces grandes orientations, la politique d'aménagement rural se traduit par la volonté de :

- 1° Favoriser la mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques locales de l'espace agricole et forestier ;
- 2° Améliorer l'équilibre démographique entre les zones urbaines et rurales ;
- 3° Maintenir et développer la production agricole et forestière tout en intégrant les fonctions environnementales et sociales de ces activités et en organisant leur coexistence avec les activités non agricoles ;
- 4° Assurer la répartition équilibrée des diverses activités concourant au développement du milieu rural ;
- 5° Prendre en compte les besoins en matière d'emploi ;
- 6° Encourager en tant que de besoin l'exercice de la pluriactivité dans les régions où elle est essentielle au maintien de l'activité économique ;
- 7° Permettre le maintien et l'adaptation de services collectifs dans les zones à faible densité de peuplement ;
- 8° Contribuer à la prévention des risques naturels ;
- 9° Assurer la mise en valeur et la protection du patrimoine rural et des paysages.

Désormais l'aménagement foncier rural a pour but d'améliorer les conditions d'exploitation des propriétés rurales agricoles ou forestières, d'assurer la mise en valeur des espaces naturels ruraux et de contribuer à l'aménagement du territoire communal ou intercommunal défini dans les documents d'urbanisme en vigueur et opposables aux tiers.

Les différents modes d'aménagement foncier rural sont les suivants :

- 1° L'aménagement foncier agricole et forestier (AFAF) ;
- 2° Les échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux (ECIR) ;
- 3° La mise en valeur des terres incultes et la réglementation et la protection des boisements.

Les procédures sont conduites par des commissions communales, intercommunales ou départementales d'Aménagement Foncier, sous la responsabilité du Département. Lorsque le Conseil général entend donner une suite favorable à une demande présentée en application du 1° de l'article L. 121-2 du code rural, ou à une demande d'une commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier, il décide de diligenter l'étude d'aménagement

prévue à l'article L. 121-1 de ce même code. Le Président du Conseil général en informe le Préfet qui porte à sa connaissance dans les meilleurs délais les informations nécessaires à l'étude d'aménagement et qui doivent être prises en considération lors de l'opération d'aménagement foncier.

Après une première “vague” de décentralisation en 1983 avec le transfert au profit des Départements des compétences liées à la maîtrise d'ouvrage des opérations d'aménagement foncier, la Loi du 23 février 2005 constitue la dernière “déferlante” en matière de transfert de charges. Les Conseil généraux disposent aujourd'hui de l'entière maîtrise des opérations en contrôlant également l'initiative puis le suivi des procédures. Toutefois, si ce transfert est réel sur le papier, il reste encore de nombreux reliquats de l'Etat qui devraient subsister encore quelques années avant que le transfert complet et définitif ne devienne effectif.

2006 :

Au 1^{er} janvier 2006, la Loi *Développement des territoires ruraux* (DTR) du 23 février 2005 est entrée en vigueur, confiant ainsi la charge et la responsabilité des opérations d'aménagement foncier aux Conseils généraux.

Loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 *d'Orientation agricole*, modifie le statut et les modalités de création et de fonctionnement des associations de propriétaires à vocation foncière, les objets et champs d'application des SAFER, ainsi que les modes d'exécution des baux et fermages ruraux. Cette loi de 2006 doit être en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2007.

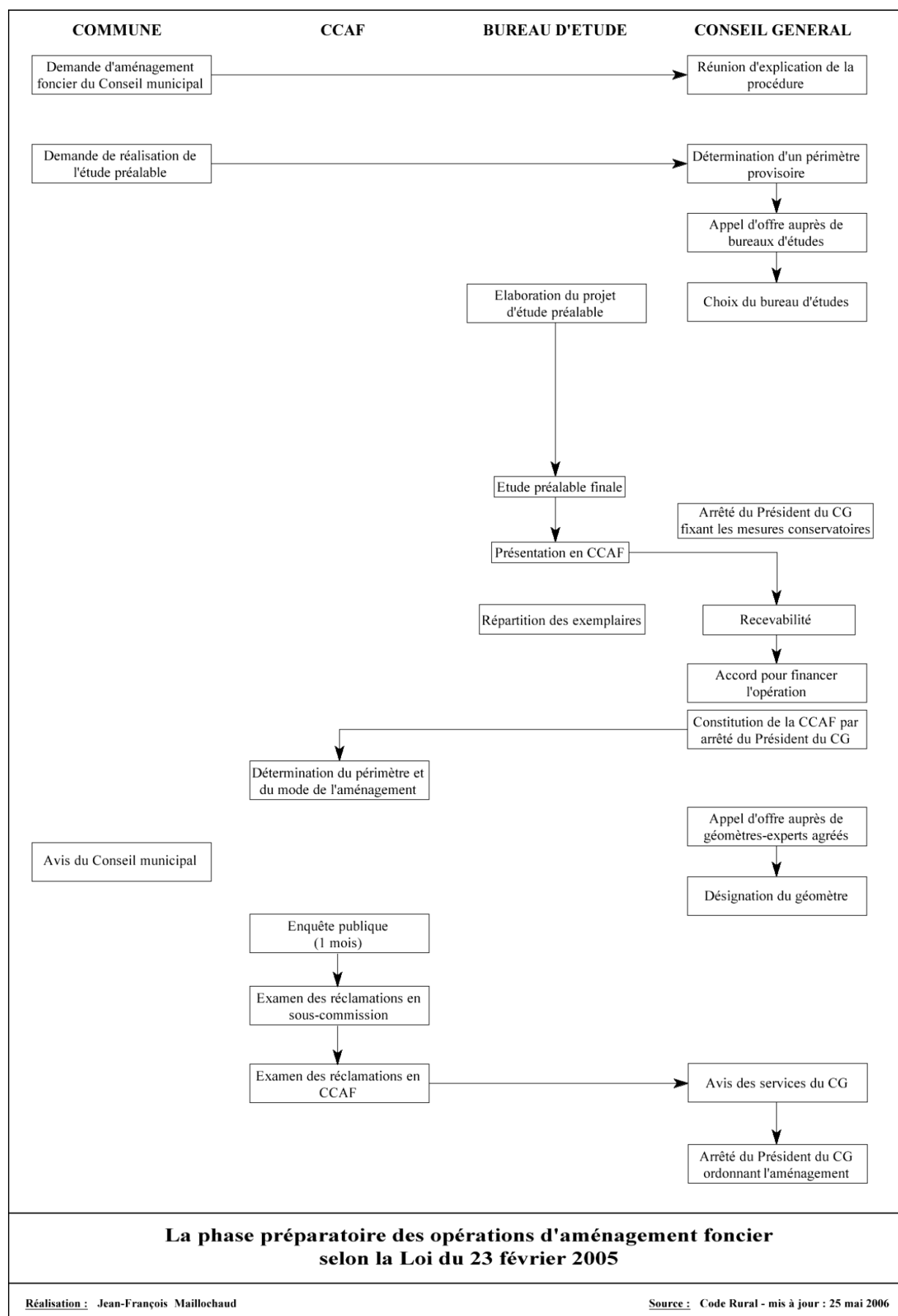


Figure 3 : La phase préparatoire des opérations d'aménagement foncier selon la Loi du 23 février 2005

I.3.3 La procédure d'aménagement foncier dans le cadre de la Loi DTR :

La procédure d'aménagement foncier est une opération longue et complexe qui implique divers acteurs aux intérêts souvent différents. Il s'agit ici de dérouler chronologiquement une procédure d'aménagement foncier, en examinant à chaque étape l'aspect réglementaire, les intervenants et les particularités de l'intervention du Département.

a. La phase préparatoire :

La phase préparatoire est considérée comme étant la plus importante par beaucoup de départements Français. En effet, cette étape de la procédure va influencer sur les opérations futures en terme relationnel, environnemental. ... Ceci explique que la plupart des actions départementales soient engagées dès ce stade de la procédure.

a) 1. La réalisation de l'Etude Préalable d'Aménagement Foncier (EPAF)

La volonté d'engager un aménagement foncier émane du Conseil municipal qui relaye par cette action les attentes des propriétaires et/ou des exploitants agricoles. En Charente, la demande est communiquée au Conseil général (CG) qui organise une réunion publique d'information. Lors de cette rencontre, les agents du service Aménagement Rural expliquent le déroulement de la procédure, en insistant sur le rôle des différents intervenants lors des phases successives de l'opération et leurs financements. Suite à cette réunion, et en application de l'Art. L. 121-13 du code rural, le Conseil municipal demande au Président du Conseil général "de faire procéder à une étude préalable à l'aménagement foncier". Les services du CG effectuent alors un appel d'offres auprès de bureaux d'études compétents. En Charente, le Service de l'Agriculture et de l'Aménagement Rural (SAAR) participe à la délimitation d'un périmètre provisoire et le communique aux différents bureaux d'études consultés.

Après consultation des estimations transmises au SAAR, le Conseil général choisit le bureau d'études le plus adapté.

En Charente, les critères de détermination du bureau d'études sont principalement la valeur technique, le prix et le délai d'exécution de l'étude. La "valeur technique" comprend des indications comme la qualité des intervenants, les moyens mis en œuvre, la méthodologie et la qualité de restitution de chaque bureau d'études qui a postulé. Ce critère de "valeur technique" compte pour moitié dans le choix du prestataire, le prix et le délai compte respectivement pour 1/3 et 1/5 de la notation. La désignation du bureau d'études le plus adapté s'effectue donc principalement sur des critères de qualité et donc pas sur le choix du moins-disant.

Par conséquent, le coût moyen des EPAF est de 50 000 € par étude, ce prix étant directement dépendant de la surface concernée, on obtient un prix moyen de **24 € / ha / étude**. Or chaque étude est scindée en deux volets avec un prestataire pour chaque : environnement et foncier. Le premier représente un coût moyen variant entre 20 et 25 000 € et le second entre 25 et 30 000 €, le prix moyen à l'hectare est donc de l'ordre de 11 €/ha pour le volet environnement et 13 €/ha pour le volet foncier.²

² Coût moyen des Etudes Préalables aux Aménagements Fonciers lancées en 2006 en Charente.

La réalisation de l'aménagement proprement dite débute par l'élaboration d'un projet d'EPAF. Le chargé d'études effectue un travail de prospection sur le terrain de la commune considérée, et s'attache à répondre aux exigences du cahier des charges imposé par le Conseil général. Présenté au Conseil général et à un groupe de pilotage local, ce projet aboutit à la conception d'un document provisoire. En vertu du Décret du 12 octobre 1977, ce document est vérifié par les différents services de la DDAF qui donnent leur avis essentiellement en matière juridique (loi sur l'eau, conformité avec le Code rural). Les observations qui en découlent sont communiquées aux bureaux d'études qui élaborent ainsi l'EPAF finale. Les chargés d'études viennent ensuite présenter le document à la CCAF lors d'une réunion de cette commission.

Le document est par la suite reproduit en 8 exemplaires destinés au Conseil général (2 + 1 reproductible), à la DDAF (1), à la DIREN (1), à la Préfecture (1), à la CCAF (1) et à l'enquête publique (1) et 1 exemplaire supplémentaire pour chaque mairie concernée par l'EPAF. Dans le cas des aménagements "article 123-24", un exemplaire de l'étude est fourni au maître d'ouvrage de l'infrastructure.



AMENAGEMENT FONCIER RURAL

(lois du 23 février 2005 et de 5 janvier 2006 - décret du 30 mars 2006)

LA COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

UNE INSTITUTION ALLIANT

INTERETS PARTICULIERS

ET

INTERET GENERAL

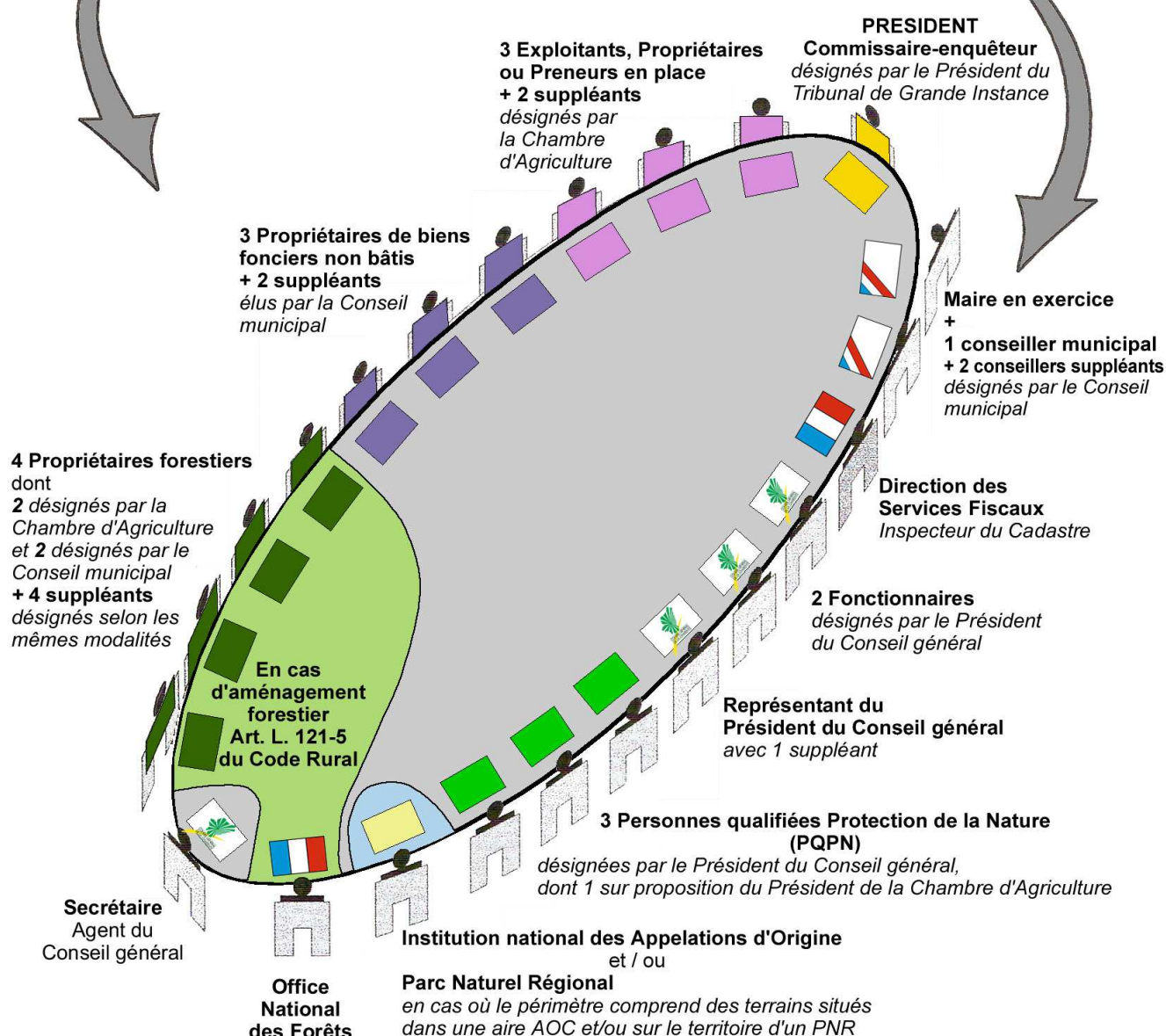


Figure 4 : Composition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier selon la Loi n° 2005-157 du Code rural

a) 2. La constitution de la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF)

Conformément à l'Art. L. 121-2 du code rural et après consultation de l'EPAF, si le service du CG estime recevable le document, il donne un avis sur l'opportunité d'engager un aménagement foncier dans la commune considérée. La demande est examinée par la Commission Permanente du CG qui fait part de sa position aux services préfectoraux. Après délibération du CG, le Président du Conseil général institue la CCAF (Art. L. 121-2 du code rural).

a) 3. Composition de la CCAF

La composition de la CCAF est détaillée à l'Art. L. 121-3 du code rural. Les textes juridiques successifs, qu'il s'agisse de la loi du 8 janvier 1993, de la loi de modernisation agricole du 1 février 1995 ou de celle du 23 février 2005, ont apporté des modifications majeures portant sur le nombre et le titre des personnes présentes dans la commission. Aujourd'hui, la CCAF comprend :

- ⇒ Un président, commissaire-enquêteur nommé par le Tribunal de Grande Instance (TGI).
- ⇒ Le maire de la commune concernée.
- ⇒ Un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal.
- ⇒ 3 exploitants agricoles de la commune et 2 suppléants, désignés par la Chambre d'agriculture.
- ⇒ 3 propriétaires de la commune et 2 suppléants élus par le Conseil municipal.
- ⇒ 3 personnes qualifiées pour la protection de la nature (PQPN) désignées par le Président du Conseil général (dont 1 sur proposition de la Chambre d'agriculture).
- ⇒ 2 fonctionnaires désignés par le Président du Conseil général.
- ⇒ 1 délégué du directeur des services fiscaux (DGI).
- ⇒ 1 représentant du Conseil général désigné par son Président.

Un représentant de l'institut national des appellations d'origine vient compléter la commission lorsqu'une AOC est incluse dans le périmètre. Même modalités pour un représentant d'un Parc Naturel Régional (PNR) lorsque le périmètre de l'aménagement comprend le territoire d'un PNR.

Dans le cas d'un aménagement foncier forestier, 4 propriétaires forestiers et un représentant de l'Office National des Forêts (ONF) s'ajoutent à la composition décrite ci-dessus en application de l'Art. L. 121-5 du code rural.

La CCAF, véritable pôle décisionnel de la procédure d'aménagement foncier, peut convoquer toute personne, physique et morale qu'il lui semble bon de consulter. Elle désigne par ailleurs une sous-commission (comité élargi), chargée de faciliter et de préparer le travail de la commission.

a) 4. Les premières actions de la CCAF

La CCAF doit tout d'abord déterminer le périmètre et le type d'aménagement foncier qu'elle entend mettre en œuvre. Ces deux opérations lui incombent, conformément à l'Art. L. 121-14 du code rural. Habituellement, l'essentiel du travail s'effectue en sous-commission. Le périmètre s'étend généralement sur des communes limitrophes, sans toutefois dépasser le vingtième (5 %) de leur territoire. Au-delà de 5 % du territoire communal concerné sur la

commune voisine, il est procédé à l'institution d'une Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF)³.

L'EPAF doit élaborer différentes propositions afin d'orienter les choix de la CCAF en matière de mode d'aménagement foncier et de détermination du périmètre.

a) 5. La mise à l'enquête

Le Conseil général fixe les modalités de l'enquête (horaires, jours d'ouverture ...) et diffuse un avis dans la presse et par voie d'affichage en mairie, 15 jours avant le déroulement de celle-ci. Le dossier, déposé en mairie comprend le périmètre envisagé, le mode d'aménagement foncier proposé ainsi que l'étude préalable.

Le commissaire enquêteur prend acte des réclamations de chacun pendant 1 mois et émet un avis motivé qu'il communique à la commission. Les réclamations sont examinées en sous-commission, les décisions prises étant validées par la CCAF *a posteriori*. Les délibérations de la CCAF font l'objet d'un affichage en mairie d'une durée de 15 jours. S'effectue alors une consultation auprès de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier (CDAF) afin d'obtenir son avis concernant les décisions retenues.

L'ensemble de ces actions aboutit à un arrêté du Président du Conseil général, déterminant le mode d'aménagement foncier, le périmètre retenu et la date d'ouverture des opérations. La publicité de cet arrêté s'effectue par voie de presse et par affichage en mairie.

³ Dans une tranche de 5 à 25 %, la CIAF est de droit si la commune limitrophe le demande, à plus de 25 % elle devient obligatoire.

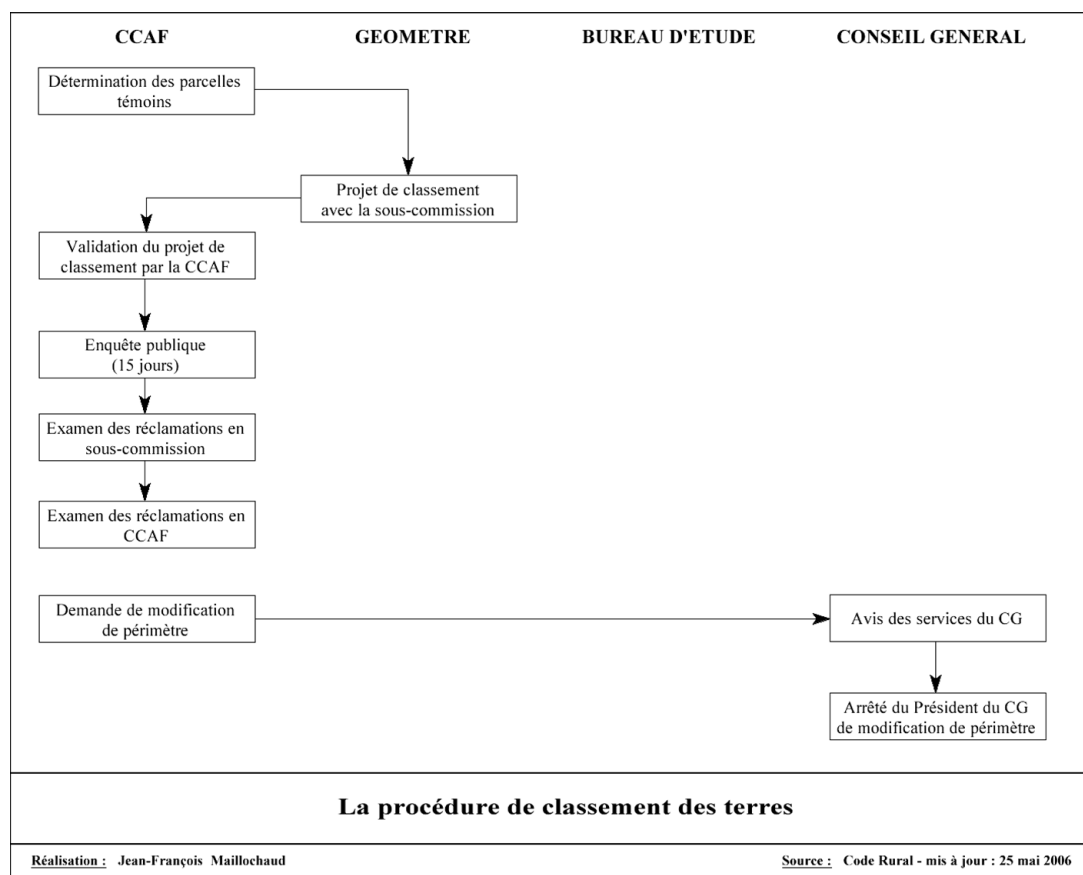


Figure 5 : La procédure de classement des terres

b. Le classement des terres :

b) 1. Méthode de travail

Le classement consiste à déterminer le potentiel de production de l'ensemble des terres incluses dans le périmètre d'aménagement foncier. Pour ce faire, la CCAF détermine des parcelles témoins pour chaque type de cultures présentes sur le territoire. Ces parcelles, bornées, permettent la définition de classes utilisées pour l'attribution de points exprimant la "valeur de productivité réelle" des fonds (Art. L. 123-4 du Code rural).

En Charente, le classement des terres est effectué par une sous-commission. Le géomètre qui l'assiste se base sur la confrontation entre les personnes présentes pour déterminer la valeur des parcelles. Cette étape, déterminante pour la suite des opérations, nécessite plusieurs jours de terrain ainsi qu'une grande rigueur.

b) 2. L'enquête classement

Le dossier d'enquête sur le classement rassemble :

- ⇒ Un mémoire présentant la méthode de travail utilisée par la CCAF.
- ⇒ 1 plan sur lequel figure la nature de culture et la classe retenue pour chaque parcelle.
- ⇒ 1 plan précisant la valeur de productivité réelle attribuée à chaque parcelle.

L'organisation de la procédure d'enquête est semblable à ceux de la procédure préparatoire à ceci près que l'ensemble des propriétaires est convoqué de manière individuelle. Le délai est seulement de 15 jours. Suite à l'examen des réclamations, le projet est modifié en sous-commission avant d'être entériné par la CCAF.

Une suite possible de cette enquête peut être une demande de modification du périmètre de l'aménagement foncier, si les conclusions de la CCAF sont favorables. Cette demande est communiquée pour avis à la CDAF et pour accord puis validation par le Conseil général. Le cas échéant, cette démarche aboutit à l'instauration d'un arrêté du Président du Conseil général de modification de périmètre.

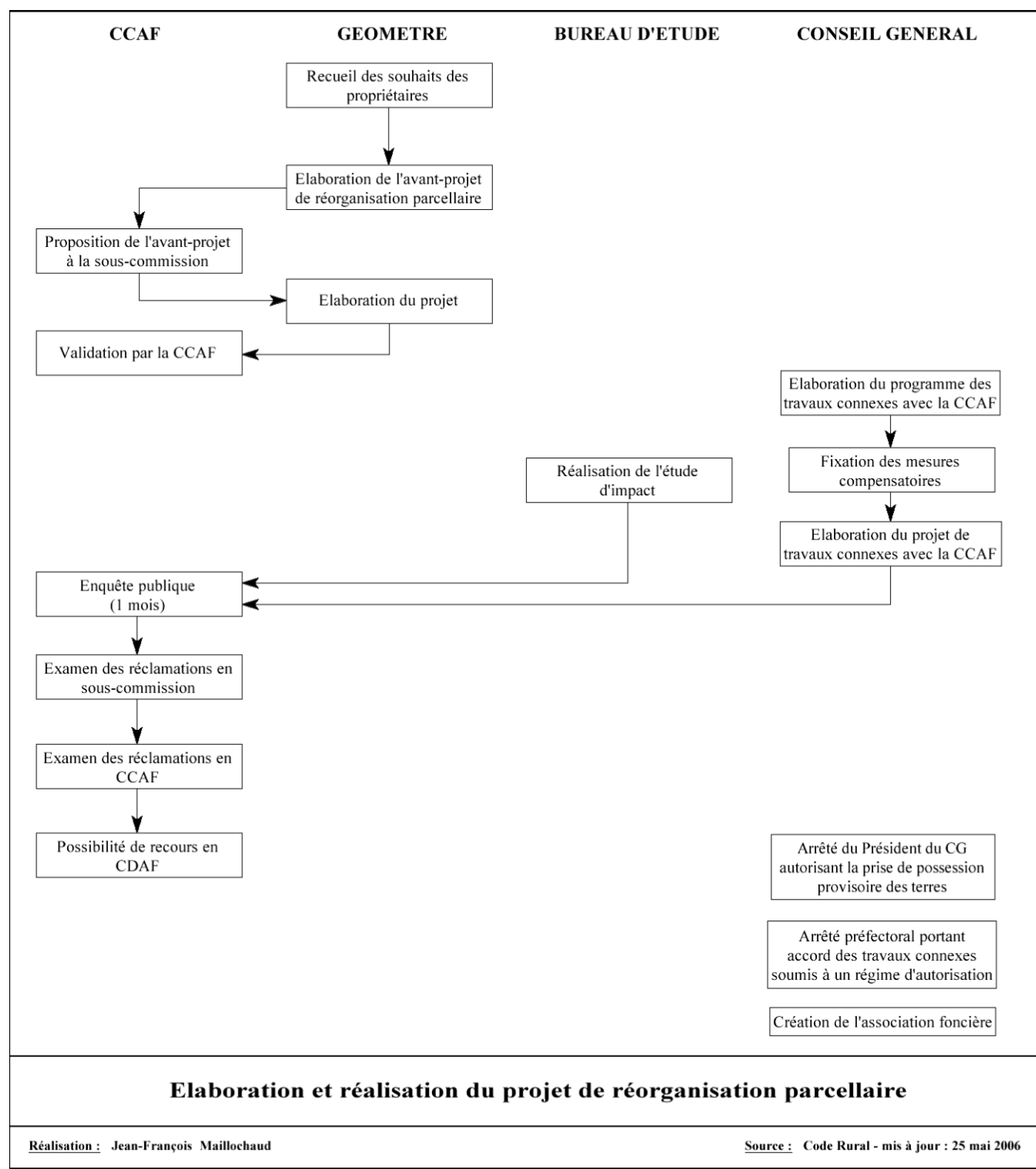


Figure 6 : Elaboration et réalisation du projet de réorganisation parcellaire

c. La réorganisation parcellaire :

La réorganisation du parcellaire est l'étape la plus longue, basée sur une concertation permanente entre les différents acteurs. Elle vise à recréer un parcellaire adapté aux nouvelles exigences (essentiellement économiques) en s'acquittant des conflits d'intérêts, de personne, de famille ... qui resurgissent alors.

c) 1. L'avant-projet

L'avant-projet vise à constituer un nouveau parcellaire, répondant aux exigences de chaque propriétaire. Les attentes de chacun, recueillies par le géomètre devant la sous-commission ou individuellement, orientent le dessin du futur parcellaire. Lors de la création du nouveau plan, le géomètre dispose d'une tolérance théorique (par rapport à l'apport initial de chaque propriétaire), de + ou - 1 % pour les points et de + ou - 10 % pour les surfaces. En parallèle, il engage, si besoin, un déclassement des chemins pour disposer d'une plus grande souplesse de travail. En concertation avec la CCAF, il recompose un réseau de chemins nouveaux, adapté à la nouvelle répartition des parcelles.

Le géomètre propose ensuite l'avant-projet à la sous-commission puis le présente à la CCAF.

c) 2. Les travaux connexes

Les travaux connexes correspondent aux travaux nécessaires pour rendre opérationnel le nouveau parcellaire. Ils s'articulent autour de l'hydraulique (création de fossés, curages localisés), de la voirie (création, amélioration du réseau de chemins) et de l'amélioration environnementale (Art. L. 123-8 3° du Code rural).

Dans ces travaux sont incluses également les mesures compensatoires⁴ destinées à réduire l'impact du projet sur l'environnement.

L'emprise nécessaire à la réalisation des travaux connexes peut être prélevée sans indemnité sur l'ensemble des apports des propriétaires (ils ne peuvent toutefois pas dépasser 2 % des participations) ou réalisée sur emprise communale ou sur emprise privée à l'initiative des propriétaires. Les travaux sont déterminés par la CCAF qui élabore un programme (grandes orientations) en fonction du parcellaire projeté. Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'une association foncière créée après l'enquête projet, dans le cadre de la loi de 1965. Depuis 1993, la maîtrise d'ouvrage des travaux connexes à l'aménagement peut être assurée par la commune.

L'association foncière est composée de l'ensemble des propriétaires concernés par le remembrement, dispose d'un bureau restreint qui regroupe le maire ou 1 conseiller municipal, 4 propriétaires désignés par le Conseil Municipal, 4 propriétaires désignés par la Chambre d'Agriculture et 1 représentant du Conseil général. Elle effectue une demande de subvention auprès du Conseil général et élabore un projet détaillé des travaux à entreprendre. La maîtrise d'œuvre des travaux peut être assurée par un géomètre-expert commandité par l'association foncière.

Les crédits sont accordés par la Commission Permanente après consultation du devis estimatif communiqué par le maître d'œuvre des travaux. L'association est en charge de l'entretien post-aménagement des chemins, haies ou fossés créés (Art. L. 133-1 du Code rural). Après la

⁴ Il est rappelé que ces mesures interviennent en complément des mesures correctives, systématiquement recherchées par le géomètre lors de l'élaboration du projet ainsi que par la CCAF, lors de la réalisation du programme des travaux connexes.

réalisation des travaux, elle peut provoquer sa dissolution si la commune accepte de se substituer à ses compétences.

c) 3. L'étude d'impact

L'étude d'impact a été intégrée dans la procédure d'aménagement foncier par la Loi du 10 juillet 1976 relative à *La protection de la nature*. Depuis, tout aménagement ayant un impact sur le milieu naturel doit impérativement faire l'objet d'une telle étude.

Celle-ci est généralement menée par un bureau d'études indépendant et bien souvent par le même organisme que celui qui a rédigé l'étude préalable.

Le cadre juridique dans lequel évolue l'étude d'impact laisse une grande liberté d'adaptation notamment par rapport à sa position dans la procédure. Jusqu'à ce jour, en Charente, elle est engagée à la fin du projet d'aménagement foncier, ce qui rend le document obsolète et ne laisse pas la place à des propositions d'améliorations.

c) 4. La mise à l'enquête du projet

Le dossier d'enquête relatif au projet comprend :

- ⇒ Le plan de l'aménagement (projet final de restructuration du parcellaire) ;
- ⇒ Un tableau comparatif de la valeur des nouvelles et des anciennes parcelles de chaque propriétaire ;
- ⇒ Un mémoire élaboré par la CCAF, précisant les conditions et les dates de prise de possession des parcelles ;
- ⇒ Le programme des travaux connexes (plans et estimation des coûts) ;
- ⇒ L'étude d'impact ;
- ⇒ Un rapport des services du Conseil général.

Les modes et les délais de diffusion sont semblables aux autres enquêtes et d'une durée d'un mois.

L'examen des réclamations est effectué en sous-commission puis en CCAF.

Suite aux délibérations et après avis de la CDAF, un arrêté du Président du Conseil général peut autoriser la prise de possession provisoire des terres ainsi que la réalisation anticipée des travaux connexes.

Les travaux connexes soumis à autorisation sont accordés par arrêté préfectoral. Depuis le Décret d'harmonisation de 1995, cet arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau. Il est donc nécessaire que le projet intègre les conséquences qu'il produit sur la ressource en eau.

d) Le recours en CDAF :

Le recours en CDAF peut avoir lieu si la personne qui a posé réclamation lors de l'enquête-projet n'est pas satisfaite des décisions arrêtées par la CCAF. Ce recours ne remet toutefois pas en cause la prise de possession provisoire des parcelles et la réalisation des travaux connexes. La CDAF est constituée, selon l'article L 121-8 du code rural, comme suit :

- ⇒ Un commissaire-enquêteur, président ;
- ⇒ Quatre conseillers généraux ;
- ⇒ Deux maires de communes rurales ;
- ⇒ Six personnes qualifiées désignées par le Président du Conseil général ;
- ⇒ Le président de la Chambre d'Agriculture ou son représentant désigné parmi les membres de la Chambre d'Agriculture ;
- ⇒ Les présidents ou leurs représentants de la fédération ou de l'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles et de l'organisation syndicale départementale des jeunes exploitants agricoles les plus représentatives au niveau national ;
- ⇒ Les représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles représentatives au niveau départemental ;
- ⇒ Le président de la chambre départementale des notaires ou son représentant ;
- ⇒ Deux propriétaires bailleurs, deux propriétaires exploitants, deux exploitants preneurs, désignés par le Président du Conseil général, sur trois listes comprenant chacune six noms, établies par la Chambre d'Agriculture ;
- ⇒ Deux représentants d'associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages désignés par le Président du Conseil général.

Chaque réclamation est examinée en CDAF et les décisions prises sont prises après avoir consulté les propriétaires concernés. Après avis favorable de la CDAF, un arrêté du Président du Conseil général de clôture marque la fin de la procédure d'aménagement foncier.

A la suite de l'arrêté de clôture, le transfert des propriétés peut avoir lieu. Si certaines attentes ne sont toujours pas satisfaites, le propriétaire concerné peut engager un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif.

Cette partie légale, indispensable à la compréhension du fonctionnement et de l'évolution de l'aménagement foncier permet d'appréhender les mécanismes de la procédure et de son application. Elle contribue en outre à pressentir la corrélation qui existe entre la politique du Département, les particularités de la procédure et ses évolutions possibles.

I.4 Les principes du Développement Durable et leur concrétisation dans les procédures d'aménagement foncier :

La conférence de Rio de 1992 a officialisé le concept de développement durable et a défini ses principes. Elle recommande de décliner ce concept par le biais de stratégies applicables aux échelons nationaux et locaux. C'est dans ce cadre que la France s'est engagée dans une démarche de développement durable et qu'elle préconise aux collectivités locales de l'appliquer à leur territoire.

I.4.1 Historique

Le développement durable correspond à la volonté de se doter d'un nouveau projet de société qui tente de remédier aux excès d'un mode de développement dont les limites sont devenues perceptibles dès le début des années 1970. Se font donc jour de grands déséquilibres mondiaux mais également de manière plus récurrente une inégale répartition des richesses entre les pays, des catastrophes écologiques et humaines (pollutions maritimes, accidents nucléaires et chimiques, déforestation, effet de serre ...).

La problématique de développement durable se construit donc progressivement au fur et à mesure de l'apparition de ces constats alarmistes⁵.

Ainsi, les premiers liens entre environnement et développement sont tissés lors des travaux préparatoires de la conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement à Stockholm (1972). Ils donneront naissance à la notion d'**écodéveloppement** condamné et écarté lors de la conférence de Copenhague. Le terme de « **sustainable development** » cité pour la première fois en 1980⁶, sera ensuite mis à l'honneur et affiné dans le rapport « *Notre Avenir à tous*⁷ » commandé par les Nations-Unies à une commission présidée par madame Gro Harlem Brundtland, alors Premier ministre norvégien, et enfin consacré par la conférence de Rio sur l'environnement et le développement, ou Sommet de la Terre en 1992. Celle-ci officialise cette nouvelle approche par l'adoption d'un texte fondateur: « *la Déclaration de Rio* » et d'un programme d'actions l' « **Agenda 21** », fixant les objectifs à atteindre pour faire du développement durable une réalité pour le XXI^{ème} siècle.

Le concept fait progressivement son chemin dans nombre de pays industrialisés qui le déclinent en stratégies nationales et locales. Toutefois, le sommet de New-York en 1997, ayant pour but d'apporter un bilan à "Rio +5", se clôt par un constat mitigé: la planète continue à se dégrader, montrant de fait toute la difficulté de passer "des principes" aux actions.

I.4.2 Définition

Le rapport *Brundtland* donne une définition universelle du développement durable :

« C'est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Autrement dit, le développement durable vise, à long terme et dans le souci des générations futures, à allier la protection de l'environnement, le développement économique

⁵ Les travaux du club de Rome, à la fin des années 1960, et le rapport du M.I.T (Massachusetts Institute of Technology), intitulé « *Halte à la croissance* » en 1976, sont souvent cités comme point de départ.

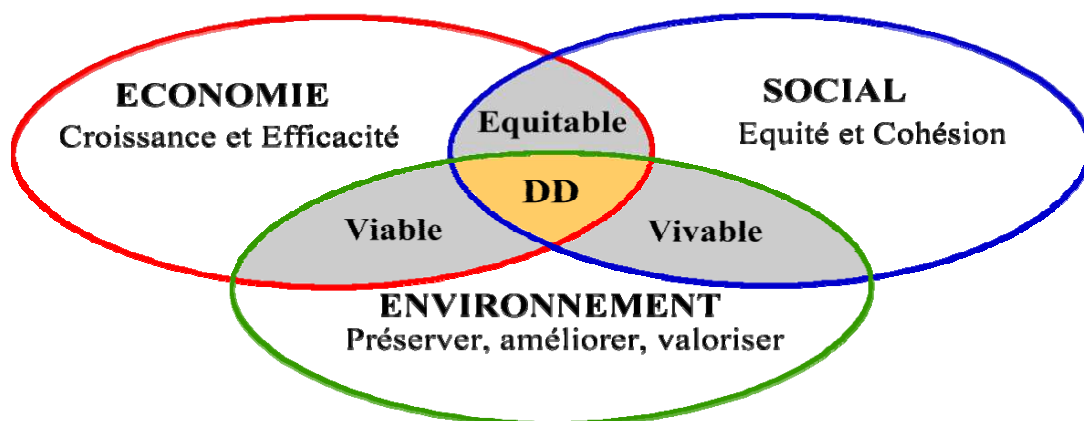
⁶ Par l'Union Internationale de la Conservation de la Nature dans son ouvrage « *Stratégie mondiale de la conservation* ».

⁷ Dit "Rapport Brundtland".

et l'intégration sociale, tout en cherchant à s'ouvrir vers une plus grande participation des acteurs locaux.

Afin de rendre plus abordable le concept de développement durable, il est intéressant de l'illustrer par un schéma reprenant les trois pôles constitutifs et indissociables de cette notion : l'**économie**, le **social** et l'**environnement**.

- **L'économie** est un élément primordial dans notre société : en effet, la croissance économique est toujours une quête mais le développement durable y ajoute l'idée de la recherche d'efficacité économique, c'est-à-dire un développement adapté aux différents contextes économiques locaux.
- **Le pilier social** vise à mettre l'homme au cœur des projets de développement ; ainsi, la croissance économique est sous-entendue mais avec comme ligne de mire la préoccupation de satisfaire les besoins humains et de répondre à des objectifs d'équité et de cohésion sociale dans tous les projets de développement.
- **Le pilier environnemental** impose que dans tout projet l'on cherche à préserver, améliorer et valoriser, sur le long terme, l'environnement et les ressources naturelles afin de léguer aux générations futures une nature et un espace préservés.



Ces trois éléments doivent être pris en compte de façon équilibrée pour assurer voire améliorer une certaine qualité de vie et la croissance. Or leur convergence n'est pas acquise *a priori*. C'est à travers les projets de développement durable des différentes collectivités que ces trois éléments doivent être mis en cohérence.

DEVELOPPEMENT

« L'objectif est d'obtenir un équilibre entre les différents facteurs qui contribuent en général à la qualité de la vie ». ⁸

DURABLE

« Les générations actuelles ont l'obligation de laisser aux générations futures des stocks de ressources sociales, environnementales et économiques suffisants pour qu'elles bénéficient de niveaux de bien-être au moins aussi élevés que les nôtres ». ⁹

L'incontournable défi, aujourd'hui, pour toutes les collectivités telles que le Conseil général, est de soutenir un dynamisme économique permettant l'avancée de chacun tout en

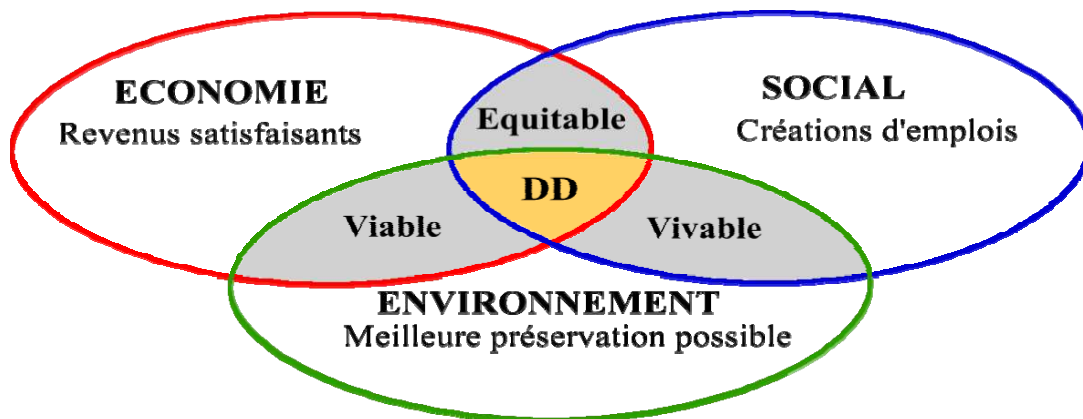
⁸ Rapport Brundtland.

⁹ Rapport Brundtland.

rompant le lien de causalité entre croissance et dégradation de l'environnement naturel et social.

Nous pouvons appliquer cette idée à l'exemple de l'agriculture. Pour s'inscrire dans une démarche de développement durable, tout projet touchant à l'activité agricole devrait :

- susciter une création d'emplois ;
- fournir des revenus suffisants aux socioprofessionnels ;
- rester cohérent avec le contexte national et européen tout en préservant au mieux l'environnement ;
- participer à une occupation harmonieuse du territoire.



I.4.3 L'aménagement foncier, un outil de développement durable ?

Depuis sa création en 1941, les objectifs du remembrement étaient de favoriser l'exploitation agricole par la réduction du nombre de parcelles, la restructuration parcellaire de façon géométrique et le rapprochement du siège d'exploitation. Ces trois grands objectifs n'ont toujours eu qu'une finalité Economique. Les intentions n'étaient en aucun cas sociales, car ces objectifs permettaient de réduire les besoins de mains d'œuvre, et encore moins environnementales, car cela aurait impliqué la réalisation de mesures dont le coût ne serait pas apparu économiquement viable. Ainsi, Social et Environnement n'étaient pas pris en compte dans les procédures car ils allaient à l'encontre de la véritable finalité : l'amélioration Economique. Le remembrement n'était donc pas un outil de développement durable.

Bien que le contexte législatif ait été maintes fois remanié, les mentalités et par conséquent la réalisation des procédures d'aménagement foncier n'ont que péniblement évolué vers une prise de conscience des méfaits occasionnés par les remembrements. Aujourd'hui encore, la conduite des travaux connexes à l'aménagement foncier donne parfois lieu à des atteintes disproportionnées envers l'environnement.

Or, de par les objectifs de la dernière Loi pour une meilleure prise en compte de l'environnement et des projets communaux dans les opérations, il apparaît essentiel de repenser les procédures d'aménagement foncier en favorisant les plantations de haies et d'arbres, la création d'aires de pique nique ou de sentiers de randonnée... Ainsi, l'aménagement foncier rural est devenu un outil de *Développement des territoires ruraux*, il appartient au Conseil général, maître d'ouvrage des opérations, d'en faire un véritable outil de *Développement durable*.

Partie II

Analyse et critique de l'application des procédures d'aménagement foncier

II.1 Le rôle des différents acteurs de l'aménagement foncier

Cette partie vise à déterminer les besoins et les améliorations nécessaires à la mise en place d'opérations d'aménagement foncier de qualité. La démarche passe par une critique de la procédure permettant de révéler les dysfonctionnements qui peuvent y apparaître. Elle s'articule tout d'abord autour d'entretiens réalisés auprès des acteurs des procédures d'aménagement que ce soit à l'échelle départementale ou locale. Puis, nous étudierons a posteriori les incidences de l'une des dernières opérations clôturées en Charente sur la commune de Nanteuil-en-Vallée.

Les entretiens ont été réalisés entre avril et juillet 2006, auprès d'une quinzaine d'acteurs concernés par l'aménagement foncier. Ils avaient pour double objectif, de réaliser un "retour sur expérience" et un bilan des opérations de remembrement en Charente, mais également de discuter de l'élaboration d'un document-cadre pour les nouvelles opérations d'aménagement foncier. Ces entretiens ont ainsi été menés auprès d'aménageurs (Chambre d'agriculture, ddaf, géomètres-experts), de maître d'ouvrage d'infrastructures (dde), d'intervenants "environnementaux" (bureaux d'études, pqpn, diren) et d'acteurs locaux (élus, membres de ccaf, exploitants agricoles).

Les résultats des entretiens font apparaître un certain nombre de critiques auxquelles sont associées des propositions d'amélioration. Mais de façon unanime et pour de multiples raisons, chaque intervenant s'est déclaré favorable à la mise en place d'un document-cadre de l'aménagement foncier en Charente en insistant sur la nécessité de voir un des partenaires se placer en "Chef de file" : de par ses compétences, cette mission semble indéniablement dévolue au Conseil général.

Nous allons donc décrire dans les paragraphes suivants les principales remarques issues de ces entretiens. Tout d'abord en nous intéressant aux raisons du refus possible d'un aménagement foncier, puis la répartition des rôles de chaque acteur dans les nouvelles procédures, enfin nous analyserons les effets d'un aménagement laissé à la libre diligence des acteurs locaux et non contrôlé au niveau départemental.

II.1.1 L'aménagement foncier : pourquoi non ?

Les échanges amiables : une alternative ? :

Les principales raisons qui font que les communes ont parfois renoncé au remembrement sont :

- le caractère viticole d'une grande partie de la SAU pour les communes du Cognacais, car il y est très difficile de trouver un accord sur la valeur des parcelles cultivées de façon hétérogène (âge, conduite de culture, cépage, ...) même si ce parcellaire est très morcelé aux dires des propriétaires. Les échanges se font donc bien souvent au moment des arrachages pour renouvellement ;
- la problématique est similaire en ce qui concerne les massifs boisés potentiellement à aménager ;
- le souvenir des anciens remembrements ont laissé des cicatrices non seulement sur les paysages, mais aussi dans les mémoires et font réapparaître de vieilles querelles de voisinage dont les origines remontent souvent à plusieurs siècles sans que personne n'en connaisse les raisons d'aujourd'hui ;

- des exploitants trop attachés à leurs terres pour échanger des parcelles donc *a fortiori* pour remembrer, bien que ce sentiment soit plus diffus parmi les nouvelles générations d'exploitants ;
- les réunions d'informations préalables au lancement des opérations ne sont souvent pas suffisamment adaptées à l'auditoire sur l'aspect pédagogique de l'exercice. En effet, les élus attendent des réponses en ce qui concerne la responsabilité et l'impact financier sur leur budget, les exploitants souhaitent connaître les modalités de réorganisation parcellaire et la population attend souvent des garanties en ce qui concerne la préservation des paysages et de son cadre de vie. L'ensemble de ces préoccupations ne sont fréquemment pas prises en compte par les intervenants, ce qui a pour effet de présenter l'aménagement foncier comme étant une procédure complexe et nébuleuse aux yeux des acteurs locaux.

Ces différentes raisons conduisent bon nombre d'élus locaux à renoncer à une telle opération s'ils ne sentent pas un large soutien pour cela de la part de leur population. Le choix alternatif qui s'offre à eux est alors l'Echange d'Immeubles Ruraux (ECIR).

Ainsi, l'échange amiable de parcelles apparaît habituellement comme une alternative simplifiée à l'Aménagement Foncier Agricole et Forestier (AFAF) : les échanges sont réalisés et on laisse le temps faire son effet "restructurant" par la fusion ou concentration des exploitations. Ceux-ci apparaissent comme moins onéreux, mais s'avèrent être des procédures lentes et peu contrôlées par les services de l'Etat ou du Conseil général. En effet, les élus sont alors peu informés sur les possibilités de réaliser des réserves foncières, naissent des oppositions entre propriétaires et fermiers, les premiers réfutant la nécessité de l'opération qui est indispensable aux yeux des seconds. Enfin, cet effet "restructurant" du temps ne présente aucun contrôle en ce qui concerne le maintien des haies et espaces boisés remarquables, ces espaces ne font l'objet d'aucune mesure de protection ou de mise en valeur patrimoniale et sont perçus bien souvent comme des éléments paysagers gênants pour la restructuration foncière.

Le contexte législatif s'est considérablement étoffé ces quinze dernières années :

- la Loi sur l'eau (1992) soumet à autorisation les travaux décidés par la CCAAF : arrachage des haies, arasement de talus, comblement de fossés, écoulement des eaux nuisibles, retenues de distribution des eaux utiles, rectification et curage des cours d'eau non domaniaux ;
- la Loi sur les paysages (1993) rappelle que les opérations d'aménagement foncier doivent être conduites en veillant au respect et à la mise en valeur des milieux naturels. Elle rend obligatoire une étude préalable à l'aménagement foncier. Les boisements linéaires, haies et plantations d'alignement peuvent être protégés ;
- la Loi de modernisation de l'agriculture (1995) permet au Préfet de contrôler la destruction éventuelle d'espaces linéaires et la protection des vergers de hautes tiges.

Mais bien que ce cadre réglementaire soit fourni et complété de nombreuses autres mesures, celui-ci ne s'applique que dans le cadre des opérations d'aménagement foncier. Ainsi, si l'effet "restructurant" du temps sur les structures foncières devait être privilégié au lancement de procédures d'aménagement foncier (ECIR ou AFAF), il serait à craindre de fâcheuses répercussions environnementales.

II.1.2 L'aménagement foncier, une nouvelle procédure accompagnée d'une nouvelle distribution des rôles :

Aujourd'hui, les différents acteurs du monde rural s'accordent pour reconnaître le rôle des procédures d'aménagement foncier dans l'aménagement global de nos campagnes. En effet, si les préoccupations agricoles représentent toujours le fondement de l'aménagement foncier, s'y ajoutent les besoins des communes et les aspects environnementaux et touristiques des territoires.

Cette conception de l'aménagement foncier symbolise l'évolution des mentalités sur le rôle du monde rural qui s'est traduite par l'évolution des lois qui le régissent. Néanmoins, elle révèle des disparités encore marquées entre les instances départementales et les acteurs locaux. Ainsi, si les objectifs environnementaux sont prioritaires selon le Conseil général, ils sont parfois négligés par certains au plan local, au profit des enjeux agricoles. Or, l'aspect monofonctionnel de production de l'espace rural n'est plus envisageable. En effet, le renouvellement de population dans les communes rurales et le changement des modes agricoles ont induit une modification de l'utilisation de l'espace. La prise en compte des aspects environnementaux évolue donc différemment selon l'échelon d'intervention sur le territoire. Au niveau départemental, le respect de la loi a plus rapidement permis cette prise de conscience par rapport au niveau local où parfois les aspects paysagers et environnementaux n'apparaissent pas encore comme des potentiels de développement et de diversification de l'agriculture et du monde rural.

a. Le rôle du Conseil général :

Le Conseil général est le principal intervenant départemental de l'aménagement rural, les acteurs de l'aménagement foncier souhaitent généralement qu'il soit davantage impliqué. Maître d'ouvrage des opérations, il se doit de définir clairement les orientations départementales en la matière. Les aménageurs attendent de lui qu'il soit un réel soutien et un partenaire de premier plan.

Il doit, entre autre, élaborer et diffuser une plaquette d'information qui a pour but de présenter de manière simplifiée la procédure d'aménagement foncier en incluant le cadre réglementaire, les différentes phases de la procédure, les mesures d'améliorations disponibles et le cadre départemental.

b. Le rôle des communes :

Le rôle des communes doit être incontestablement accru en favorisant notamment la constitution de réserves foncières à caractère environnemental. Pour cela, un travail de sensibilisation efficace doit être dispensé par les aménageurs dès le début de la procédure. L'entretien des terrains étant un aspect rédhitoire à la constitution de réserves de ce type, il convient de communiquer les possibilités existantes aux maires et aux Conseils municipaux, qui peuvent favoriser les conventions d'entretien.

La commune doit également avoir connaissance des mesures d'améliorations disponibles qu'elle peut mettre en œuvre pour valoriser son territoire. Si elle est intéressée, elle doit en avertir suffisamment tôt les aménageurs afin qu'ils constituent les emprises nécessaires.

Le Conseil général doit encourager à la création d'emprises pour des réserves foncières à caractère environnemental, par exemple pour la création de plantations linéaires, par la majoration de ses aides de financement. De plus, le Conseil général peut participer activement à la mise en place d'une politique d'acquisition dans le cas d'éléments remarquables (arbre remarquable, petit patrimoine, ...).

c. Le rôle des géomètres aménageurs :

Le géomètre est reconnu par chacun comme étant le pivot de la procédure d'aménagement foncier. Son rôle d'intermédiaire, de relais entre les préoccupations locales et les aménageurs est systématiquement mis en avant. Il doit ainsi disposer des documents d'information existants (haies, conditions d'entretien, ...) et de tous les documents visant à aider les communes et les particuliers dans leurs initiatives. Les géomètres sont demandeurs par ailleurs d'informations techniques précises relatives à la réalisation d'aménagements spécifiques (emprise adaptée pour les haies, types d'essences, ...).

Il appartient au Conseil général, en tant que maître d'ouvrage des opérations, d'élaborer un document de référence en matière d'informations techniques indispensables à la réalisation des travaux spécifiques à l'aménagement foncier.

d. Le rôle des bureaux d'études :

Les bureaux d'études sont aujourd'hui des acteurs clés de la procédure. Trop longtemps négligés par les acteurs locaux et peu soutenus par les responsables départementaux, les bureaux d'études ont bien souvent par le passé joué un rôle secondaire voire seulement légal dans certains aménagements fonciers. Les enjeux environnementaux sont désormais mis en avant par la loi et le Conseil général, les bureaux d'études ont donc un rôle prédominant dans la conduite des procédures et des opérations et en sont de véritables partenaires. Ils doivent par conséquent être mieux intégrés à la procédure en participant à l'ensemble du suivi des opérations, de l'étude-préalable à l'étude-bilan en passant par l'étude-d'impact.

A l'initiative du Conseil général, la transparence de la procédure doit être favorisée par l'organisation de réunions publiques aux différents stades de la procédure. Ces réunions rencontreraient sans aucun doute un vif succès parmi la population locale qui perçoit systématiquement l'aménagement foncier comme une procédure "opaque et malfaisante". Ce sentiment de "tromperie" et la défiance qui en découle pourraient bien souvent s'évanouir par la simple diffusion d'une information claire et accessible.

A ce titre, les bureaux d'études doivent intervenir pour expliquer des choix environnementaux qui sont souvent incompris par les propriétaires et les exploitants concernés par manque d'information et de débat.

e. Le rôle des Personnes Qualifiées pour la Protection de la Nature (PQPN) :

Sauf rares exceptions, l'implication des *Personnes Qualifiées pour la Protection de la Nature* est souvent faible. Cela s'explique par leur manque de compétence et/ou par leur connaissance insuffisante du territoire communal. En effet, ces intervenants sont soit locaux mais ne disposent pas obligatoirement des connaissances requises, soit disposent des connaissances mais sont extérieurs au territoire et ne sont pas en mesure de juger efficacement et dans sa globalité de la complexité d'une situation.

Ainsi, il apparaît nécessaire de former les PQPN. Cette formation peut être mise en place à l'initiative du Conseil général mais doit également systématiquement s'accompagner de la diffusion des supports d'informations tels que les textes juridiques, les études préalables et les études d'impacts.

Par ailleurs, les géomètres demandent que les PQPN soient de véritables appuis, permettant de développer des stratégies de protection efficace. Cette revendication vaut également pour les bureaux d'études qui souhaitent prendre connaissance des listes des PQPN afin d'établir de réelles coopérations. Il peut ainsi mis à profit les connaissances locales des PQPN associées aux connaissances techniques des bureaux d'études pour élaborer un projet cohérent et adapté au territoire communal.

De plus, si la rémunération des PQPN n'est pas considérée comme indispensable, il est possible d'augmenter les indemnités afin de compenser les absences sur le lieu de travail. Cependant, une solution semble être leur professionnalisation qui permettrait une plus grande implication et un suivi constant des opérations. Toutefois, cette mesure a déjà été appliquée dans certains départements, elle n'a pas rencontré une efficacité flamboyante. En effet, la mobilisation des PQPN, bien que rémunérés, décroît avec le temps jusqu'à ne plus participer aux commissions. Les procédures d'aménagement foncier sont longues et nécessitent une participation continue et assidue sur une période de 3 à 4 ans par opération pour, au final, ne défendre que quelques points environnementaux. S'ils sont extérieurs au territoire, beaucoup de PQPN perdent leur motivation avant la fin de l'opération.

Le PQPN pourrait-il devenir un acteur à part entière de l'aménagement foncier au même titre que le commissaire-enquêteur ? Il semble que ce ne soit pas aujourd'hui le cas dans de nombreux départements.

Les entretiens ont permis de mettre en évidence un certain nombre de possibilités d'amélioration dans la procédure. Celles-ci sont essentiellement d'ordre relationnel, plus rarement techniques et sont globalement orientées vers les aspects environnementaux. Au regard de cette synthèse, il semble évident que l'amélioration de la procédure passe par une plus grande coopération et un investissement plus important de certains acteurs : communes, PQPN, bureaux d'études, ... Il s'agit pour le Conseil général de mettre en avant ces acteurs en définissant clairement les rôles de chacun au sein d'un cadre réglementaire ambitieux. En effet, nous allons pouvoir constater dans la partie suivante, que si une opération n'est pas suffisamment suivie au niveau départemental, elle peut conduire à des résultats environnementaux peu enviables : « *comme si les remembrements des années 1960 n'avaient pas servi de leçon !* »

II.1.3 Retour sur expérience de la mise en œuvre d'une procédure de remembrement sur la commune de Nanteuil-en-Vallée :

a. Le bouleversement des paysages :

Un des résultats essentiels mis en évidence par les conclusions de l'étude est lié aux bouleversements environnementaux. En effet, les opérations menées ont eu des impacts paysagers voire écologiques d'une ampleur suffisamment importante pour qu'elle soit reconnue par l'ensemble des acteurs de l'opération.

Il s'agit ici de décrire et de comprendre le phénomène pour intégrer dans la charte des solutions adaptées.

b. Des destructions liées à la réorganisation parcellaire :

Une étude quantitative des éléments détruits menées, à partir d'une comparaison entre l'étude préalable et l'étude actuelle de maîtrise d'œuvre des travaux connexes, dévoile incontestablement l'importance des destructions qui sont occasionnées pour des raisons agricoles. Ce phénomène minimise le poids des destructions engendrées par les travaux strictement connexes à l'aménagement.

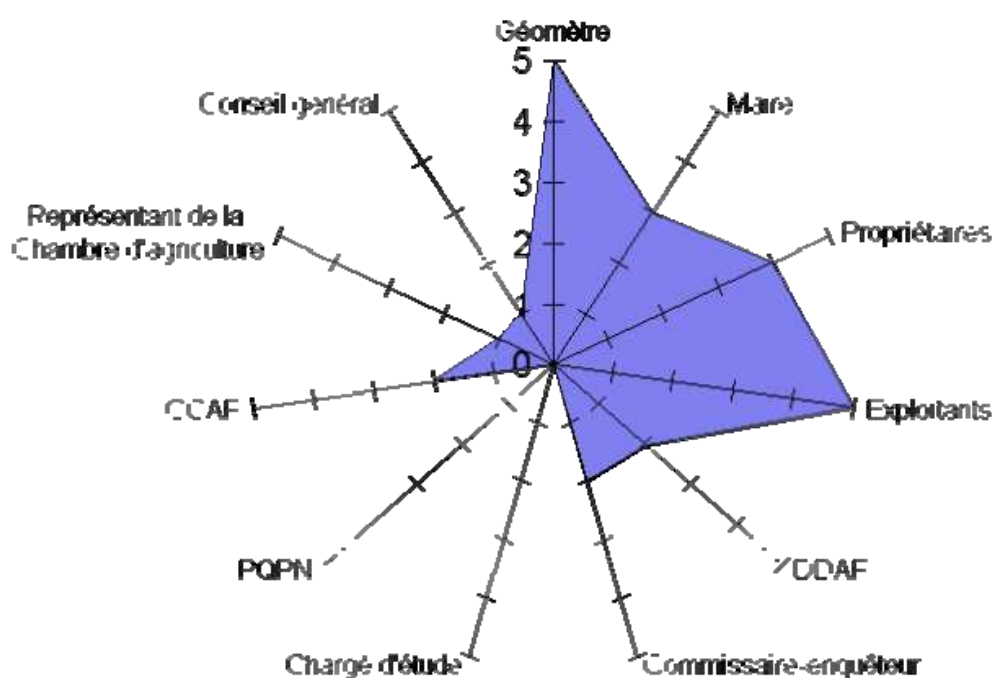
Le rôle de la réorganisation parcellaire est très important par rapport aux destructions. La majorité des destructions sont occasionnées pour 7 éléments paysagers sur 10 après la procédure. C'est le cas par exemple des arbres isolés détruits dans 9 cas sur 10 après la procédure.

Ces destructions peuvent avoir plusieurs origines. Elles correspondent souvent à des éléments paysagers situés initialement le long des chemins d'exploitations ou de clôtures et intégrés aujourd'hui dans les vastes îlots d'exploitations. Elles peuvent provenir de la mise en labour de certains espaces. Enfin, les destructions post-aménagement peuvent provenir de rachats successifs de parcelles appartenant à de petits propriétaires et jouxtant un îlot d'exploitation. Cette opération est d'autant plus facile à réaliser que l'attachement patrimonial à la terre, lié à sa position géographique, peut disparaître à la suite des nouvelles attributions.

c. Une sensibilisation des acteurs locaux à renforcer :

Un effort de sensibilisation particulier doit s'effectuer en direction des exploitants agricoles. En effet, la quasi-totalité des exploitants n'a jamais pris connaissance des études réalisées par le bureau d'études et la plupart ne connaît pas l'existence de mesures compensatoires. Cette sensibilisation des acteurs locaux doit être renforcée par la diffusion de plaquettes, mais surtout par l'intermédiaire du Conseil général qui, en sa qualité de maître d'ouvrage, est en mesure d'expliquer, d'imposer ou d'infléchir certaines orientations.

Radar relationnel élaboré à partir des appréciations des exploitants concernés par l'aménagement de la commune de Nanteuil-en-Vallée



La grille d'analyse suivante permet d'évaluer la qualité des relations entretenues avec les différents acteurs						
Echelle numérique	0	1	2	3	4	5
Périodicité des relations	Très rare	Rare	Occasionnelle	Correcte	Courante	Très courante

Le travail de sensibilisation permanent doit promouvoir la réalisation de travaux connexes “environnementaux” et mettre en avant les mesures d’amélioration. Elle doit s’effectuer également en direction des aménageurs car, en effet, les destructions occasionnées peuvent être le résultat d’une faible prise en compte des éléments environnementaux dans le projet.

Ainsi, le géomètre doit disposer d’appuis techniques, permettant de l’orienter vers des projets plus respectueux de l’environnement. Ce rôle peut être assuré par le bureau d’études qui réalise l’étude d’impact ou par un autre prestataire spécialement missionné pour le suivi de l’opération. Pour cela, une étude doit être lancée dès le début de la procédure de réorganisation parcellaire (avant-projet) et que le prestataire de cette étude soit très étroitement lié, en coopération avec le géomètre, à la réalisation du plan des travaux connexes à l’aménagement foncier.

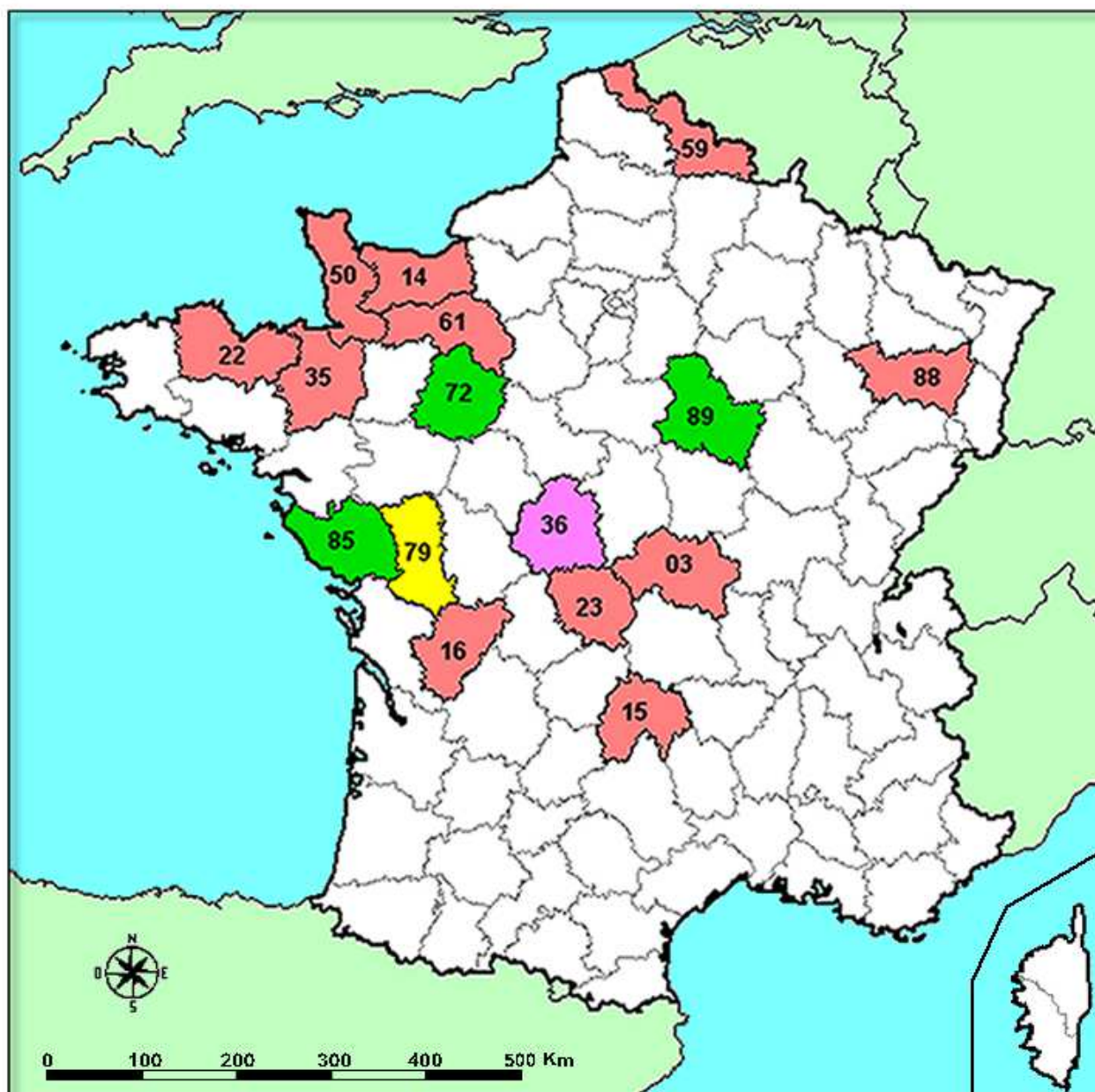
d. Une commune peu investie dans la mise en valeur du territoire :
L’aménagement foncier ou l’utilisation d’un outil pour des intérêts particuliers :


Cette étude post-remembrement fait ressortir le rôle quasi-inexistant qu’ont occupé les élus de la commune dans la mise en valeur de leur territoire. En effet, l’aménagement patrimonial, paysager ou touristique n’est pas encore associé de manière systématique à la procédure d’aménagement. Les préoccupations de la commune s’orientent donc essentiellement vers la constitution de réserves foncières constructibles (zone artisanale, lotissement, maison). Les réserves foncières à vocation environnementale attribuées par le géomètre lorsque les premières préoccupations sont satisfaites ne correspondent pas généralement à une demande de la communes. En effet, l’entretien de ces espaces apparaît comme un facteur rédhibitoire à la constitution de ce type de réserves. Pourtant, la préservation d’espaces par leur intégration dans des réserves foncières communales est souvent synonyme de protection efficace et durable.

Aujourd’hui, certaines communes regrettent de ne pas disposer d’espaces suffisants pour mettre en valeur leur territoire. La vision exclusivement agricole du remembrement, qui a prévalu jusque récemment, doit être aujourd’hui dépassée pour considérer l’aménagement comme un outil d’aménagement au service des projets communaux. Pour cela, il convient d’instaurer un véritable partenariat entre la commune et les aménageurs pour constituer les emprises suffisantes vouées à l’affectation d’éventuelles replantations ou à une mise en valeur patrimoniale.

Le Conseil général peut ici jouer un rôle prépondérant en réglementant les obligations de plantations de compensation, d’une part, et en incitant aux plantations par une majoration de l’aide de financement accordée aux communes, d’autre part, si celles-ci s’engagent dans cette démarche de dégagement d’emprises à vocation environnementale.

Les documents-cadres de l'aménagement foncier en France métropolitaine



<p>CHARTE DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT FONCIER (11)</p> <p>50 - MANCHE (1994) 14 - CALVADOS (1996) 35 - ILE-ET-VILAINE (1997) 59 - NORD (1997) 22 - CÔTES D'ARMOR (1999) 15 - CANTAL (2001-2005) 03 - ALLIER (2002) 23 - CREUSE (2002) 88 - VOSGES (2003) 16 - CHARENTE (2007) 61 - ORNE (?)</p>	<p>RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL D'AMÉNAGEMENT FONCIER (1)</p> <p>SCHÉMA DIRECTEUR DE L'AMÉNAGEMENT FONCIER (1)</p> <p>CHARTE DÉPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT INTÉGRANT LA PROBLÉMATIQUE DE L'AMÉNAGEMENT FONCIER (3)</p>
<p> LIMITES DÉPARTEMENTALES</p> <p><small>Cartographie : Jean-François MAILLOCHAUD</small></p>	<p><small>Source : Enquête CG by JFM BD CARTO @ IGN</small></p>

Carte 11 : Les documents-cadres de l'aménagement foncier en France métropolitaine

II.2 Les chartes d'aménagement foncier en France

Les chartes départementales d'aménagement foncier sont élaborées pour répondre à des problèmes propres à chaque département, elles sont caractérisées par des particularités distinctes selon le département où elles s'appliquent. Leur consultation permet d'obtenir une vision comparative de l'aménagement foncier et des différents besoins qu'il crée selon les différentes situations.

II.2.1. Quels Départements disposent d'une charte d'aménagement foncier ?

Ainsi, il apparaît que 14 départements disposent d'une Charte départementale d'aménagement foncier, 1 d'un Schéma directeur et 1 d'un Règlement départemental. Un dernier a mis en place une charte sur la période 2001-2005, celle-ci n'est donc plus en vigueur mais a permis de tirer quelques enseignements.

8 départements disposent d'une charte d'aménagement foncier : il s'agit de l'Allier (03) depuis 2002, du Calvados (14) depuis 1996, des Côtes d'Armor (22) depuis 1999, de la Creuse (23) depuis 2002, de l'Ille et Vilaine (35) depuis 1997, de la Manche (50) depuis 1994, du Nord (59) depuis 1997 et des Vosges (88) depuis 2003.

Le département de l'Indre (36) a un schéma directeur de l'aménagement foncier depuis 2006 et les Deux-Sèvres (79), un règlement depuis 1995. Enfin, le Cantal (15) a mis en place une charte sur une période de 4 ans, mais elle n'a pas été renouvelée et n'est donc plus en vigueur.

Bon nombre d'autres départements disposent d'une charte environnementale ne concernant pas ou n'abordant que de manière très ponctuelle la procédure d'aménagement foncier. C'est le cas pour les départements de la Sarthe (72) depuis 1996, de la Vendée (85) depuis 1991 et de l'Yonne (89) depuis 1998.

Il semble que le département de Saône-et-Loire (71) soit en cours d'élaboration d'un projet de charte.

En bref, les départements qui ont élaboré des documents-cadres en matière d'aménagement foncier sont au nombre de 15 dont :

- 8 chartes d'aménagement foncier ;
- 4 chartes environnementales ;
- 1 règlement d'aménagement foncier ;
- 1 schéma directeur d'aménagement foncier ;
- 1 charte d'aménagement foncier qui n'est plus en vigueur.

II.2.2. Quel en est le contenu ?

Si tous les documents collectés ont des appellations diverses (charte, règlement, schéma directeur, convention) et des structures différentes (fiches thématiques, fiches projets, brochure, guide pratique), l'objectif reste toutefois le même. Il s'agit pour l'ensemble d'aboutir à une redéfinition de la procédure d'aménagement foncier en une procédure d'aménagement du monde rural prenant en compte des enjeux environnementaux dans un esprit de consensus. Chaque document est ainsi l'expression d'une politique en matière d'aménagement foncier spécifique à chaque département (vocabulaire spécifique, engagements particuliers). Ainsi, chaque charte a son origine territoriale comme les plaintes d'une association, les inondations à répétition, les arrachages systématiques des espaces boisés linéaires ; tous symptomatiques des dysfonctionnements des modèles d'agriculture très productive et causes de catastrophes environnementales. Ce constat est d'autant plus significatif lorsqu'on localise les départements disposant d'une charte : 4 départements sur 8

engagés dans une charte se situent dans Grand Ouest de la France (cf. Carte 11) qui a, entre autre, été confronté à des expériences d'aménagements dont les réalisations ont pu se révéler peu soigneuses en matière de prescriptions environnementales.

II.2.3. Les signataires des chartes : un partenariat consensuel ?

La plupart des chartes sont des conventions passées entre les acteurs locaux (Conseils municipaux, CCAF, AF et parfois des associations), le Département et l'Etat. L'adhésion peut être obligatoire pour que soit engagée l'étude préalable puis constituée la CCAF. La charte est alors une forme de contrat que chaque partie s'engage à respecter pendant toute la durée de la procédure et au-delà en ce qui concerne les mesures d'amélioration et de protection. Bien souvent, la conformité du projet avec la charte est une condition nécessaire pour l'obtention des financements du Département.

L'engagement peut également être un choix de la part de la commune qui va alors orienter l'attribution des subventions. Par exemple, certains Départements effectuent une modulation du financement des travaux connexes en fonction de l'adhésion ou non des acteurs locaux à la charte.

Quelque soit la façon dont est présentée la charte (imposée ou proposée), le refus d'adhésion entraîne toujours soit l'arrêt de la procédure, soit la minoration des subventions du Conseil général. Dans les deux cas, le résultat est similaire car les élus locaux ne souhaitent pas engager d'opération sans le soutien financier du Département.

DEPARTEMENT	SIGNATAIRES LOCAUX	SIGNATAIRES DEPARTEMENTAUX	SIGNATAIRES CONDITIONNANT LE LANCEMENT DES OPERATIONS	CONDITIONS
03 – Allier (2002)	-	- CG - Etat - Chambre d'agriculture - Association des maires - Géomètre expert - SAFER - Association Allier Nature	-	- Applicable à toutes les opérations d'aménagement foncier
14 – Calvados (1996)	- CG - Maire(s)	- CG - Etat - Union amicale des maires - Chambre d'agriculture - Géomètre expert	Commune puis CCAF	- Conditionne l'attribution des subventions
15 – Cantal (2001-2005)	-	- CG - Etat - Association des maires - Chambre d'agriculture	-	- Engagement sur une période limitée de 4 années - Fiches actions
22 – Côtes d'Armor (1999)	- CG - DDAF - CCAF - Représentant des propriétaires	- CG - Etat - Association des maires - Chambre	Commune puis CCAF	- Nécessaire pour que le Cg lance l'étude préalable - Le Cg s'engage

	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant des agriculteurs - PQPN - Délégués fiscaux - Géomètre - Bureau d'études 	<ul style="list-style-type: none"> d'agriculture - Association de protection de la nature - Géomètre expert - Association pour la promotion du remembrement - Association eau et rivière 		en échéance du respect de la charte à financer l'opération
23 – Creuse (2002)	-	<ul style="list-style-type: none"> - CG - Etat - Association des maires - Chambre d'agriculture - Géomètre expert - Conseil Régional de la Propriété Forestière - SAFER - ADASEA - Association Limousin Nature Environnement - Fédérations de pêche et de chasse - Comité Départemental du Tourisme 	Commune et Géomètre-Aménageur	<ul style="list-style-type: none"> - Financement CG à condition de signature de la commune et du géomètre
36 – Indre (janvier 2006)	-	<ul style="list-style-type: none"> - CG 		<ul style="list-style-type: none"> - Fixe les règles et principes des travaux connexes aux aménagements fonciers
59 – Nord	-	<ul style="list-style-type: none"> - CG - Etat - Association des maires - Chambre d'agriculture - Géomètre expert - SAFER - Fédération Nord Nature - Syndicat agricole 	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessaire pour l'engagement de l'étude préalable
71 – Saône et Loire (2005 : Projet de Charte en cours)	<ul style="list-style-type: none"> - Cg - Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - CG - Etat - Association des maires - Chambre d'agriculture - Géomètre expert - SAFER 	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une Instance départementale de Concertation - Création d'un Comité départemental de

				pilotage
72 – Sarthe Charte de l'environnement (1996)	-	- Cg - Etat - Association des maires - Chambre d'agriculture - Géomètre expert - Fédération départementale des travaux publics	Commune	- Nécessaire pour l'engagement de l'étude préalable
79 – Deux-Sèvres	-	-	Commune	- Conditionne l'attribution des subventions
85 – Vendée Charte de l'environnement (1991)	-	- CG - Etat - Association des maires - Chambre d'agriculture - Géomètre expert	Commune	- Conditionne l'avis favorable pour créer la CCAF
88 – Vosges (2002)	-	- CG - Etat - Association des maires - Chambre d'agriculture	Commune	- Objectif de concertation et de partenariat
89 – Yonne Charte de l'environnement (1998)	- CG - CCAF - Association foncière - Maire - Géomètre	-	Commune et CCAF	- La CCAF s'engage à respecter la charte - Conditionne l'attribution des subventions

II.2.4. Des engagements environnementaux ciblés :

a. La préservation de l'existant : des initiatives inspirées de la préservation du bocage.

L'ensemble des Départements demande dès la phase préalable de la procédure des engagements précis, notamment de la part des communes. Souvent, ces engagements prennent la forme d'obligations fixées par le Département et concernent essentiellement les mesures de préservation de l'environnement (conservation, emprise, ...).

Dans les Deux-Sèvres, par exemple, la CCAF a l'obligation de prélever 0,5 % des terres pour le maintien "des équilibres environnementaux et paysagers" (Article L. 123-8 du Code rural). Par ailleurs, le Département s'engage à acquérir 1 % des terres aménagées pour reconstituer la trame paysagère ou participer à des opérations d'amélioration telles que la Protection de l'avifaune de plaine ; le financement est obtenu grâce à la Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Dans les Côtes d'Armor, la CCAF et la commune s'engagement à maintenir les haies après la clôture des opérations par leur classement, l'affectation de l'emprise à la collectivité ou par leur intégration au document d'urbanisme opposable aux tiers. Les engagements peuvent prendre la forme de conventions entre le

Conseil général et la commune comme dans la Sarthe ou la Vendée. Ainsi, en Vendée, le respect de la convention conditionne le financement des travaux connexes, la vérification étant effectuée par le Conseil général.

b. Les mesures conservatoires :

Les Conseil généraux optent généralement pour une application systématique et stricte des mesures réglementaires de conservation.

c. Les bourses aux arbres :

Les bourses aux arbres sont généralement mises en œuvre dans les départements disposant d'une trame bocagère étendue (Orne, Vendée, Calvados, Côtes d'Armor). La valeur des arbres est établie dès l'avant-projet par un organisme habilité et lors de la prise de possession, une soulte est versée par le nouveau propriétaire à l'ancien. Ces bourses peuvent être systématiques (Orne, Vendée) ou occasionnelles (Calvados, Côtes d'Armor), les financements pouvant atteindre 60 % de la valeur de l'arbre.

Dans les Deux-Sèvres, le système fonctionne de façon compensatoire : il y a autorisation d'arrachage en contrepartie de la protection d'un autre arbre. Les échanges ne donne pas lieu à une soulte individuelle mais les coûts et indemnités sont mutualisés au niveau de l'Association foncière. Ainsi, le bois de feu issu des arrachages est redistribué aux propriétaires au prorata des indemnités dues. Le contrôle de la bonne et juste redistribution est assuré par un responsable de l'association foncière et le Conseil général s'engage à mettre à disposition des propriétaires le bois de feu en bordure de voirie. Le bois ainsi collecté peut être utilisé ou vendu par les propriétaires.

II.2.5. Information, communication et formation des acteurs :

Les principales opérations d'information et de sensibilisation sont organisées dès la phase préalable de l'aménagement. Même si les Départements précisent peu le contenu et la mise en œuvre de ces démarches, elles s'articulent essentiellement autour de supports d'informations (guides, plaquettes, dossiers pédagogiques, textes juridiques). En plus des acteurs classiques, ces opérations sont généralement destinées à être diffusées au public.

La formation des membres de la CCAF est très peu abordée dans les chartes d'aménagement foncier. Lorsqu'elle l'est, elle reste imprécise. Le Conseil général des Deux-Sèvres a pendant une période prévu une formation des PQPN et le Département des Côtes d'Armor finance à 25 % la formation de l'ensemble des membres de la CCAF.

II.2.6. Les prescriptions environnementales :

De manière générale, il est précisé dans chaque charte que le géomètre doit rechercher dans son projet, autant que faire ce peut, la protection des haies ou des arbres existants. Par ailleurs, un grand nombre de Départements précisent que les éléments paysagers et environnementaux faisant l'objet d'une recommandation dans l'étude préalable doivent impérativement être conservés notamment lors de la réalisation de projet de chemins. Dans le Calvados, le réseau de chemins doit s'appuyer obligatoirement sur une haie, sur une plantation linéaire ou sur un ensemble haie-fossé-talus, ces éléments faisant l'objet d'un bornage préalable. Le non respect de ces prescriptions entraîne la suppression des financements des travaux de voirie.

II.2.7. La modulation des travaux connexes :

L'élaboration des travaux connexes est confiée à un maître d'œuvre qui associe généralement à la réalisation de son programme des partenaires jouant le rôle de conseillers (PQPN, chargé d'étude).

La modulation du taux de financement des travaux est propre à chaque Département. Ainsi, le Conseil général des Deux-Sèvres distingue les Travaux d'Intérêt Général (TIG) sous maîtrise d'ouvrage communale et les Travaux d'Intérêt Agricole (TIA, amélioration des pratiques agricoles) sous maîtrise d'ouvrage de l'Association foncière. Les maîtres d'ouvrages sont dans l'obligation de respecter une convention, les obligeant à établir un programme conforme au Schéma Directeur, l'ensemble des réunions de chantier étant suivies par un technicien du Conseil général. Les taux de financements sont alors plus importants pour les TIG que ce soit pour un premier ou second aménagement, voire non subventionnés pour les TIA d'un second aménagement. Dans tous les cas, un rapport de conformité au Schéma Directeur et à l'Étude d'Impact est établi par le Bureau d'études à la fin des travaux et qui conditionne le versement des aides.

Dans l'Yonne, c'est une mesure plus incitative qui a été adoptée. Si la commune ou l'Association foncière valide la Charte d'aménagement foncier, le taux de subvention est de 40 % ; dans le cas contraire, il est de 20 %.

Le Conseil général des Côtes d'Armor module le financement des travaux connexes en fonction de leur nature. Par exemple, il est fait la distinction entre la création de chemins ruraux sous maîtrise d'œuvre communale aidés à 25 % et les chemins d'exploitations sous maîtrise d'œuvre de l'Association foncière aidés à 60 %.

Il est à noter que dans certains départements éligibles à l'Objectif 2 des fonds structurels de l'Union Européenne jusqu'à la fin 2006, les subventions départementales intervenaient en complément de l'aide du FEOGA (Fond Européen d'Orientation et de Garantie Agricole). Il apparaît aujourd'hui nécessaire pour les responsables de l'aménagement foncier dans les départements concernés de revoir la politique départementale par la mise à jour de leur document cadre s'accompagnant, éventuellement, d'une limitation du nombre d'opérations lancées.

L'enquête, dont les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous, a été menée de façon élargie par rapport aux seuls Départements dépositaires d'une charte. Les taux de subventions présentés correspondent à 15 départements qui ont été contactés directement. Ils sont donc à considérés comme étant en vigueur en 2006.

DEPARTEMENT	TYPES DE TRAVAUX	FINANCEMENT	
		1 ^{er}	2 ^{ème}
03 – Allier	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de voirie - Travaux hydrauliques agricoles - Remise en culture - Plantation de haies, mise en valeur environnementale, ... 	40 % du Mt HT. Plafond de 183 €/ha max.	40 % du Mt HT. Plafond de 92 €/ha max.
14 – Calvados	<ul style="list-style-type: none"> - Voirie rurale et communale - Hydraulique collective <ul style="list-style-type: none"> ► Commune ► Tiers - Bourse aux arbres - Fourniture plants, protection gibier, tuteurs, paillage plastique et collerettes - Plantation par entreprise - Remise en état ou création de talus - Acquisition d'emprises pour plantations, fossés, talus, chemins pédestres, bandes enherbées, ... - Clôtures de protection des plantations 	60% HT. 610 €/ha max. 70 % HT. TTC. 70 % 100 % TTC. 70 % TTC. 70 % TTC. 50 % avec plafond à 2300 €/ha. 2 €/ml HT.	

	<ul style="list-style-type: none">- Echanges amiables- Aménagement des sols	80 % 45 % TTC.	
15 – Cantal	<ul style="list-style-type: none">- Tous travaux définis par le programme des travaux connexes à l'aménagement foncier adopté en CCAF- Restauration ou replantation de haies ou d'alignements d'arbres	25 % du Montant HT. 100 % du Montant HT. des fournitures	
22 – Côtes d'Armor	- Réalisation des chemins ruraux (Maîtrise d'œuvre communale)	25 %	
	- Réalisation des chemins d'exploitations (Maîtrise d'œuvre de l'AF)	60 %	
	- Travaux d'aménagement rural		
	▶ Arasement de talus et de haies	20 %	
	▶ Reconstruction de talus	80 %	
	▶ Plantation de haies	80 %	
	▶ Travaux hydrauliques sur plateau	50 %	
	▶ Travaux hydrauliques sur versants	80 %	
	▶ Remise en état du parcellaire	60 %	
	▶ Acquisition de zones humides	80 %	
	▶ Chemins d'exploitation	60 %	
23 – Creuse	Programme des travaux approuvé par la CDAF Versement du solde des subventions après "Evaluation de la réalisation des travaux".	Période 2000/2004 : 40 % du Mt HT. Plafond à 680 €/ha	
	- Clôtures agricoles des nouveaux îlots :		
	▶ Type "ovin"	40% TTC, 2 €/ml max.	
	▶ Type "bovin"	40% TTC, 1.5 €/ml max	
	24 - Dordogne	Travaux connexes	80% sans plafond,
		- Dégagement systématique des emprises pour plantations dans le cas des déviations de bourg ou de ville.	mais avec apport de 55% avec le FEOGA. Donc financement réel à 25 %.
	26 – Drôme	Dépense subventionnable non plafonnée	Zone de plaine
- Suppression de haies		55 %	65 %
- Création de haies (fourniture et pose)		55 %	65 %
- Débroussaillage, défrichement		55 %	65 %
- Terrassement :			
▶ Suppression de talus		55 %	65 %
- Hydraulique :			
▶ Création de fossés		55 %	65 %
Travaux de voirie			
36 – Indre	▶ Suppression	55 %	65 %
	▶ Création	55 %	65 %
	▶ Aménagement	55 %	65 %
	(empierrement, goudron)		
	- Travaux d'intérêt majeur en matière de voirie, d'hydraulique, d'environnement et de paysage :	Subvention à 70% max	
	▶ Plantation de haies/alignement		
	▶ Plantation d'arbres isolés		
	▶ Voirie pour rétablissement d'accès		
	▶ Aménagement et modification de chemins		70 %

	<div>d'intérêt général (desserte et randonnée)<div><div>▶ Aménagement des entrées de chemins</div><div>▶ Fossés collectifs</div><div>▶ Protection des berges</div><div>▶ Acquisition d'emprises ou de parcelles</div></div></div> <div>- Autres travaux :<div><div>▶ Arrachage de haies (accordé par le Schéma Directeur)</div><div>▶ Arrachage de haies (non accordé par le SD)</div><div>▶ Fourniture de clôtures</div><div>▶ Suppression de friches</div><div>▶ Modification de chemins d'intérêt agricole</div></div></div>	<div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>Subvention à 35% max</div> <div>35 %</div> <div>0 %</div> <div>35 %</div>																								
44 – Loire Atlantique	<div>- Aujourd'hui :<div><div>▶ Aménagement classique</div><div>▶ Déviation de bourg ou de ville</div></div></div> <div>- En projet :<div><div>▶ Hydraulique</div><div>▶ Voirie : terrassement</div><div>rechargement</div><div>▶ Arrachage</div><div>▶ Replantation de haies</div></div></div>	<div>50 % avec plafond</div> <div>75 % avec plafond</div> <div>40 %</div> <div>30 %</div> <div>40 %</div> <div>25 %</div> <div>80 %</div>																								
59 – Nord	<div>- Aménagement des sols et hydrauliques</div> <div>- Travaux de plantation de haies et boisements</div> <div>- Acquisition de matériel d'entretien</div> <div>- Voirie (plafond selon le type de chemin)</div>	<div>55 %</div> <div>80 %</div> <div>80 %</div> <div>55 %</div>																								
71 – Saône et Loire	<table><tr><th>Types de travaux</th><th>Répartit°</th></tr><tr><td>- Suppression de haies</td><td>5 %</td></tr><tr><td>- Création de haies (fourniture et pose)</td><td>5 %</td></tr><tr><td>- Débroussaillage, défrichage</td><td>1 %</td></tr><tr><td>- Terrassement :<div><div>▶ Suppression de talus</div><div>▶ Autres terrassements</div></div></td><td><div>3 %</div><div>70 %</div><div>70 %</div></td></tr><tr><td>- Hydraulique :<div><div>▶ Création de fossés</div><div>▶ Restauration de fonds</div><div>▶ Protection de berges (enrochement)</div></div></td><td><div>11 %</div><div>6 %</div><div>1 %</div><div>70 %</div><div>70 %</div><div>70 %</div></td></tr><tr><td>- Collecteurs :<div><div>▶ Agricoles</div><div>▶ Ouvrages d'art</div></div></td><td><div>4 %</div><div>5 %</div><div>70 %</div><div>70 %</div></td></tr><tr><td>Travaux de voirie<div><div>▶ Suppression</div><div>▶ Création</div><div>▶ Aménagement (empierrement, goudron)</div></div></td><td><div>1 %</div><div>1 %</div><div>34 %</div><div>70 %</div><div>70 %</div><div>70 %</div></td></tr><tr><td>Intervention sur ruisseaux (selon définition IGN)</td><td>1 %</td></tr><tr><td>- Création de fossés privés</td><td></td></tr><tr><td>- Aménagement des accès aux exploitations</td><td></td></tr><tr><td>- Construction de clôtures (particuliers) (fourniture et pose)</td><td></td></tr></table>	Types de travaux	Répartit°	- Suppression de haies	5 %	- Création de haies (fourniture et pose)	5 %	- Débroussaillage, défrichage	1 %	- Terrassement : <div><div>▶ Suppression de talus</div><div>▶ Autres terrassements</div></div>	<div>3 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>	- Hydraulique : <div><div>▶ Création de fossés</div><div>▶ Restauration de fonds</div><div>▶ Protection de berges (enrochement)</div></div>	<div>11 %</div> <div>6 %</div> <div>1 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>	- Collecteurs : <div><div>▶ Agricoles</div><div>▶ Ouvrages d'art</div></div>	<div>4 %</div> <div>5 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>	Travaux de voirie <div><div>▶ Suppression</div><div>▶ Création</div><div>▶ Aménagement (empierrement, goudron)</div></div>	<div>1 %</div> <div>1 %</div> <div>34 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>	Intervention sur ruisseaux (selon définition IGN)	1 %	- Création de fossés privés		- Aménagement des accès aux exploitations		- Construction de clôtures (particuliers) (fourniture et pose)		<div>0 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>30 % du Montant HT.</div> <div>30 % du Montant HT.</div> <div>30 % du Montant HT.</div> <div>+ plafond à 3 €/ml HT.</div>
Types de travaux	Répartit°																									
- Suppression de haies	5 %																									
- Création de haies (fourniture et pose)	5 %																									
- Débroussaillage, défrichage	1 %																									
- Terrassement : <div><div>▶ Suppression de talus</div><div>▶ Autres terrassements</div></div>	<div>3 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>																									
- Hydraulique : <div><div>▶ Création de fossés</div><div>▶ Restauration de fonds</div><div>▶ Protection de berges (enrochement)</div></div>	<div>11 %</div> <div>6 %</div> <div>1 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>																									
- Collecteurs : <div><div>▶ Agricoles</div><div>▶ Ouvrages d'art</div></div>	<div>4 %</div> <div>5 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>																									
Travaux de voirie <div><div>▶ Suppression</div><div>▶ Création</div><div>▶ Aménagement (empierrement, goudron)</div></div>	<div>1 %</div> <div>1 %</div> <div>34 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div> <div>70 %</div>																									
Intervention sur ruisseaux (selon définition IGN)	1 %																									
- Création de fossés privés																										
- Aménagement des accès aux exploitations																										
- Construction de clôtures (particuliers) (fourniture et pose)																										

		1 ^{er}	2 ^{ème}
79 – Deux-Sèvres	- Travaux d'intérêt général (TIG) définis dans le Schéma Directeur	60 %	60 %
	- Travaux d'intérêt agricole (TIA) définis par le Schéma Directeur	35 %	0 %
	- Remise en culture	0 %	0 %
	- Frais accessoires (annonces, ...)	50 %	50 %
88 – Vosges	- Tous travaux :	50 %	
	- Si la commune ou l'AF s'engagent à consacrer au moins 5 % du montant des travaux connexes dans des actions environnementales, la subvention est majorée à :	70 %	
89 – Yonne	- Commune ayant adhéré à la charte	40 %	
	- Commune n'ayant pas adhéré à la charte	20 %	
16 – Charente (en 2006)	- Travaux d'Intérêt Général (TIG)	}	15 %
	- Travaux d'Intérêt Agricole (TIA)		0 %
16 – Charente (en projet)	- Remise en culture		
	- Maîtrise d'œuvre des travaux		
	Seuls les travaux inscrits au Plan des Travaux Connexes sont réalisables :	1 ^{er}	2 ^{ème} (+30 ans)
	(ap) = avec plafonnement		
	- Travaux d'Intérêt Général (TIG)		
	▶ Mesures environnementales (plantations, ...)	80 %	80 %
	▶ Hydraulique Qualitatif	50 % (ap)	50 % (ap)
	▶ Voirie communale	50 % (ap)	40 % (ap)
	▶ ---		
	- Travaux d'Intérêt Agricole (TIA)		
	▶ Hydraulique Quantitatif	15 % (ap)	10 % (ap)
	▶ Remise en culture	0 %	0 %
	▶ Voirie à vocation agricole	15 % (ap)	10 % (ap)
	▶ ----		
	- Maîtrise d'œuvre des travaux	50 %	40 %

L'étude des chartes départementales d'aménagement foncier montre nettement qu'une préservation efficace de l'environnement et plus globalement la mise en place d'une politique départementale de l'environnement, passe par une coopération et coordination des différents acteurs dès le tout début de la procédure d'aménagement foncier.

Il s'agit, dès la phase préparatoire de l'opération, de multiplier les modes de sensibilisation des acteurs par une large information afin d'établir une réelle cohérence en matière de sauvegarde de l'existant. Pour ce faire, l'étude préalable constitue incontestablement le support de décision et d'orientation du futur projet d'aménagement.

Dans la troisième et dernière partie de cette étude et au regard des enseignements délivrés dans les deux premières parties, nous présenterons les objectifs de l'aménagement foncier en Charente et tenterons d'élaborer la trame de la Charte et du Règlement de l'Aménagement Foncier en Charente.

Partie III

Proposition d'outils pour un aménagement foncier durable en Charente

III.1 Les objectifs de l'aménagement foncier en Charente

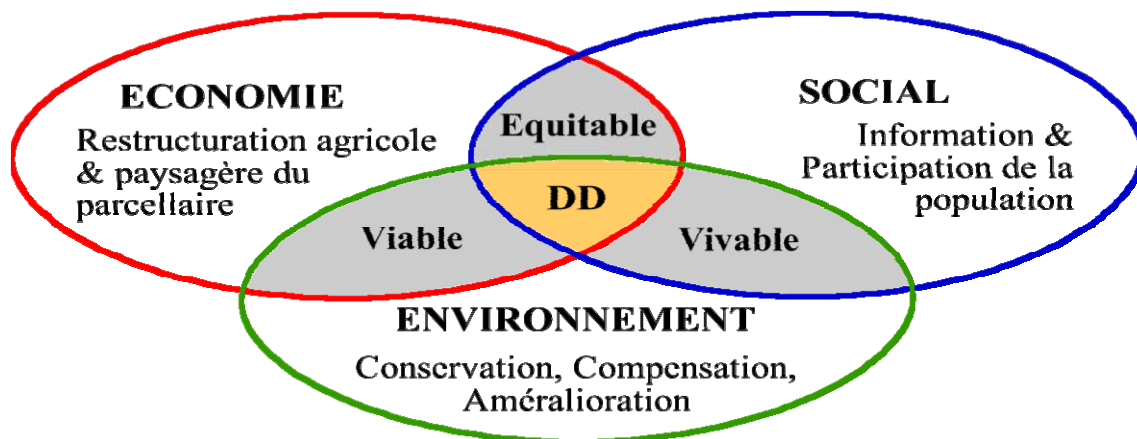
“L'aménagement foncier est un mode de développement qui doit répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs”.

- **L'aspect économique** en aménagement foncier correspond aux améliorations d'exploitation et de productivité apportées par la **restructuration parcellaire**, mais il ne concerne pas seulement le domaine **agricole**. En effet, cette restructuration peut être utilisée pour restaurer les ensembles **paysagers** et ainsi aider à promouvoir l'agro-tourisme et la qualité de vie des habitants. De plus, elle est un outil de programmation du **développement communal**, les élus locaux ont avec cette procédure la possibilité de prendre en compte les projets de la commune pour obtenir la maîtrise foncière indispensable à leur réalisation.

- **Le pilier social** vise à mettre l'homme au cœur des projets de développement. Les opérations d'aménagement foncier sont des mécanismes procéduraux qui pèsent sur le quotidien des habitants de la commune tout au long des 4 à 5 années de leur déroulement. Elles bouleversent parfois les habitudes et ne doivent plus être perçues comme des systèmes complexes et opaques, réfractaires à la communication et au partage de l'information.

Information et **participation** de la population sont les règles indiscutables qui doivent prévaloir lors de toute procédure afin de donner la possibilité aux habitants de suivre et comprendre l'évolution des opérations et de contribuer au devenir de leur cadre de vie.

- **Le volet environnemental** impose que dans tout projet l'on cherche à préserver, améliorer et valoriser, sur le long terme, l'environnement et les ressources naturelles afin de léguer aux générations futures une nature et un espace préservés. Or, jusqu'à présent la mise en œuvre des procédures de remembrement a parfois contredit ce principe. Désormais, la **conservation** des espaces naturels doit être le principe de base de toute opération d'aménagement foncier, le maintien de l'existant en est l'application directe. Toutefois, il est parfois nécessaire de procéder à des travaux connexes à l'aménagement foncier afin de permettre une réalisation cohérente de la restructuration parcellaire, ceux-ci doivent être exécutés de façon programmée et donner lieu à des travaux de **compensation**. De plus, toutes les actions visant à protéger la qualité et la valeur patrimoniale des éléments et espaces naturels doivent être encouragées. Elles peuvent être l'occasion de procéder à des travaux d'**amélioration** afin de rétablir le bon fonctionnement des espaces naturels et de réparer les dégradations du patrimoine architectural et paysager.



Ces trois éléments doivent être pris en compte de façon équilibrée pour assurer voire améliorer la mise en œuvre cohérente des procédures d'aménagement foncier en Charente.

III.2 La charte d'aménagement foncier de la Charente

Se doter d'une charte et d'un règlement de l'aménagement foncier est indispensable pour mener une politique cohérente, clarifier les rôles des différents intervenants, réaffirmer les conditions d'interventions et les modalités de financement du Conseil général. Ces documents permettront de définir les objectifs fédérateurs de l'aménagement foncier en Charente.

La rédaction de la charte repose à la fois sur les éléments développés ci avant et sur une analyse des textes juridiques. Il ne s'agit que d'une version provisoire, d'une trame de ce que peut être une charte pour le département de la Charente. Le contenu de ce document est approuvé par le service Agriculture, Aménagement Rural et Environnement (SAARE) du Conseil général (Cg) qui engage la consultation d'un groupe de travail constitué des acteurs rencontrés lors des entretiens d'avril à juillet 2006 (CG, DDAF, DDE, Chambre d'Agriculture, Association des Maires, Géomètres-experts, Commissaires-enquêteurs, Bureaux d'études). La mission de ce groupe de travail, de septembre à décembre 2006, va se concrétiser au cours de plusieurs réunions de discussion et de débat pour l'élaboration de la charte à partir de la trame présentée ci-après.

III.1.1. Proposition d'objectifs pour la charte d'aménagement foncier

La charte constitue un engagement moral s'imposant à l'ensemble des intervenants concernés par l'aménagement foncier. Elle vise par l'instauration d'une série de mesures à tendre vers une procédure de qualité, fondée sur une protection efficace et durable des espaces. Il s'agit ainsi de :

- ✦ Réunir des instances impliquées dans l'aménagement et coordonner les visions actuelles en matière d'aménagement foncier.
- ✦ Favoriser la coordination des actions qui ont lieu dans le monde rural.
- ✦ Résoudre les difficultés actuelles en matière d'aménagement foncier en améliorant certains aspects de la procédure.
- ✦ Favoriser la concertation, le partenariat entre les acteurs et les aménageurs tout au long de la procédure.
- ✦ Améliorer la diffusion de l'information à toutes les étapes de la procédure.

a. Engagements généraux :

Conformément à l'article L. 121-1 du code rural « L'aménagement foncier rural a pour but d'améliorer les conditions d'exploitation des propriétés rurales agricoles ou forestières ». Tout en ne négligeant pas « d'assurer la mise en valeur des espaces naturels ruraux, du patrimoine rural et des paysages ». Pour cela, il convient de penser l'aménagement rural dans sa globalité afin de permettre « l'aménagement du territoire communal ou intercommunal » défini dans les documents d'urbanisme locaux.

Il est absolument nécessaire de réaliser un aménagement et un développement "durable" de l'espace rural par la mise en valeur et la protection de l'espace agricole et forestier dans ses fonctions économiques, d'une part, mais aussi environnementale et sociale, d'autre part. (art. L. 111-1 du code rural).

- ✦ Dans le respect de la qualité et de la cohérence paysagère, de la diversité et de la richesse faunistique et floristique ainsi que dans l'optique d'une gestion durable des espaces ruraux du département, les opérations d'aménagement foncier doivent s'inscrire dans une logique de protection de l'environnement.

- ✦ La priorité doit être mise sur la conservation de l'existant (éléments paysagers de qualité, haies, vergers, ...).
- ✦ Chacun des acteurs s'engage à rechercher le partenariat et la coopération tout au long de la procédure, que ce soit pour l'élaboration d'un projet foncier coordonné et cohérent ou pour la protection de l'environnement.
- ✦ Chacun s'engage à fournir une information complète aux différents partenaires comme aux groupes de travail et aux habitants de la ou des commune(s) concernée(s).
- ✦ L'aménagement foncier doit à la fois répondre aux besoins de la profession agricole et être un outil au service de la collectivité. (art. L. 111-2 du code rural).

b. La sensibilisation des acteurs :

Il s'agit d'améliorer la diffusion de l'information et d'intégrer les préoccupations environnementales dès le début de la procédure.

- ✦ En réponse à la demande d'une commune, la première action du Conseil général sera d'organiser une rencontre d'information avec le Conseil municipal de la commune concernée afin de lui délivrer l'ensemble des informations nécessaires à la décision de lancer ou non une étude d'opportunité de l'opération.
- ✦ Si la réalisation d'une Etude Préalable à l'Aménagement Foncier (EPAF) est décidée, le Conseil général organisera une réunion publique d'information portant sur le déroulement global de la procédure et insistera sur le rôle de chacun notamment en matière de protection de l'existant. Pour cela, une plaquette d'information accessible à tous sera mise à disposition des propriétaires et de la population locale. Cette plaquette pourra s'accompagner utilement des textes juridiques simplifiés.
- ✦ Lors de L'EPAF, un groupe de travail local préfigurant la commission d'aménagement foncier sera constitué. Il s'agira d'un groupe restreint de personnes regroupant le(s) maire(s) de la/des commune(s) concernée(s), des membres du/des Conseil(s) municipal(aux), des exploitants et des propriétaires concernés par l'aménagement. Ce groupe de travail sera systématiquement consulté par les prestataires de L'EPAF.
- ✦ Une documentation technique environnementale, élaborée en collaboration avec les bureaux d'études et les organismes tels que la DIREN, pourra être fournie aux géomètres-aménageurs (critères et modes de plantation, aides accordées, ...).

c. L'implication des communes :

L'objectif est ici de promouvoir la conservation des espaces de qualité de manière efficace et durable par la maîtrise foncière, d'encourager l'implication des communes dans la préservation et la mise en valeur de leur territoire, de développer la constitution des réserves foncières communales et de favoriser le partenariat entre les communes et les associations de protection de la nature sous la forme d'acquisitions, de conventions...

- ✦ Les différents aménageurs doivent informer le conseil municipal, dès le stade de l'étude préalable puis de l'avant-projet, de l'importance d'effectuer des réserves foncières à vocation environnementale (acquisition de haies et corridors biologiques, de bords de rivière, de parcelle à replanter, ...).
- ✦ Les communes s'engagent à participer au financement de L'EPAF à hauteur d'un minimum de 10 %, illustrant ainsi leur volonté d'implication à la démarche et de reconnaissance de l'epaf comme pièce maîtresse de l'opération d'aménagement.
- ✦ Après la réorganisation parcellaire, les opérations d'améliorations complémentaires aux travaux connexes, d'initiatives communales ou privées, sont à encourager (plantation de haies, d'arbres isolés, de bosquets, de ripisylves, de vergers, ...).
- ✦ Les communes prennent en charge la maîtrise d'ouvrage des Travaux connexes d'Intérêt Général (TIG). Sont reconnus d'intérêt général, l'ensemble des travaux connexes relatifs

à la voirie communale, à l'hydraulique qualitatif, aux plantations de compensation et d'amélioration, ...

- ✦ Les espaces sensibles ayant fait l'objet d'un inventaire départemental (ENS), national (ZNIEFF) et communautaire (ZPS, ZICO) doivent faire l'objet d'une attention particulière. Il s'agit de rechercher à préserver leur intégrité en multipliant les conventions avec les organismes de protection de la nature. La conservation de ces espaces passant par la maîtrise foncière ; le Département de la Charente, s'il n'est pas acquéreur, peut financer sous conditions l'acquisition des terrains concernés à hauteur de 50 %. Pour ce faire, le Conseil général pourrait disposer d'outils spécifiques comme la Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles (TDENS), il se doit de mettre en œuvre cet outil pour bâtir une véritable politique cohérente en matière de protection de l'environnement. La TDENS est un dispositif complémentaire indispensable à la bonne exécution des mesures environnementales de la charte d'aménagement foncier. Il peut, par exemple, être utilisé pour les acquisitions de terrains citées ci-avant.
- ✦ Les conventions d'entretien pour la protection des espaces naturels préservés doivent être multipliées. Elles peuvent notamment être passées sous la forme de conventions ou de baux emphytéotiques avec des gestionnaires tels que les agriculteurs, la fédération de chasse, le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN), ...

d. L'importance de l'Etude Préable à l'Aménagement Foncier (EPAF) :

Il convient de faire de L'EPAF un outil d'information et de conseil occupant un rôle majeur dans la procédure d'aménagement foncier. Elle doit également être un outil de décision permettant de déterminer les éléments naturels et patrimoniaux à protéger. Enfin, L'EPAF doit servir d'outil à la CCAF lors de la détermination du périmètre et des mesures de conservation, de compensation et d'amélioration.

Pour cela, les bureaux d'études devront :

- ✦ Proposer des modifications pertinentes du périmètre d'aménagement.
- ✦ Privilégier les rencontres de terrains avec différents interlocuteurs (élus locaux, exploitants, propriétaires, associations locales, ...)
- ✦ Localiser précisément et établir une hiérarchie des éléments à préserver en fonction de leur importance paysagère et environnementale.
- ✦ Repérer les éléments paysagers et environnementaux majeurs dont la destruction ou l'altération remettrait en cause l'équilibre du milieu. Il s'agit alors de justifier et d'expliquer de façon explicite leur importance.
- ✦ Etablir des prescriptions précises en vue de l'élaboration d'un Schéma Directeur de l'Aménagement Foncier (SDAF). Ces prescriptions devront être justifiées et accompagnées de mesures spécifiques de préservation adaptées au territoire et aux activités qui y sont pratiquées.
- ✦ Présenter L'EPAF au cours de réunions organisées par le Conseil général et s'adressant à au groupe de pilotage puis à l'ensemble de la population.

Pour permettre une plus large information et concertation :

- ✦ L'EPAF doit être mise à la disponibilité de la population communale pour consultation. Ainsi, un exemplaire doit être déposé à la mairie dès sa présentation au public et doit être consultable librement, que ce soit pendant ou en dehors de l'enquête publique.
- ✦ Le résumé de L'EPAF doit être systématiquement envoyé aux 3 PQPN et à la CDAF, conformément à la Loi (Art. 10 de la Loi du 8 janvier 1993).

e. Le Schéma Directeur de l'Aménagement Foncier (SDAF) :

Le SDAF est un document qui doit permettre de fixer les orientations du projet d'aménagement. Elaboré à partir des résultats de L'EPAF et en collaboration étroite avec les acteurs locaux (élus, propriétaires, exploitants, associations, ...), il est donc réalisé par les prestataires de l'étude préalable. Il détermine plusieurs zones dans le périmètre d'aménagement qui se caractérisent par des propositions pouvant être mises en œuvre dans le cadre des travaux connexes à l'aménagement foncier. Il regroupe l'ensemble des propositions et prescriptions de L'EPAF, de façon justifiée et précisément cartographiée.

Le SDAF comporte :

- ✦ La cartographie de l'ensemble des éléments environnementaux (boisements, zones humides, zones naturelles sensibles, ...) et paysagers (ensembles boisés remarquables, patrimoine local, ...).
- ✦ Pour chaque élément, il sera précisé sa catégorie de classification et les critères justifiant ce classement. Il sera également fait mention des commentaires et avis apportés par les différentes personnes rencontrées.
- ✦ Pour chaque catégorie de la classification, il sera fait mention des prescriptions réglementaires précisées dans le Règlement Départemental d'Aménagement Foncier.
- ✦ Pour chaque zone du périmètre, il sera indiqué des mesures de conservation, de compensation et d'amélioration qui peuvent y être réalisées.

Modalités d'application du Schéma Directeur de l'Aménagement Foncier (SDAF) :

Le classement et la cartographie de chaque élément seront proposés à l'approbation de la commune, de la CCAF ou CIAF puis du géomètre-aménageur choisi pour la réalisation du projet d'aménagement. Le refus d'engagement de respect du SDAF par l'un des acteurs cités ci-avant entraînera l'arrêt de la procédure. Si aucun accord sur des prescriptions acceptées par tous n'est trouvé, la procédure d'aménagement foncier sera définitivement interrompue.

L'engagement de respect du SDAF est ainsi une condition nécessaire à la poursuite de la procédure.

- ✦ Ce document, ainsi établi, regroupera l'ensemble des prescriptions qui devront être absolument respectées au cours de la réalisation du projet d'aménagement. Toute modification du SDAF, apparue nécessaire en cours de projet, devra faire l'objet d'une analyse conjointe du géomètre et du bureau d'études chargé de l'Etude de Suivi de l'Aménagement Foncier (ESAF). Seule une justification argumentée du géomètre, appuyée par le bureau d'études, donnera lieu à une possibilité de modification du SDAF par la CCAF et après approbation des services du Conseil général.
- ✦ Le SDAF sera systématiquement annexé à l'arrêté du Président du Conseil général ordonnant l'opération d'aménagement foncier en tant que pièce prescriptive.

f. Les Personnes Qualifiées pour la Protection de la Nature (PQPN) :

Il s'agit d'encourager l'acquisition de compétences et de favoriser l'implication des PQPN dans la procédure.

- ✦ Les PQPN retenus s'attacheront à contacter les bureaux d'études pour engager une réelle coopération.
- ✦ Les PQPN auront les moyens de participer activement à l'ensemble des réunions publiques dispensées par les bureaux d'études.
- ✦ Il est nécessaire que les PQPN disposent d'une bonne connaissance de terrain pour intervenir utilement dans les débats.
- ✦ L'ensemble des documents concernant la procédure d'aménagement foncier sera systématiquement communiqué aux PQPN.

g. L'Etude de Suivi de l'Aménagement Foncier (ESAF) :

L'Etude Préalable est un outil d'information et de conseil dans la phase préparatoire de la procédure d'aménagement foncier. Elle donne lieu à l'élaboration du Schéma Directeur prescriptif. Afin de poursuivre cette mission d'analyse, d'information et de conseil, un bureau d'études sera présent dès le début du projet d'aménagement et tout particulièrement lors de l'élaboration de l'avant-projet. Le bureau d'études sera donc :

- ✦ Un appui technique au géomètre-aménageur pour veiller à la concordance et cohérence entre l'avant-projet et le SDAF. A ce titre, il interviendra pour analyser toute difficulté de respect du SDAF, pour en détecter les raisons et justifier, si besoin est, de la nécessité de modification du document. Cette demande de modification sera examinée par la Commission d'aménagement et les services du Conseil général. Le bureau d'études et le géomètre proposeront, le cas échéant, des mesures de compensation/amélioration. Il est rappelé que la modification du SDAF est une possibilité offerte aux techniciens de l'aménagement face à une difficulté technique qui n'aurait pas été identifiée lors de l'élaboration du document, il ne peut en aucun être procédé à des modifications intempestives et injustifiées du SDAF.
De plus, le géomètre pourra faire appel au bureau d'études pour lui fournir les informations techniques nécessaires à l'élaboration de son projet et à l'information des propriétaires et exploitants.
- ✦ Un appui technique à la CCAF ou CIAF et plus particulièrement à la Sous-commission chargée de l'élaboration du plan des travaux connexes à l'aménagement foncier. Ainsi, à la fin de l'élaboration de l'avant-projet, une Sous-Commission des Travaux Connexes (SCTC) à l'aménagement se réunira en présence du bureau d'études pour élaborer le programme puis le plan des travaux connexes. La SCTC réunira des membres de la Commission d'aménagement et toutes personnes que le bureau d'études et la commission jugeront nécessaire de consulter. Les PQPN seront systématiquement associés à la SCTC.

La première grande étape de l'Etude de Suivi (ESAF) est donc l'avant-projet. Le bureau d'études aura accompagné le géomètre-aménageur tout au long de son élaboration. Lors de la présentation à la Commission d'aménagement de l'avant-projet par le géomètre, seront exposés par le bureau d'études un bilan du suivi de l'avant-projet et son respect ou non avec le SDAF.

Il s'agit ici d'une étape fondamentale à la bonne réalisation de l'aménagement foncier.

Le bureau d'études sera présent lors de l'examen des réclamations vis-à-vis de l'avant-projet en préparation de la seconde grande étape de l'ESAF. Cette seconde étape consistera en un suivi de l'élaboration du projet final d'aménagement selon les mêmes modalités que dans la première étape. Avec la STCT, ce travail conduira à la présentation du Plan des travaux connexes lors de la mise à l'enquête publique du projet final d'aménagement.

h. L'Etude-Bilan de l'aménagement foncier et de l'exécution des travaux connexes :

Pour analyser, à moyen terme, les réels impacts d'une opération d'aménagement foncier, il est nécessaire d'étudier l'évolution du territoire réaménagé au cours des trois à cinq années suivant l'opération. De plus, pour assurer la pérennité des mesures de compensation et/ou d'amélioration réalisées au titre des travaux connexes à l'aménagement, il est indispensable de constater les éventuelles dégradations ou destructions des éléments implantés lors des travaux. Le financement de ces éléments étant obtenu sur des fonds publics, le Conseil général se doit d'en vérifier le respect et l'entretien. Pour cela, une étude-bilan réalisée par un bureau d'étude doit être mise en œuvre dans un délai de 3 à 4 ans à partir de la fin de l'exécution des travaux connexes.

III.1.2. Bases de la charte d'aménagement foncier de la Charente

Préambule

« L'aménagement et le développement durable de l'espace rural constituent une priorité essentielle de l'aménagement du territoire. La mise en valeur et la protection de l'espace agricole et forestier prennent en compte ses fonctions économique, environnementale et sociale. » (Article L. 111-1 du Code rural)

« Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

(Rapport Brundtland - Nations Unies - 1987).

L'aménagement foncier est un moyen de maintenir une agriculture adaptée aux nouvelles conditions de production imposées par la politique agricole commune. Il garantit à terme une meilleure occupation et un entretien de l'espace rural charentais.

Les procédures d'aménagement foncier doivent offrir aux communes concernées l'opportunité de mettre en place un véritable projet d'aménagement concerté, partagé, respectueux de l'environnement et cohérent avec les autres projets de développement.

L'objectif global est donc de conduire un aménagement permettant :

- le maintien et le développement d'une activité agricole productrice de richesse et soucieuse de l'environnement ;
- la réalisation d'équipements pour les collectivités favorisant l'accueil rural dans un paysage préservé et entretenu.

L'aménagement foncier rural

Différents textes législatifs ou réglementaires ont aménagé ou complété les textes relatifs aux aménagements fonciers. Les opérations menées aujourd'hui sont encadrées par de nombreuses lois : loi sur l'eau, loi paysage, loi sur la démocratie de proximité, ... C'est pourquoi le souci de concertation est présent tout au long des procédures afin de permettre aux propriétaires de faire entendre leur point de vue (réunions d'information, enquêtes publiques, droit de recours ...).

L'aménagement foncier agricole et forestier est un outil de l'aménagement du territoire rural utilisé dans deux cas de figure :

- suite à la demande d'une commune, accompagnée de la volonté des propriétaires et/ou des exploitants agricoles et forestiers de la commune ;
- dans le cadre d'un projet de grand ouvrage (projet routier, ferroviaire, hydraulique, ...).

Il offre ainsi la possibilité d'améliorer les conditions de travail des exploitants agricoles, tout en prenant en compte les divers aménagements souhaités par la commune (maîtrise du foncier pour l'aménagement de la voirie, des équipements communaux, des chemins de randonnées, ...).

Il permet également :

- de dégager des emprises foncières nécessaires à la réalisation d'équipements collectifs (à l'échelle communale ou intercommunale mais aussi des grands ouvrages linéaires : autoroutes, lignes de chemin de fer...),
- de prévoir et de maîtriser le développement communal,
- de mieux intégrer dans la vie locale la demande des espaces « naturels » ainsi que leur gestion et leur fonctionnement (préservation des milieux agricoles en zone péri urbaine, protection des espaces naturels sensibles, conservatoires régionaux d'espaces naturels...).

Les grands principes de la restructuration foncière agricole sont les suivants :

- Amélioration des parcelles par regroupement ;
- Prise en compte de la valeur des terrains ;
- Equivalence de production ;
- Réduction des distances par rapport au siège d'exploitation ;
- Désenclavement.

L'aménagement foncier rural y ajoute les principes de :

- Protection et mise en valeur du patrimoine environnemental et paysager ;
- Prise en compte de la maîtrise foncière communale pour la mise en œuvre des projets de la commune.

Depuis les lois de décentralisation, c'est le Département qui décide du lancement d'une opération, en assure le suivi et la conduite, puis engage et règle les dépenses relatives aux aménagements fonciers (*Article L. 121-15 du Code rural*).

Les aides du conseil général pour accompagner ces procédures rappellent son souci de développer durablement les territoires de la Charente :

- Aides à la plantation des arbres et des haies ;
- Travaux connexes aux aménagements fonciers (voirie et chemins, hydraulique et fossés) ;
- Itinéraires de randonnée et aménagements touristiques ; ...

Conception du document

La Charte est réalisée en 2006 sous l'impulsion du Conseil Général de la Charente. La première étape consiste en une évaluation et analyse des remembrements réalisés en Charente jusqu'en 2005. La seconde est l'occasion de consulter l'ensemble des partenaires et intervenants de l'aménagement foncier. Il s'agit tout d'abord des signataires de cette Charte : Etat, Chambre d'agriculture, Association des Maires, Géomètres-experts et Commissaires-enquêteurs ; puis des bureaux d'études environnement et foncier, des associations et organismes spécialisés dans la protection de l'environnement. Ces derniers n'étant pas signataires jouent un rôle très important en tant que personnes compétentes en matière d'aménagement foncier. Dans la mesure du possible, il est tenu compte de l'avis de chaque partenaire pour l'élaboration de ce document.

Au cours du dernier trimestre de l'année 2006, devraient être organisées par le Conseil Général, plusieurs réunions d'un groupe de travail constitué avec les partenaires cités ci-avant. Les discussions du groupe de travail donneraient lieu à l'élaboration finale de la Charte Départementale d'Aménagement Foncier dont une première version vous est présentée dans ce document.

Cette Charte Départementale constitue un cadre conventionnel qui définit les objectifs généraux suivants

Conformément à l'article L. 121-1 du Code Rural, l'aménagement foncier rural a pour objet d'assurer trois missions d'intérêts agricole, communal et environnemental. A ce titre, il convient de penser l'aménagement rural dans sa **globalité**.

Dans le respect de la qualité et de la cohérence paysagère, de la diversité et de la richesse faunistique et floristique, ainsi que dans l'optique d'une **gestion durable** des territoires ruraux, les opérations d'aménagement foncier doivent s'inscrire dans une logique de protection environnementale et de maintien de la biodiversité.

La **conservation** de l'existant doit être recherchée et privilégiée à la création d'aménagements nouveaux.

Le **partenariat** et la **coopération** devront être recherchés par chacun des intervenants tout au long de la procédure.

Chacun s'engage à fournir une **information** complète aux différents intervenants et à la population concernée par l'aménagement.

L'aménagement foncier rural doit répondre aux exigences de la restructuration foncière mais doit également être un outil efficace au **service de la collectivité**.

Article 1 : Les besoins en matière d'aménagement foncier

L'aménagement foncier est un outil puissant d'aménagement de l'espace qui peut être utilisé pour répondre conjointement à deux types de besoins :

- besoin de restructuration du parcellaire ;
- besoin de restauration de la qualité de l'environnement et des paysages.

Lorsque l'aménagement foncier répond à une demande de restructuration du parcellaire exprimée par la profession agricole ou par la collectivité territoriale, la charte apporte des garanties supplémentaires en matière de protection de l'environnement et des paysages. Elle sert à élargir la démarche d'aménagement foncier à des objectifs environnementaux forts, dans un souci d'équilibre avec le développement économique de l'agriculture.

Lorsque l'aménagement foncier répond à la nécessité de disposer d'un outil d'aménagement de l'espace pour lutter contre la dégradation de l'environnement et des paysages, notamment dans le cadre de la reconquête de la qualité des eaux et des milieux naturels, la charte fixe le cadre de la démarche. La restructuration parcellaire ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen pour assurer le redéploiement des activités agricoles intensives sur des secteurs éloignés des cours d'eau et des zones sensibles.

Cet aménagement foncier à vocation environnementale prédominante doit être utilisé en particulier dans le cas des seconds aménagements fonciers, dans les communes où se manifeste un fort besoin de restauration de l'environnement et pour lesquelles il n'existe pas de programme d'actions par ailleurs. Dans ce cas, ce sont les objectifs environnementaux à fonctions réparatrices qui sont déterminants pour lancer l'opération d'aménagement foncier.

Article 2 : L'adhésion à la Charte

Dès la demande initiale d'un aménagement foncier, le conseil municipal de la commune requérante s'engage à tout mettre en œuvre, en liaison avec le Conseil Général, pour expliquer la démarche aux habitants et pour les sensibiliser sur les destructions des espaces boisés, haies ou plantations, faute de quoi le Département pourra rejeter la demande de la commune concernée.

Le Conseil Général peut conditionner le lancement de l'étude préalable à un aménagement foncier, à l'adhésion de chaque commune concernée à la présente charte.

Le Conseil Général peut conditionner son engagement financier au respect des dispositions de la présente charte par la commune, par la Commission Communale d'Aménagement Foncier (ou la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier) et par les prestataires du projet d'aménagement.

L'engagement de respect de la Charte par l'ensemble des intervenants doit être une condition nécessaire au lancement des opérations d'aménagement foncier. Le non respect de cet engagement à tout moment de la procédure d'aménagement foncier ou en cas de péril à l'environnement lors de la réalisation des travaux connexes, le Conseil Général pourra se réserver le droit de mettre fin à l'opération et de retirer ses financements, tant que des garanties suffisantes ne permettront pas une reprise de la procédure.

Article 3 : Le choix des prestataires d'études et le contenu des prestations d'études

Les prestataires d'études sont désignés par le Conseil Général selon les critères de consultation des marchés publics. Les critères de sélection des offres reposent sur la qualité des candidats (60 %), le prix de la prestation (30 %) et les délais d'exécution (10 %). La volonté du Conseil Général est ainsi de retenir l'offre la mieux-disante et non la moins-disante. Il pourrait exister trois consultations distinctes pour les trois études menées au cours de l'opération. La première correspondrait à l'Etude Préalable à l'Aménagement Foncier (EPAF) qui se déroulerait jusqu'à l'examen des réclamations de l'enquête publique "périmètre et mode d'aménagement". La seconde, constituée de l'Etude de Suivi de l'Aménagement Foncier (ESAF) en tranche ferme et de l'Etude d'Impact en tranche conditionnelle du marché, prendrait la suite depuis la phase de classement des terres jusqu'à l'examen des réclamations de l'enquête publique "projet". Enfin, la troisième serait l'Etude-Bilan de l'aménagement foncier qui serait menée trois à quatre après la fin de la réalisation des travaux connexes à l'aménagement. Le contenu des prestations d'étude sera *a minima* celui prévu par les lois, décrets et circulaires applicables aux procédures d'aménagement foncier. Le Règlement Départemental d'Aménagement Foncier devra compléter et préciser certaines dispositions qui devront être adoptées, notamment dans le cahier des charges des études. Les chargés d'études doivent privilégier les rencontres de terrain avec les différents interlocuteurs locaux. La remise d'un résumé non technique est obligatoire, conformément aux exigences de la directive communautaire.

Article 4 : L'étude préalable à l'aménagement foncier

L'étude préalable à l'aménagement foncier a pour but de guider élus, propriétaires, exploitants et habitants afin de leur permettre de mieux connaître les besoins d'aménagement des structures agricoles et de la commune et ainsi de pouvoir prendre une décision en toute connaissance de cause et effet. Les objectifs de l'étude sont, d'une part de déterminer l'opportunité de réaliser un aménagement foncier, d'autre part d'établir des propositions quant au mode et au périmètre de l'aménagement foncier s'il s'avère opportun d'en réaliser.

Pour signifier son implication dans l'étude préalable et afficher sa volonté de réaliser un aménagement foncier, la commune devrait participer au financement de l'étude préalable à hauteur de 10 % de son coût.

Le cahier des charges de la consultation de l'étude préalable peut être modifié et complété afin d'approfondir le contenu de cette prestation. En particulier, il doit imposer une prise en compte formelle de tous les nouveaux textes juridiques, notamment en ce qui concerne les aspects eau et paysage. Il doit également s'adapter aux particularités et exigences locales.

La réalisation de l'étude préalable à l'aménagement foncier est confiée à deux bureaux d'études dont l'un est chargé du volet environnement et l'autre du volet foncier. La réalisation du volet environnement de l'étude préalable d'un aménagement foncier par un bureau d'études en environnement, n'impliquera pas automatiquement sa désignation pour la réalisation de l'étude de suivi et de l'étude d'impact, si une procédure est engagée. De même, la réalisation du volet foncier de l'étude préalable d'un aménagement foncier par bureau d'études en foncier, n'impliquera pas nécessairement sa désignation pour la réalisation du projet de restructuration foncière, si celle-ci est décidée. L'étude préalable à l'aménagement devra être la plus poussée et complète possible, car elle engage ensuite tout le reste de la démarche ; elle aura pour rôle de préciser les différents types d'objectifs de l'opération et ses modalités de mise en oeuvre. Le contenu et les conditions de réalisation de l'étude sont précisés dans le Règlement Départemental. Les conclusions et propositions établies à l'issue de l'étude seront présentées sous la forme d'un Schéma Directeur à l'Aménagement Foncier, dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 5.

Article 5 : Le schéma directeur de l'aménagement foncier

Le schéma directeur doit être le document-cadre du projet d'aménagement qui sera réalisé. Elaboré par les prestataires de l'étude préalable à l'aménagement, il fixe les orientations du projet d'aménagement en collaboration étroite avec les acteurs locaux (élus, propriétaires, exploitants, associations, ...). Il reprend les conclusions de l'étude et les présente de façon concise et accessible à tous.

Le schéma directeur remplit les objectifs suivants :

- ⇒ Il établit l'état initial du territoire sur lequel va s'appliquer l'aménagement foncier et il en précise le périmètre. Cet état initial se base sur une cartographie très précise :
 - des éléments naturels remarquables du périmètre et des contraintes environnementales ;
 - des écoulements et des contraintes naturelles qui se lient à la loi sur l'eau ;
 - des chemins, étudiés avec le Conseil Municipal ;
 - de l'occupation du sol (terres agricoles, bois, zones bâties...).
- ⇒ Il fait des propositions argumentées de maintien, d'entretien, de valorisation, voire de création d'éléments naturels (haies, bosquets, mares, tourbières, ...), capitaux pour la préservation de la biodiversité et des paysages.
- ⇒ Il constitue une première estimation de la nature des travaux et fait une distinction entre les Travaux d'Intérêt Général (TIG) en matière de voirie, d'hydraulique, d'environnement et de paysage et les Travaux d'Intérêt Agricole (TIA) et à caractères plus local et souvent privés.
- ⇒ Il établit un fondement au projet d'aménagement en mettant clairement en avant les préoccupations environnementales que le Conseil Général souhaite voir respecter et pour lesquelles il restera vigilant tout au long de la procédure.

En accord avec la commune, il fait des propositions concrètes en faveur de l'aménagement du territoire communal, de l'environnement et du paysage : création d'emprises pour des aménagements communaux, pour des plantations ou des aménagements en faveur de la nature, attribution à la collectivité de certains espaces naturels reconnus remarquables, nécessitant à la fois protection et valorisation.

Le non-respect du Schéma Directeur par l'un des acteurs cités ci-avant doit entraîner l'arrêt de la procédure, il devient ainsi une condition nécessaire à la poursuite de l'opération. Si aucun accord sur des prescriptions acceptées par tous ne peut être trouvée, la procédure d'aménagement foncier doit pouvoir être définitivement interrompue.

L'arrêté du Président du Conseil Général ordonnant un aménagement foncier et fixant le périmètre constitue l'acte juridique essentiel d'engagement des opérations. Il permet d'engager sur le terrain les démarches de classement et de bornage. Cet arrêté comporte les prescriptions interdisant toutes modifications des lieux (plantations, constructions, ...) y compris les abattages d'arbres. Le Schéma Directeur à l'Aménagement Foncier doit devenir une pièce systématiquement annexée à l'arrêté ordonnant. Il pourra donc fixer juridiquement les grandes orientations du projet d'aménagement et les engagements pris par les différents décideurs de la procédure.

Article 6 : Les mesures conservatoires pendant la procédure

Les mesures conservatoires prévues par la loi avant et pendant la procédure d'aménagement foncier doivent être systématiquement appliquées.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier (ou la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier), demandera au Préfet, dès sa première réunion, de prendre un arrêté conservatoire en application de l'article L.121-19 du Code rural. Cette décision fera l'objet d'une large information auprès des habitants.

Les services de l'Etat doivent s'engager à faire respecter les arrêtés préfectoraux en vigueur pendant la procédure et à verbaliser toute infraction à ces dispositions.

Article 7 : L'étude de suivi de l'aménagement foncier, l'étude d'impact et le projet de réorganisation foncière

Conformément aux dispositions de la loi de protection et de mise en valeur des paysages du 8 Janvier 1993, les travaux connexes de l'aménagement foncier pourront avoir des fonctions de restauration et d'amélioration, que l'on cherchera désormais à privilégier aux dépens des travaux d'arasements de haies et de talus. La Commission Communale d'Aménagement Foncier (ou la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier), peut en effet décider « *l'exécution de travaux de nettoyage, remise en état, création et reconstitution d'éléments présentant un intérêt pour les équilibres naturels et les paysages tels que les haies, plantations d'alignement, talus, fossés et berges* ». (Article L.123-8 du Code rural).

Un bureau d'étude spécialisé en Environnement pourra être désigné par le Conseil Général pour l'étude de suivi selon les mêmes modalités que pour l'étude préalable. Il aura pour mission d'assurer le suivi et l'accompagnement de la Commission d'Aménagement Foncier et du géomètre-expert désigné pour la réalisation du projet d'aménagement.

De par sa présence dès le début de la procédure, il devra sensibiliser les membres de la commission au respect des orientations et mesures définies dans le Schéma Directeur et au rôle de la commission dans l'établissement d'un programme de travaux connexes.

Le projet de restructuration foncière devra être réalisé dans le respect des objectifs définis au cours de l'étude préalable et répertoriés dans le schéma directeur.

L'étude de suivi doit être menée dans le but de s'assurer que les engagements du schéma directeur sont respectés par l'ensemble des acteurs de la procédure et cela à tout moment de la phase d'élaboration du projet d'aménagement. La seconde mission du chargé d'étude sera d'apporter au géomètre et à la commission un appui technique pour les aiguiller dans la mise en œuvre des orientations du schéma directeur et de fournir une information accessible quant à la justification des choix opérés à toute personne qui en fait la demande (propriétaire, exploitant, habitant, association, ...).

L'étude d'impact intervient avant la fin du projet d'aménagement et elle est présentée en Commission d'Aménagement puis à l'enquête publique. Elle a pour but de vérifier que le projet et la façon dont il a été mené sont en accord avec les prescriptions du schéma directeur. L'étude d'impact est le principal moyen pour le grand public de juger de la justification de l'aménagement foncier et de la qualité du projet en matière d'environnement et de paysage, il est indispensable que son contenu réponde de façon exhaustive à tous les thèmes énoncés au 2° de l'article 2 du décret n° 77-1141 du 12 Octobre 1977, modifié par le décret n°93-245 du 25 Février 1993. L'étude d'impact reprendra, actualisera ou complètera, les données analysées au cours de l'étude préalable.

Article 8 : La prise en compte de la trame bocagère au cours de l'aménagement foncier

Le maintien de l'existant doit être l'objectif minimal à rechercher lors de l'élaboration du projet d'aménagement. L'ajustement des nouvelles limites parcellaires avec des talus et des haies existants devra être systématiquement recherché par le géomètre.

En aucun cas, la réorganisation parcellaire et l'exécution de travaux connexes ne doivent conduire à la diminution de la biodiversité.

Les talus et les haies situés le long des routes et des chemins conservés en l'état dans le nouveau parcellaire, pourront être systématiquement maintenus.

Des ensembles fossé-talus-haie pourront être créés de façon préférentielle le long des nouveaux chemins communaux ou d'exploitation.

Les élargissements de chemins, jugés nécessaires, ne devront être réalisés que d'un seul côté afin de préserver une haie ou un talus.

La reconstitution du maillage bocager sera recherchée afin d'assurer la continuité des biotopes nécessaire au maintien de la diversité biologique faunistique et floristique.

Les talus à rôle anti-érosif perpendiculaires à la pente et/ou situés en milieu de pente seront, autant que faire ce peut, à conserver ou à développer.

Les talus délimitant les bas-fonds devront être conservés systématiquement, afin d'éviter l'extension des cultures jusqu'au bord des cours d'eau et de contribuer ainsi à l'amélioration de la qualité des eaux. Les prairies des bas-fonds recueilleront, dans la mesure du possible, les écoulements des fossés hydrauliques. Le rôle des fonds de vallons pour l'épandage des crues devra être maintenu, voire favorisé, moyennant des aménagements légers. Ces fonctions pourront être facilitées par l'affectation de ces espaces à la collectivité.

En effet, la commune doit être encouragée à réserver ou acquérir des emprises le long des routes et chemins communaux dès le début de l'élaboration du projet pour la plantation de linéaires de haies. Ces emprises pourront être celles qui auront été identifiées comme prioritaires lors de l'étude préalable et inscrites comme telles dans le schéma directeur à l'aménagement foncier.

Article 9 : L'information et la publicité des études

L'aménagement communal a de plus en plus de répercussions sur celui des communes voisines. De plus, la réalisation d'une étude préalable à l'aménagement peut conduire à la proposition d'extension du périmètre d'aménagement sur une ou plusieurs communes limitrophes. A ce titre, la demande de la commune sollicitant un aménagement foncier auprès du Conseil Général doit s'accompagner d'une délibération du Conseil Municipal en vue d'informer les communes limitrophes de ces intentions. Il s'agit là d'une démarche d'information et non d'une consultation pour avis. Les Conseils Municipaux des communes voisines pourront alors, s'ils le souhaitent, solliciter une démarche d'aménagement conjointe.

L'information de la population préalablement à l'engagement d'une procédure d'aménagement foncier, ou pendant le déroulement de cette procédure, peut être assurée par un ou plusieurs des moyens suivants :

- débat au sein du Conseil Municipal ;
- création d'une commission extra-municipale ;
- distribution d'un document d'information à la population ;
- organisation de réunions publiques ;
- organisation d'une exposition.

La ou les communes concernées pourront éditer, dans le bulletin municipal ou tout autre support, une note d'information à l'attention de la population expliquant les étapes de la procédure, les recommandations utiles et les orientations d'aménagement choisies. L'édition de plusieurs bulletins au cours de la procédure sera l'occasion de répondre, dès que nécessaire, aux interrogations des habitants suscitées par le projet d'aménagement. Ce document pourra être adressé aux correspondants de la presse locale, afin de rendre cette information accessible au plus grand nombre.

Au cours de la procédure, tous les membres de la commission devront s'assurer que les dates, heures et lieux d'enquêtes publiques sont bien publiés et respectés et informer largement les personnes concernées de leurs droits.

L'étude préalable à l'aménagement et l'étude d'impact devront être communiquées de façon systématique à la Commission d'Aménagement. Elles devront être également disponibles en mairie à la consultation de la population. Ainsi chacun sera informé de toutes les opérations susceptibles d'être engagées ou mises à l'enquête ; et pourra éventuellement « réagir » en temps utile si les enjeux environnementaux ou paysagers semblent importants.

Article 10 : Les travaux connexes

Il pourra être systématiquement constitué une Sous-commission chargée des Travaux Connexes à l'aménagement foncier. Cette Sous-commission aura en charge la réalisation du plan des travaux connexes au cours de l'élaboration du projet d'aménagement. Elle sera assistée par le bureau d'étude missionné pour l'étude de suivi. Le chargé d'étude sera chargé, entre autre, de sensibiliser les membres de la Commission d'aménagement au risque d'atteinte involontaire aux milieux naturels fragiles, notamment lors de l'examen des réclamations liées au projet. Les PQPN seront membres d'office de cette Sous-commission.

Doivent être distingués les travaux connexes à l'aménagement foncier réalisés dans le cadre d'un premier aménagement ou dans le cadre d'un second aménagement, ainsi que leur caractère Général ou Agricole. Les caractéristiques et modalités de réalisation des travaux, ainsi que les taux de subvention du Conseil général devront être précisés dans un Règlement Départemental d'Aménagement Foncier.

Autant que faire ce peut, la maîtrise d'ouvrage des Travaux d'Intérêt Général (TIG) devra être assurée par la ou les commune(s) concernée(s) et celle des Travaux d'Intérêt Agricole (TIA) sera assurée par l'association foncière créée à cet effet.

A ce titre, le(s) maître(s) d'ouvrage(s) des travaux devra(ont) désigner par une procédure de consultation le maître(s) d'œuvre(s) dès que le plan des travaux connexes sera validé. Les prestataires de la maîtrise d'œuvre des travaux seront invités à assister à la présentation du plan des travaux connexes en Sous-commission chargée de son élaboration puis en Commission d'Aménagement. La maîtrise d'œuvre des travaux connexes pourra être subventionnée par le Conseil Général selon des modalités définies dans un Règlement Départemental d'Aménagement Foncier.

Les communes ou les associations foncières, Maîtres d'Ouvrages des travaux connexes, devront s'engager sur un cahier des charges respectant les mesures de conservation, de préservation et de compensation définies dans le plan des travaux soumis à l'enquête publique et approuvées par la Commission d'Aménagement.

Ainsi, des travaux connexes d'arasements ne pourront être entrepris que si le maître d'ouvrage s'engage à réaliser les travaux compensatoires prévus dans le projet. La réalisation de ces deux types de travaux connexes devra être consécutive. Or, les travaux d'arasements et leur compensation devront avoir été prévus dans le Schéma Directeur de l'aménagement.

Avant la réalisation des travaux connexes, le chargé d'étude d'impact devra à cet effet compléter, avant l'approbation du projet par la Commission Communale d'Aménagement Foncier (ou la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier), les plans de travaux connexes en y faisant figurer les éléments sensibles ou remarquables de l'environnement sur lesquels toute action est prohibée.

Le maître d'œuvre des travaux connexes à l'aménagement doit s'engager à faire respecter scrupuleusement le projet par les entreprises prestataires. Les cahiers des charges prévoiront des pénalités en cas d'exécution de travaux incompatibles avec le plan des travaux et l'étude d'impact. Les entreprises devront refuser d'effectuer à cette occasion des travaux supplémentaires demandés par des particuliers, sous peine de pénalités.

Article 11 : La protection des paysages, haies et talus après l'aménagement foncier

La commune et la Commission Communale d'Aménagement Foncier (ou la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier), doivent s'engager à maintenir les éléments les plus remarquables du réseau structurant du paysages, tels que des talus et des haies après la clôture des opérations d'aménagement foncier :

- soit par classement selon l'article L.126-3 du Code Rural (ce classement est totalement indépendant de celui existant à l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme sur les "Espaces Boisés Classés"),
- soit en affectant l'emprise correspondante à la collectivité,
- soit en inscrivant la protection dans le Document d'Urbanisme opposable aux tiers (quand il en existe un) en utilisant deux dispositions législatives complémentaires :
 - l'identification en tant qu'espace boisé classé à conserver au titre du L 130-1 du Code de l'Urbanisme des talus boisés et des haies délimitant les bas fonds, ou ayant un rôle anti-érosif marqué ou constituant un élément prépondérant du patrimoine paysager du territoire ;
 - la soumission au régime des articles L 442-2 et L 123-1-7ème du Code de l'Urbanisme du réseau structurant du bocage dont la disparition entraînerait des conséquences sur la protection des sols, sur la qualité des eaux ou sur l'équilibre du paysage.

Ces mesures conservatoires devront être appliquées en s'appuyant sur une connaissance objective de la valeur des milieux et notamment sur l'étude d'impact.

Leur application hiérarchisée pourra être proposée par la Commission d'Aménagement Foncier sur la base de la concertation locale la plus étendue. Leur gestion ultérieure pourra être assurée par la Municipalité qui associera l'Association Foncière (si elle existe) et les Services compétents de l'Etat à l'instruction des éventuelles demandes de coupes ou d'abattage.

Les élus de la/les commune(s) concernée(s) doivent s'engager à mener, pendant les années qui suivent la réalisation des travaux connexes, des campagnes d'information pour inciter les particuliers à maintenir, entretenir, voire améliorer la trame bocagère. Le Conseil Général pourra participer à des campagnes de plantation de haies sur initiative privée au titre des aides aux plantations.

Article 12 : L'entretien des haies

Les collectivités territoriales doivent s'engager à agir en faveur de l'entretien des haies par divers moyens :

- soit en sensibilisant et en incitant les agriculteurs et les propriétaires à entretenir les haies et ainsi accomplir leur rôle de gestionnaire de l'espace rural, en échange de l'effort consenti par la collectivité par la prise en charge des coûts de l'aménagement foncier,
- soit en assurant elles-mêmes des travaux d'entretien de haies, par acquisition ou convention,
- soit en versant des subventions complémentaires pour l'entretien des haies.

Article 13 : La gestion des zones sensibles

A l'issue d'une opération d'aménagement foncier, les effets des travaux connexes réalisés dans un but de restauration de la qualité des eaux, par ralentissement, décantation ou filtration

des eaux de ruissellement, pourront dans certains cas, constituer des contraintes nouvelles pour les exploitants agricoles des zones sensibles. Le maintien d'une agriculture extensive sur ces espaces pourra faire l'objet d'une attention particulière dans la réalisation du projet de restructuration foncière.

Les zones sensibles pourront faire l'objet de mesures de protection par l'acquisition par la collectivité ou un conventionnement avec des organismes de protection de la nature. De plus, les communes doivent s'engager à conserver les Espaces Naturels Sensibles (ENS) inscrits à l'inventaire départemental présents sur leur territoire. La conservation de ces espaces passe par la maîtrise foncière. Le Conseil Général, s'il n'est pas acquéreur, pourra financer sous condition l'acquisition des terrains concernés à hauteur de 50 % grâce à un dispositif tel que la Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles (TDENS).

Article 14 : Le suivi après l'opération d'aménagement foncier : l'étude-bilan

Afin de responsabiliser les utilisateurs de l'espace rural au maintien des mesures prises en faveur de l'environnement à l'occasion d'une opération d'aménagement foncier, un suivi devra être réalisé après la clôture de l'opération. Ce suivi sera conçu comme le prolongement de l'étude d'impact. Il comportera deux phases :

- l'état des lieux en matière de paysages et de milieux naturels à l'issue des travaux connexes, afin d'établir la conformité ou non des travaux réalisés avec le projet ;
- une expertise de l'évolution du territoire trois ans après la clôture des travaux connexes, à effectuer par le chargé d'étude.

A partir d'indicateurs précis, le chargé d'étude s'attachera à mettre en évidence les facteurs de succès ou d'échecs des aménagements et à les expliquer.

S'il apparaît que des éléments protégés au titre des articles 8 et 11 de la présente Charte ont été endommagés ou ont été détruits, conformément aux directives européennes, il devra être procédé au remplacement des dits éléments au frais du maître d'ouvrage des travaux connexes correspondants, c'est-à-dire soit la commune, soit l'association foncière. Le Conseil Général devra être particulièrement vigilant en ce qui concerne le maintien des éléments qui ont donné lieu à l'engagement de fonds publics au titre des mesures de conservation, de compensation ou d'amélioration.

Article 15 : La constitution de réserves foncières

Conformément au Code rural, les communes engageant une opération de d'aménagement foncier, pourront constituer des réserves foncières nécessaires à l'exécution ultérieure des équipements communaux. Des réserves foncières pourront être constituées par la collectivité au titre des articles 11, 12 et 13 de la présente Charte.

Article 16 : Le financement

Le financement du Conseil Général ne devra être sollicité que pour des opérations d'aménagement foncier dont les objectifs sont en adéquation avec la politique départementale. Il devra être conditionné par la réalisation d'une étude préalable à l'aménagement et d'une étude d'impact pour les types d'aménagement foncier qui juridiquement n'y sont pas soumis.

Une modulation des taux de subvention selon la nature des travaux connexes devra être mise en place. Les travaux réalisables, leurs modalités d'exécution et les taux de subvention correspondants devront être précisés dans un Règlement Départemental d'Aménagement Foncier.

Afin de répondre à une plus grande transparence, le budget final de l'aménagement foncier devra être établi à la clôture de l'opération et inclura distinctement :

- le coût de l'étude préalable à l'aménagement,
- le coût de l'étude de restructuration des parcelles (marché de géomètre, bornage, ...),
- le coût de l'étude de suivi et de l'étude d'impact,
- le coût de l'ensemble des travaux connexes et des mesures de réduction ou de compensation des impacts négatifs, y compris les sommes affectées à la replantation de haies.

Le Conseil Général, par cette Charte, doit s'engager à financer les études nécessaires et à subventionner les travaux connexes à l'aménagement foncier aux taux en vigueur, dans la mesure où les engagements de la Charte sont respectés.

Article 17 : Cas des aménagements foncier liés à la réalisation de grands ouvrages publics

Conformément à l'article L. 123-24 du Code rural, l'obligation est faite au maître d'ouvrage de l'infrastructure de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'exécution d'opérations d'aménagement foncier et de travaux connexes. La seule distinction faite par rapport aux opérations dites "classiques" est qu'il est fait obligation au Conseil Général de procéder au lancement d'étude préalable à l'aménagement. Le financement des études, de l'opération d'aménagement et de la réalisation des travaux connexes est à la charge du maître d'ouvrage de l'infrastructure dans les conditions fixées par le Code rural.

Dans ce cas, les opérations d'aménagement foncier devront être menées de la même façon qu'explicitée précédemment et devront systématiquement respecter les engagements de la Charte.

Article 18 : Mise en œuvre et évaluation de la Charte

La présente charte entrera en vigueur à la date de sa signature.

Elle devra être applicable dès cette date à toutes les nouvelles opérations d'aménagement foncier.

Les signataires devront convenir de poursuivre les opérations engagées en appliquant les dispositions développées dans la Charte.

Les critères d'évaluation de la présente Charte seront à préciser en annexe de ce document, il y sera procédé à une évaluation *a priori* des actions proposées auprès des signataires. Une évaluation *a posteriori* pourra être menée par les services du Conseil Général à l'issue de chaque procédure d'aménagement foncier auprès des différents intervenants.

De plus, les études-bilan permettront de tirer les enseignements des aménagements réalisés et ainsi de proposer des modifications à intégrer dans les procédures menées ultérieurement.

Les signataires devront donner leur approbation aux différents articles de la Charte, à laquelle ils devront déclarer adhérer dans son intégralité.
La présente charte entrera en application ce jour.

FAIT À ANGOULÊME, le

Signatures

Conclusion

La rédaction de la charte d'aménagement foncier est un exercice difficile situé au carrefour d'exigences et d'enjeux divers (politiques, locaux, juridiques, ...). Celle du département de la Charente porte sur plusieurs supports indispensables que sont la rencontre des différents acteurs de l'aménagement foncier et l'analyse d'expériences préjudiciables en matière d'environnement en Charente. Par ce biais, les principaux aspects de la procédure ont ainsi pu être abordés et les dysfonctionnements ont pu être individualisés et identifiés.

- Les propositions faites dans ce rapport sont multiples mais il en existe trois principales :
- le Schéma Directeur de l'Aménagement Foncier (SDAF) a pour vocation de fixer de manière explicite les orientations du projet d'aménagement à l'issue de l'étude préalable, de façon partagée entre tous les acteurs de la procédure.
 - l'Etude de Suivi de l'Aménagement Foncier (ESAF) a pour but d'instituer un suivi de l'élaboration du projet par la présence d'un bureau d'étude spécialisé en environnement. L'objectif est ici de disposer d'un appui technique au service de la commission d'aménagement, dont la mission principale est de s'assurer en cours d'élaboration que le projet d'aménagement respecte les engagements pris dans le SDAF.
 - enfin, le principe de modulation des taux de subvention des travaux connexes à l'aménagement permet de transcrire de façon effective les objectifs du Département en matière de respect de l'environnement et de prise en compte de l'intérêt général.

La charte départementale sera bientôt en cours de discussion avec les différents partenaires institutionnels, professionnels et associatifs du département de la Charente. Ceux-ci, en possession du document provisoire seront invités à faire part de leurs remarques éventuelles pour aboutir à la rédaction du document définitif pour novembre 2006. Si le calendrier est respecté, les nouvelles dispositions de la charte devraient être appliquées dès le 1^{er} janvier 2007. Cette entrée en vigueur des nouvelles mesures passera par un accroissement des moyens financiers et humains alloués à chaque procédure. En effet, les opérations d'aménagement foncier nécessiteront dans l'avenir un rôle accru du Conseil général dans l'organisation des différentes étapes et études, nécessaires à la réussite de projets de qualité.

Le département de la Charente, jusqu'ici peu impliqué dans les approches qualitatives d'aménagement foncier, se repositionne aujourd'hui en affichant des préoccupations environnementales fortes concernant la cohérence des systèmes agro-sylvicoles.

L'adoption d'une charte spécifique placera le département de la Charente parmi la quinzaine de départements français qui ont initié la mise en place d'une véritable politique d'aménagement foncier.

Table des cartes

<u>Carte 1</u> : Pourcentages de communes aménagées dans les départements métropolitains en 2005 D'après : PHILIPPE Marc-André, POLOMBO Nadine, EPU-DA, Tours, 2005	6 bis
<u>Carte 2</u> : Infrastructures et Aménagement foncier en 2005 D'après : PHILIPPE Marc-André, POLOMBO Nadine, EPU-DA, Tours, 2005	7 bis
<u>Carte 3</u> : Régions agricoles de Charente	8 bis
<u>Carte 4</u> : Les opérations d'aménagement foncier en Charente par décades (1950-2005)	9 bis
<u>Carte 5</u> : Surface moyenne aménagée des communes charentaises	10 bis
<u>Carte 6</u> : Date de dernier aménagement foncier des communes charentaises	11 bis
<u>Carte 7</u> : Evolution de la situation des opérations d'aménagement foncier en Charente entre 2005 & 2006	12 bis
<u>Carte 8</u> : Opérations d'aménagement foncier en cours en 2006 & Programmation LGV 2007	14 bis
<u>Carte 9</u> : Communes potentiellement "à aménager"	15 bis
<u>Carte 10</u> : Opérations d'aménagement foncier avant/après le transfert de compétence de l'Etat au Département en 1983	16 bis
<u>Carte 11</u> : Les documents-cadres de l'aménagement foncier en France métropolitaine	45 bis

Table des figures

<u>Figure 1</u> : Le nombre d'hectares remembrés en France de 1945 à 2005 Auteurs : PHILIPPE Marc-André, POLOMBO Nadine, EPU-DA, Tours, 2005	6
<u>Figure 2</u> : Evolution comparée entre dépenses du Département et nombre de communes aménagées en Charente de 1983 à 2008	18
<u>Figure 3</u> : La phase préparatoire des opérations d'aménagement foncier selon la Loi du 23 février 2005	26 bis
<u>Figure 4</u> : Composition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier selon la Loi n° 2005-157 du Code rural	28 bis
<u>Figure 5</u> : La procédure de classement des terres	30
<u>Figure 6</u> : Elaboration et réalisation du projet de réorganisation parcellaire	31 bis

Table des matières

Remerciements	2
Sommaire	3
Introduction	4
Partie I :	
Contexte de l'Aménagement foncier en France et en Charente	5
I.1. <u>Soixante ans d'aménagement foncier en France</u>	6
I.2. <u>Soixante ans d'aménagement foncier en Charente</u>	8
I.2.1. L'évolution de l'agriculture charentaise	8
I.2.2. Les Remembrements en Charente (Période 1950-2005)	9
a. <u>Nombre de communes remembrées</u>	9
b. <u>Surface agricole utilisée (SAU) remembrée</u>	9
c. <u>Surface moyenne aménagée</u>	10
d. <u>Une région fortement remembrée : le Ruffécois</u>	11
e. <u>Le Cognacais, une région viticole difficile à aménager</u>	11
f. <u>Le Montmorélien, un territoire partagé</u>	11
g. <u>Le Confolentais, contreforts du Massif Central</u>	11
h. <u>La Charente, un département éclaté, des problématiques distinctes</u>	11
I.2.3. Evolution de la situation 2004-2006 : transition du remembrement à l'aménagement foncier	12
a. <u>Cas des aménagements foncier forestiers</u>	13
b. <u>Cas des autres aménagements fonciers (agricoles et articles 123-24)</u>	13
c. <u>Changement du contexte législatif</u>	13
I.2.4. Des clôtures d'opérations en 2006 & de nouveaux besoins en 2007	14
a. <u>Les opérations du barrage de Mas Chaban</u>	14
b. <u>Les opérations liées à l'ouvrage linéaire RN 141</u>	14
c. <u>Les opérations de réorganisations foncières lancées en 2005</u>	14
d. <u>La Ligne Grande Vitesse Sud-Europe-Atlantique (LGV - SEA)</u>	14
I.2.5. L'aménagement foncier dans les décennies à venir	15
a. <u>Communes urbaines et Echanges d'Immeubles Ruraux</u>	15
b. <u>Evolution de l'agriculture</u>	15
c. <u>Un territoire potentiellement « à aménager »</u>	15
I.2.6. 25 années d'aménagement foncier sous maîtrise d'ouvrage du Conseil général – Analyse budgétaire 1983-2008	16

I.3.	<u>Le contexte réglementaire de l'aménagement foncier</u>	19
I.3.1.	L'évolution du cadre réglementaire	19
I.3.2.	Le cadre réglementaire en vigueur	24
I.3.3.	La procédure d'aménagement foncier dans le cadre de la Loi DTR	26
a.	<u>La phase préparatoire</u>	26
a) 1.	<u>La réalisation de l'Etude Préalable d'Aménagement Foncier (EPAF)</u>	26
a) 2.	<u>La constitution de la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF)</u>	28
a) 3.	<u>Composition de la CCAF</u>	28
a) 4.	<u>Les premières actions de la CCAF</u>	28
a) 5.	<u>La mise à l'enquête</u>	29
b.	<u>Le classement des terres</u>	30
b) 1.	<u>Méthode de travail</u>	30
b) 2.	<u>L'enquête classement</u>	30
c.	<u>La réorganisation parcellaire</u>	31
c) 1.	<u>L'avant-projet</u>	31
c) 2.	<u>Les travaux connexes</u>	31
c) 3.	<u>L'étude d'impact</u>	32
c) 4.	<u>La mise à l'enquête du projet</u>	32
d.	<u>Le recours en CDAF</u>	33
I.4.	<u>Les principes du Développement Durable et leur concrétisation dans les procédures d'aménagement foncier</u>	34
I.4.1.	Historique	34
I.4.2.	Définition	34
I.4.3.	L'aménagement foncier, un outil de développement durable ?	36

Partie II :	
Analyse et critique de l'application des procédures d'aménagement foncier	37
II.1. <u>Le rôle des différents acteurs de l'aménagement foncier</u>	38
II.1.1. L'aménagement foncier : pourquoi non ? Les échanges amiables : une alternative ?	38
II.1.2. L'aménagement foncier, une nouvelle procédure accompagnée d'une nouvelle distribution des rôles	40
a. <u>Le rôle du Conseil général</u>	40
b. <u>Le rôle des communes</u>	40
c. <u>Le rôle des géomètres aménageurs</u>	41
d. <u>Le rôle des bureaux d'études</u>	41
e. <u>Le rôle des Personnes Qualifiées pour la Protection de la Nature (PQPN)</u>	41
II.1.3. Retour sur expérience de la mise en œuvre d'une procédure de remembrement sur la commune de Nanteuil-en-Vallée	42
a. <u>Le bouleversement des paysages</u>	42
b. <u>Des destructions liées à la réorganisation parcellaire</u>	42
c. <u>Une sensibilisation des acteurs locaux à renforcer</u>	43
d. <u>Une commune peu investie dans la mise en valeur du territoire : L'aménagement foncier ou l'utilisation d'un outil pour des intérêts particuliers</u>	44
II.2. <u>Les chartes d'aménagement foncier en France</u>	45
II.2.1. Quels Départements disposent d'une charte d'aménagement foncier ?	45
II.2.2. Quel en est le contenu ?	45
II.2.3. Les signataires des chartes : un partenariat consensuel ?	46
II.2.4. Des engagements environnementaux ciblés	48
a. <u>La préservation de l'existant : des initiatives inspirées de la préservation du bocage</u>	48
b. <u>Les mesures conservatoires</u>	49
c. <u>Les bourses aux arbres</u>	49
II.2.5. Information, communication et formation des acteurs	49
II.2.6. Les prescriptions environnementales	49
II.2.7. La modulation des travaux connexes	49

Partie III :	
Proposition d'outils pour un aménagement foncier durable en Charente	54
III.1. <u>Les objectifs de l'aménagement foncier en Charente</u>	55
III.2. <u>La charte d'aménagement foncier de la Charente</u>	56
III.1.1. Proposition d'objectifs pour la charte d'aménagement foncier	56
a. <u>Engagements généraux</u>	56
b. <u>La sensibilisation des acteurs</u>	57
c. <u>L'implication des communes</u>	57
d. <u>L'importance de l'Etude Préalable à l'Aménagement Foncier (EPAF)</u>	58
e. <u>Le Schéma Directeur de l'Aménagement Foncier (SDAF)</u>	59
f. <u>Les Personnes Qualifiées pour la Protection de la Nature (PQPN)</u>	59
g. <u>L'Etude de Suivi de l'Aménagement Foncier (ESAF)</u>	60
h. <u>L'Etude-Bilan de l'aménagement foncier et de l'exécution des travaux connexes</u>	60
III.1.2. Bases de la charte d'aménagement foncier de la Charente	61
Préambule	61
L'aménagement foncier rural	61
Conception du document	62
Objectifs généraux	63
Article 1 : Les besoins en matière d'aménagement foncier	64
Article 2 : L'adhésion à la Charte	64
Article 3 : Le choix des prestataires d'études et le contenu des prestations d'études	65
Article 4 : L'étude préalable à l'aménagement foncier	65
Article 5 : Le schéma directeur de l'aménagement foncier	66
Article 6 : Les mesures conservatoires pendant la procédure	67
Article 7 : L'étude de suivi de l'aménagement foncier, l'étude d'impact et le projet de réorganisation foncière	67
Article 8 : La prise en compte de la trame bocagère au cours de l'aménagement foncier	68
Article 9 : L'information et la publicité des études	69
Article 10 : Les travaux connexes	70
Article 11 : La protection des paysages, haies et talus après l'aménagement foncier	71
Article 12 : L'entretien des haies	71
Article 13 : La gestion des zones sensibles	71
Article 14 : Le suivi après l'opération d'aménagement foncier : l'étude-bilan	72
Article 15 : La constitution de réserves foncières	72
Article 16 : Le financement	72
Article 17 : Cas des aménagements fonciers liés à la réalisation de grands ouvrages publics	73
Article 18 : Mise en œuvre et évaluation de la Charte	73

Conclusion	75
Table des cartes	76
Table des figures	76
Table des matières	77

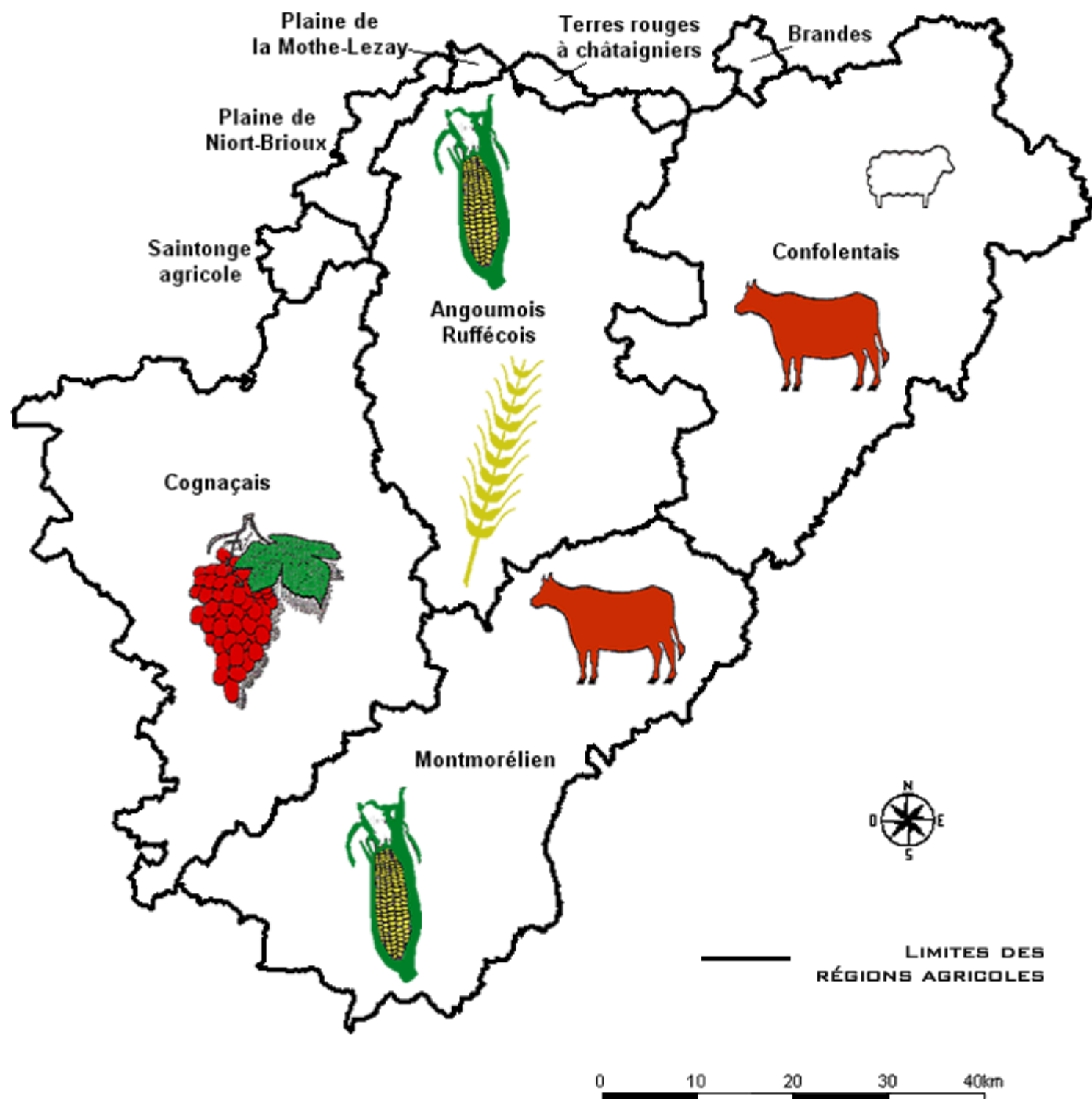
Les opérations d'aménagement foncier en Charente 1948-2007

Mise à jour du 14 septembre 2006																										
Commune		Surf. cadastrale	1er Aménagement					2ème Aménagement					3ème Aménagement					4ème Aménagement					TOTAL			
n° INSEE	Nom	(en ha)	n°	Surf. aménagée (en ha)		Années		n°	Surf. aménagée (en ha)		Années		n°	Surf. aménagée (en ha)		Années		n°	Surf. aménagée (en ha)		Années		Nombre d'opération	Surf. moy. aménagée	SAU communale	Surf. moy. am. / SAU
			d'opération	Total	S Am/Cad	Début	Fin		d'opération	Total	S Am/Cad	Début		Fin	d'opération	Total	S Am/Cad		Début	Fin	d'opération	Total				
16001	ABZAC	3236			0%																			2101		
16002	ADJOTS (les)	1097	160	738	67%	1981	03/12 1984															1	67%	636	116%	
16003	AGRIS	1822	061	714	39%	1959	01/10 1965															1	39%	653	109%	
16004	AIGNES-ET-PUYPEROUX	1264			0%																			724		
16005	AIGRE	631	038	277	44%	1958	15/02 1963															1	44%	382	73%	
16007	ALLOUE	4523			0%																			3247		
16008	AMBERAC	1150	026	772	67%	1958	1961															1	67%	985	78%	
16009	AMBERNAC	2929			0%																			1823		
16010	AMBLEVILLE	486	129	697	143%	1968	12/11 1974															1	143%	390	179%	
16011	ANAI	951	062	808	85%	1960	07/10 1965															1	85%	765	106%	
16012	ANGEAC-CHAMPAGNE	1396	131	642	46%	1973	26/02 1976															1	46%	1211	53%	
16013	ANGEAC-CHARENTE	1040	064	223	21%	1961	01/04 1966															1	21%	612	36%	
16014	ANGEDUC	349			0%																			347		
16015	ANGOULÊME	1971			0%																			50		
16016	ANSAC-SUR-VIENNE	3012			0%																			1909		
16017	ANVILLE	799	052	552	69%	1960	01/12 1964															1	69%	528	105%	
16018	ARS	1134	030	782	69%	1959	28/09 1962															1	69%	857	91%	
16019	ASNIERES-S/NOUERE	2068		1398	68%	2007	LGV															1	68%	1487	94%	
16020	AUBETERRE-S/DRONNE	224			0%																			172		
16021	AUBEVILLE	798			0%																			670		
16023	AUNAC	454	133	368	81%	1974	28/09 1976															1	81%	352	105%	
16024	AUSSAC-VADALLE	1714	204	1018	59%	2002	2005															1	59%	1022	100%	
16025	BAIGNES-STE-RADEGONDE	3039	099	2097	69%	1967	15/09 1969	176	628	21%	1988	05/11 1990										2	45%	2013	68%	
16026	BALZAC	922	108	740	80%	1966	06/10 1970															1	80%	630	117%	
16027	BARBEZIERES	913	015	872	96%	1956	1959															1	96%	686	127%	
16028	BARBEZIEUX-ST-HILAIRE	2540	191	561	22%	1991	27/02 1995															1	22%	1834	31%	
16029	BARDENAC	800	107	952	119%	1966	01/09 1970	182	249	31%	1990	20/10 1992										2	75%	479	125%	
16030	BARRET	2176			0%																			1904		
16031	BARRO	1025			0%																			740		
16032	BASSAC	727	040	124	17%	1960	01/10 1963															1	17%	501	25%	
16033	BAYERS	340	034	373	110%	1959	02/11 1962															1	110%	269	139%	
16034	BAZAC	462	022	309	67%	1958	30/10 1960															1	67%	210	147%	
16035	BEAULIEU-SUR-SONNETTE	992			0%																			549		
16036	BECHERESSE	816		276	34%	2007	LGV															1	34%	657	42%	
16037	BELLON	896	092	792	88%	1965	03/09 1968															1	88%	688	115%	
16038	BENEST	2026			0%																			1455		
16039	BERNAC	825	155	593	72%	1980	01/10 1982															1	72%	583	102%	
16040	BERNEUIL	1596	117	1379	86%	1967	15/10 1971															1	86%	1275	108%	
16041	BESSAC	1024		528	52%	2007	LGV															1	52%	819	64%	
16042	BESSE	756	012	629	83%	1955	1957															1	83%	617	102%	
16043	BIGNAC	747	103	74	10%	1967	29/10 1969		387	52%	2007	LGV										2	31%	626	37%	
16044	BIOUSSAC	1525	153	755	50%	1980	20/07 1982															1	50%	999	76%	
16045	BIRAC	1156			0%																			974		
16046	BLANZAC-PORCHERESSE	1057		715	68%	2007	LGV															1	68%	874	82%	
16047	BLANZAGUET	1157	093	1080	93%	1966	20/09 1968															1	93%	967	112%	
16048	BOISBRETEAU	1490	122	391	26%	1968	15/03 1972										</									

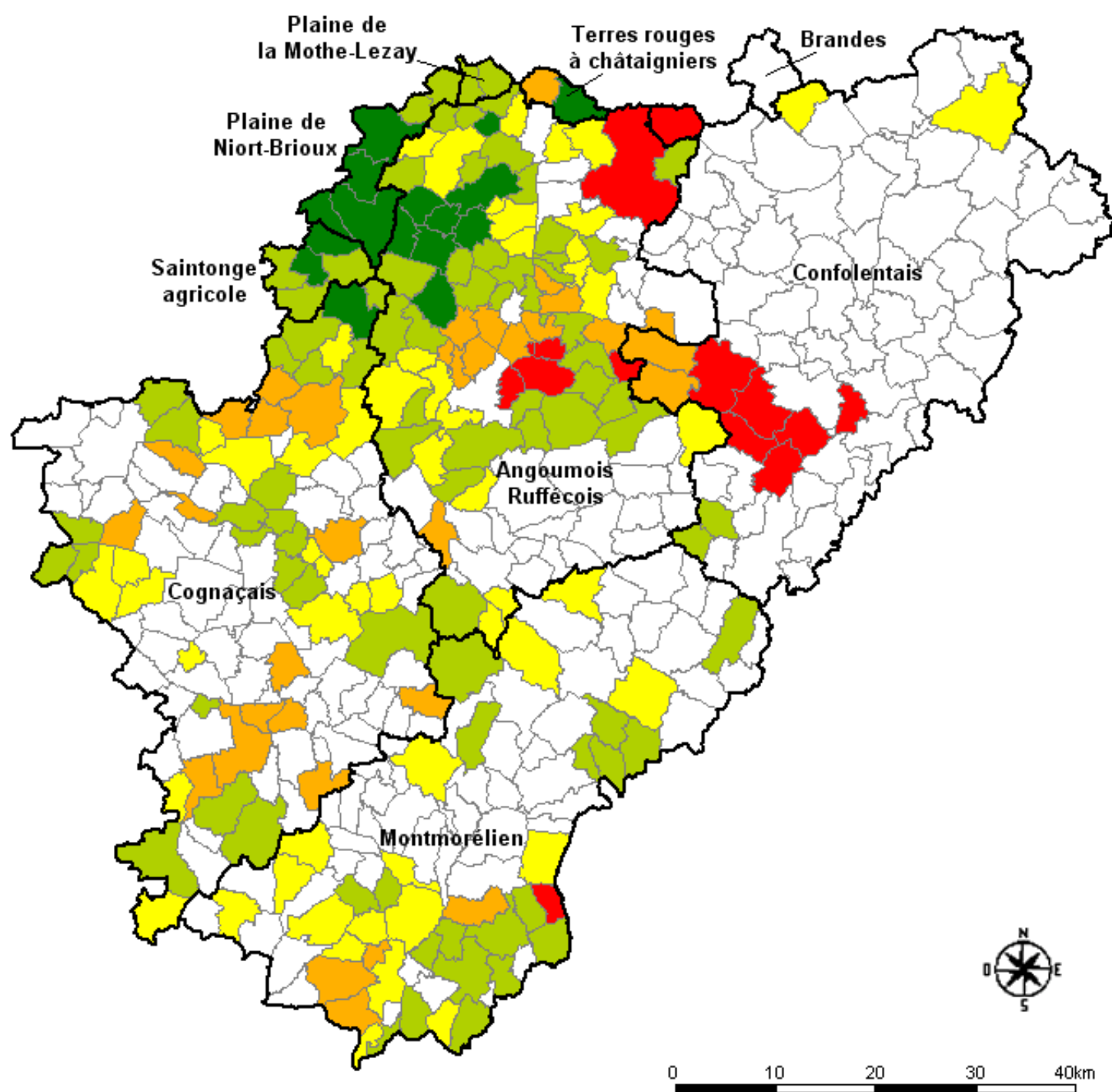
Commune		Surf. cadastrale	1er Aménagement					2ème Aménagement					3ème Aménagement					4ème Aménagement					TOTAL			
n° INSEE	Nom	(en ha)	n° d'opération	Surf. aménagée (en ha) Total	S Am/Cad	Années Début Fin		n° d'opération	Surf. aménagée (en ha) Total	S Am/Cad	Années Début Fin		n° d'opération	Surf. aménagée (en ha) Total	S Am/Cad	Années Début Fin		n° d'opération	Surf. aménagée (en ha) Total	S Am/Cad	Années Début Fin		Nombre d'opération	Surf. moy. aménagée	SAU communale	Surf. moy. am. / SAU
16175	JURIGNAC	1558			0%																				1350	
16176	LACHAISE	913			0%																				726	
16177	LADIVILLE	693			0%																				590	
16178	LAGARDE-SUR-LE-NE	398	087	423	106%	1961	12/10 1967												1	106%				331	128%	
16179	LAMERAC	880	147	712	81%	1978	07/09 1981												1	81%				487	146%	
16180	LAPRADE	983	070	422	43%	1961	30/09 1966												1	43%				719	59%	
16181	LESSAC	3277			0%																			2365		
16182	LESTERPS	3516			0%																			2633		
16183	LESIGNAC-DURAND	1927		1550	80%	2002	EC												1	80%				1166	133%	
16184	LICHERES	469	163	338	72%	1982	02/09 1985												1	72%				310	109%	
16185	LIGNE	780	100	652	84%	1966	01/10 1969												1	84%				616	106%	
16186	LIGNIERES-SONNEVILLE	1592			0%																			1200		
16187	LINARS	567		600	106%	2007	LGV												1	106%				323	186%	
16188	LINDOIS	1746			0%																			1046		
16189	LONDIGNY	947	068	423	45%	1962	25/09 1966												1	45%				656	64%	
16190	LONGRE	1448	004	137	9%	1950	1956												1	9%				1139	12%	
16191	LONNES	732	141	542	74%	1975	05/06 1978												1	74%				531	102%	
16192	ROUMAZIERES-LOUBERT	4506			0%																			2439		
16193	LOUZAC-ST-ANDRE	970			0%																			461		
16194	LUPSAULT	1117	005	48	4%	1950	1956	018	583	52%	1956	1960	157	82	7%	1980	20/01 1983						3	21%	847	28%
16195	LUSSAC	1164			0%																			838		
16196	LUXE	1161	037	666	57%	1959	16/11 1962												1	57%				792	84%	
16197	MAGDELEINE (la)	656	049	597	91%	1961	29/09 1964												1	91%				552	108%	
16198	MAGNAC-LAVALETTE-VILLARS	2336			0%																			1539		
16199	MAGNAC-SUR-TOUVRE	735			0%																			221		
16200	MAINE-DE-BOIXE	903	170	629	70%	1988	28/11 1989												1	70%				540	116%	
16201	MAINFONDS	908			0%																			795		
16202	MAINXE	976			0%	2001	EC																	638		
16203	MAINZAC	1105			0%																			578		
16204	MALAVILLE	1257	171	118	9%	1986	28/11 1989												1	9%				960	12%	
16205	MANOT	1948			0%																			1073		
16206	MANSLE	533			0%																			263		
16207	MARCILLAC-LANVILLE	1772	024	1545	87%	1956	1961												1	87%				1484	104%	
16208	MAREUIL	1120	168	1022	91%	1986	24/10 1988												1	91%				894	114%	
16209	MARILLAC-LE-FRANC	1396			0%																			851		
16210	MARSAC	1269	149	1238	98%	1979	26/11 1981		670	53%	2007	LGV							2	75%				942	101%	
16211	MARTHON	1252			0%																			587		
16212	MASSIGNAC	2335			0%																			1619		
16213	MAZEROLLES	1703	201	20	1%	2000	12/01 2004												1	1%				937	2%	
16214	MAZIERES	570			0%																			441		
16215	MEDILLAC	561	121	333	59%	1966	15/11 1971												1	59%				193	173%	
16216	MERIGNAC	1809			0%	2001	EC																	1483		
16217	MERPINS	1008	073	539	53%	1963	06/06 1967												1	53%				649	83%	
16218	MESNAC	622			0%																			458		
16220	METAIRIES	505			0%																			389		
16221	MONS	1985	009	1817	92%	1953	1955												1	92%				1818	100%	
1622																										

Commune		Surf. cadastrale	1er Aménagement						2ème Aménagement				3ème Aménagement				4ème Aménagement				TOTAL					
n° INSEE	Nom	(en ha)	n° d'opération	Surf. aménagée (en ha)		Années		n° d'opération	Surf. aménagée (en ha)		Années		n° d'opération	Surf. aménagée (en ha)		Années		n° d'opération	Surf. aménagée (en ha)		Années		Nombre d'opération	Surf. moy. aménagée	SAU communale	Surf. moy. am. / SAU
				Total	S Am/Cad	Début	Fin		Total	S Am/Cad	Début	Fin		Total	S Am/Cad	Début	Fin		Total	S Am/Cad	Début	Fin				
16361	SALLES-LAVALETTE	1992	152	221	11%	1980	19/04	1982														1	11%	979	23%	
16362	SALLES-DE-VILLEFAGNAN	1264	141	1142	90%	1975	05/06	1978														1	90%	1359	84%	
16363	SAULGOND	2636			0%																			2041		
16364	SAUVAGNAC	713			0%																			423		
16365	SAUVIGNAC	1144			0%																			453		
16366	SEGONZAC	3410			0%																			2788		
16368	SERS	1369			0%																			334		
16369	SIGOGNE	2161	124	51	2%	1968	02/10	1972													1	2%	1717	3%		
16370	SIREUIL	945	142	738	78%	1976	20/10	1978													1	78%	633	117%		
16371	SONNEVILLE	1022	166	954	93%	1985	23/09	1988													1	93%	775	123%		
16372	SOUFFRIGNAC	913			0%																			632		
16373	SOUVIGNE	1027	008	788	77%	1950		1954													1	77%	926	85%		
16374	SOYAUX	1228			0%																			166		
16375	SUAUX	1145			0%																			751		
16376	SURIS	1071			0%																			767		
16377	TACHE (la)	712	181	538	76%	1990	29/09	1992													1	76%	262	205%		
16378	TAIZE-AIZIE	1418	019	938	66%	1956		1959													1	66%	1085	86%		
16379	TAPONNAT-FLEURIGNAC	2096	125	1767	84%	1968	13/07	1973													1	84%	1267	139%		
16380	TATRE	585			0%																			314		
16381	THEIL-RABIER	736	059	619	84%	1960	29/09	1965													1	84%	661	94%		
16382	TORSAC	2806	134	798	28%	1973	01/10	1976													1	28%	1184	67%		
16383	TOURRIERS	630	065	614	97%	1962	12/07	1966													1	97%	490	125%		
16384	TOUVERAC	1771			0%																			764		
16385	TOUVRE	866			0%																			326		
16386	TOUZAC	1535			0%																			1223		
16387	TRIAC-LAUTRAIT	628	088	96	15%	1963	01/03	1968				2001	EC								1	15%	481	20%		
16388	TROIS-PALIS	397		211	53%	2007		LGV													1	53%	216	98%		
16389	TURGON	703			0%																			426		
16390	TUSSON	1358	011	904	67%	1954		1956													1	67%	1001	90%		
16391	TUZIE	236	141	151	64%	1975	05/06	1978													1	64%	147	103%		
16392	VALENCE	1054			0%																			716		
16393	VARS	2617	083	2220	85%	1961	29/09	1967													1	85%	2012	110%		
16394	VAUX-LAVALETTE	661			0%																			468		
16395	VAUX-ROUILLAC	1308	138	1300	99%	1975	29/09	1977													1	99%	1006	129%		
16396	VENTOUSE	982			0%																			483		
16397	VERDILLE	1412	027	989	70%	1957	31/12	1961													1	70%	1268	78%		
16398	VERNEUIL	747			0%																			500		
16399	VERRIERES	1296			0%																			1044		
16400	VERTEUIL-S/CHARENTE	1332			0%																			869		
16401	VERVANT	939	165	540	58%	1984	23/10	1987		949	101%	2007	LGV								2	79%	502	148%		
16402	VIBRAC	261	151	351	134%	1980	04/12	1981													1	134%	188	187%		
16403	VIEUX-CERIER	934			0%																			676		
16404	VIEUX-RUFFEC	1243	021	581	47%	1957		1960													1	47%	846	69%		
16405	VIGNOLLES	853	191	61	7%	1991	27/02	1995													1	7%	742	8%		
16406	VILHONNEUR	910	077	497	55%	1963	17/08	1967													1	55%	531	94%		
16408	VILLEBOIS LAVALETTE	701	101	806	115%	1967	10/10	1969													1	115%	525	154%		
16409	VILLEFAGNAN	2329	120	2170	93%	1967	15/11	1971													1	93%	2052	106%		
16410	VILLEGATS	744	075	496	67%	1963	17/07	1967													1	67%	538	92%		
16411	VILLEJESUS	1660	041	941	57%	1960	30/09	1963													1	57%	1067	88%		
16412	VILLEJOUBERT	769	204	20	3%	2002		2005													1	3%	414	5%		
16413	VILLIERS LE ROUX	472	074	457	97%	1965	29/06	1967													1	97%	365	125%		
16414	VILLOGNON	882	190	638	72%	1992	01/02	1995		911	103%	2007	LGV								2	88%	601	129%		
16415	VINDELLE	1033	063	659	64%	1962	07/12	1965													1	64%	767	86%		
16416	VITRAC ST-VINCENT	2151	198	1295	60%	1999	27/09	2002													1	60%	1360	95%		
16417	VIVILLE	283			0%																			226		
16418	VOEUIL-ET-GIGET	821	128	36	4%	1972	07/11	1974													1	4%	221	16%		
16419	VOUHARTE	1013	105 & 106	275	27%	1967	06/04	1970	159	868	86%	1981	27/09	1984	1072	106%	2007	LGV		3	73%	855	86%			
16420	VOULGEZAC	1309			0%																			831		
16421	VOUTHON	1004			0%																			552		
16422	VOUZAN	1586			0%																			580		
16423	XAMBES	514	165	451	88%	1984	23/10	1987		535	104%	2007	LGV								2	96%	419	118%		
16424																										



Régions agricoles de Charente



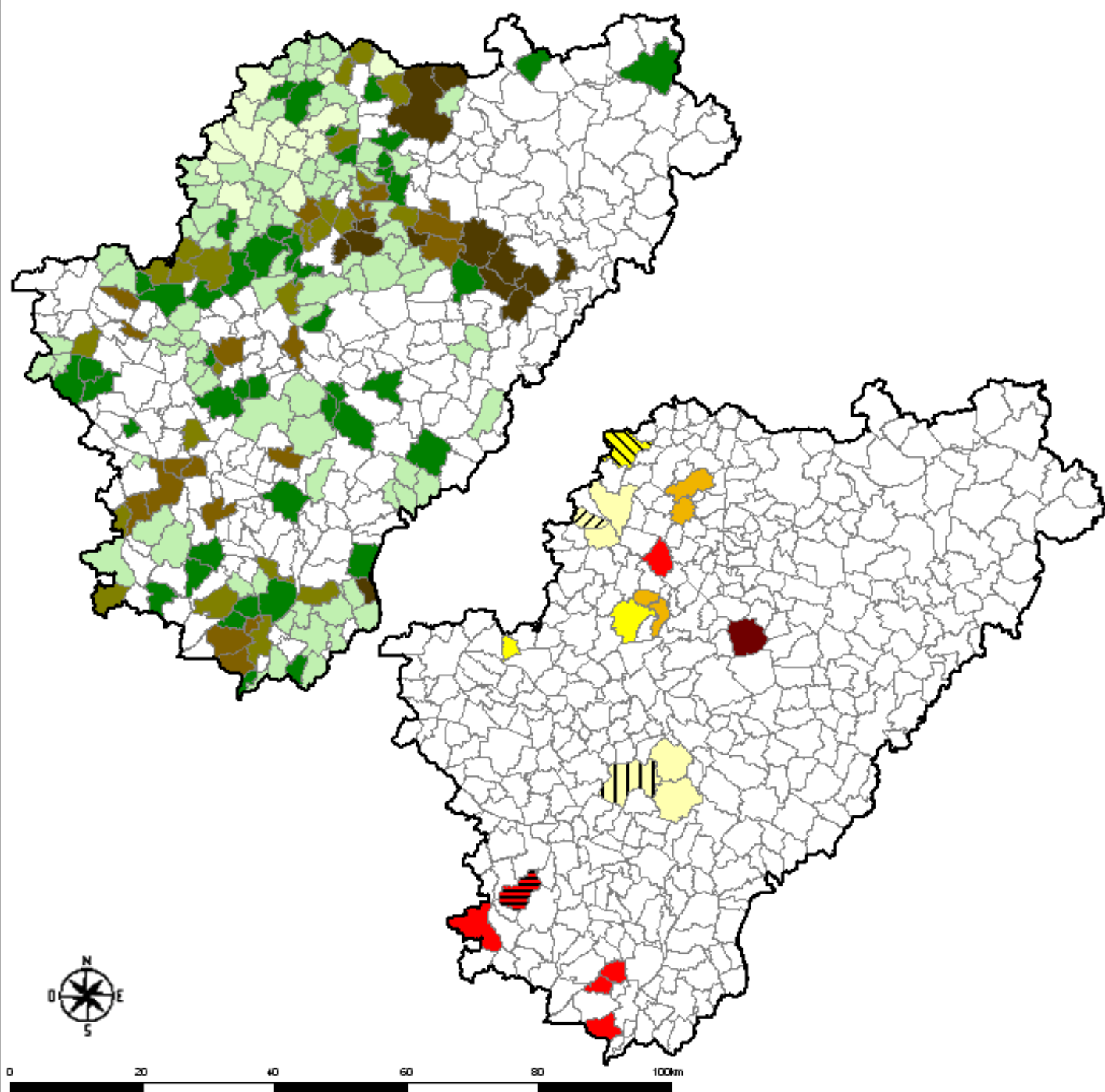
Date de premier aménagement foncier des communes charentaises



DATE DE DERNIER AMÉNAGEMENT :

	2000 - 2005 (13)		1960 - 1970 (84)
	1983 - 2000 (34)		1950 - 1960 (16)
	1970 - 1983 (55)		PAS D'AMÉNAGEMENT (202)

Les opérations d'aménagement foncier en Charente par décade (1950-2005)



DATE DE PREMIER AMÉNAGEMENT

2000 - 2005 (13)	1970 - 1980 (45)
1990 - 2000 (18)	1960 - 1970 (84)
1980 - 1990 (25)	1950 - 1960 (16)
PAS D'AMÉNAGEMENT (202)	

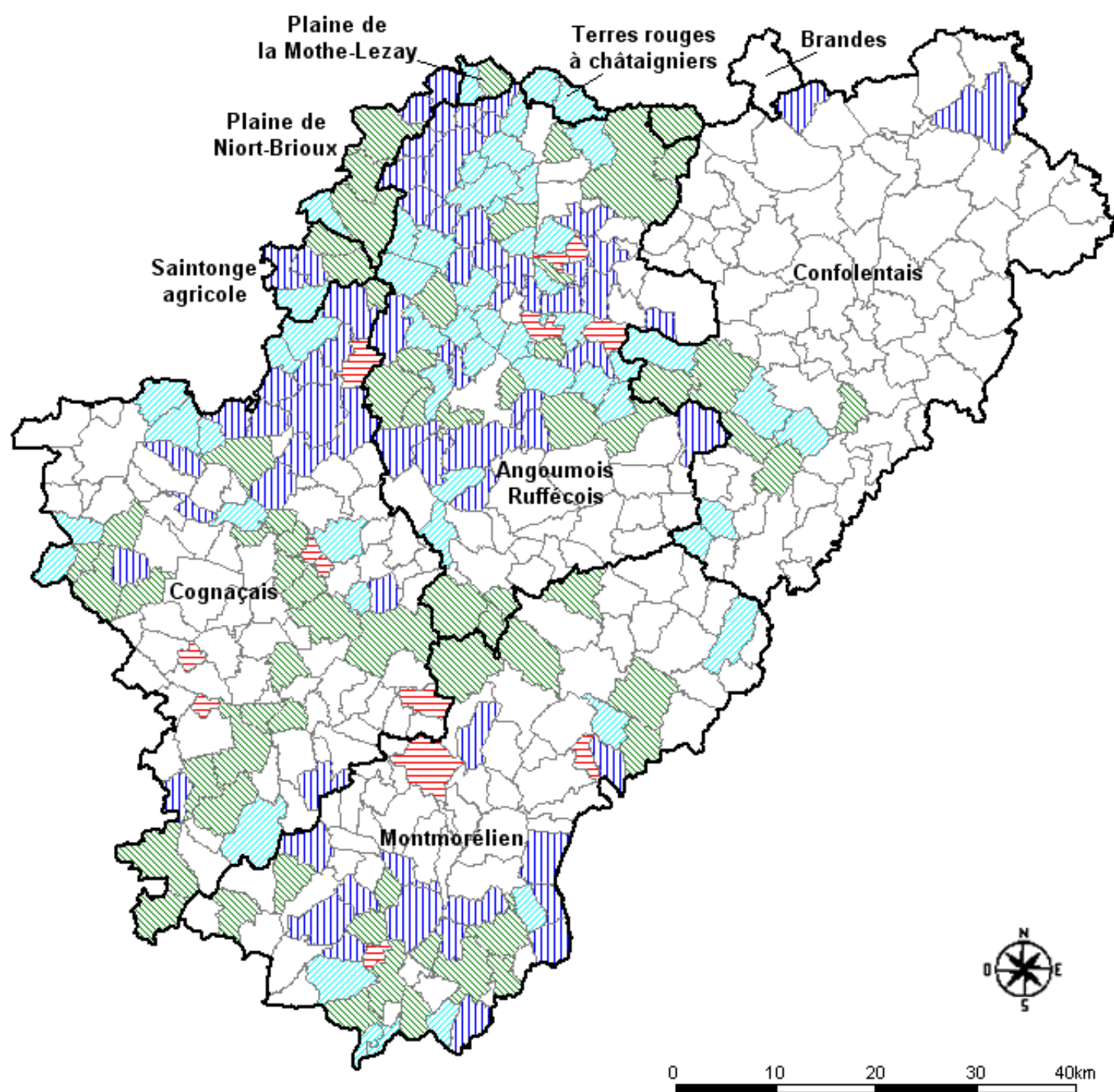
DATE DE SECOND AMÉNAGEMENT

2000 - 2005 (1)	1970 - 1980 (3)
1990 - 2000 (6)	1960 - 1970 (6)
1980 - 1990 (4)	
PAS DE SECOND AMÉNAGEMENT (384)	

DATE DE TROISIÈME AMÉNAGEMENT

2000 - 2005 (1)
1980 - 1990 (1)
1970 - 1980 (1)
1960 - 1970 (1)
PAS DE TROISIÈME AMÉNAGEMENT (400)

Surface moyenne aménagée des communes charentaises



SURFACE AMÉNAGÉE PAR COMMUNE (MOYENNE DES AMÉNAGEMENTS SUCCESSIFS) :



PLUS DE 100 % (13)



DE 50 À 75 % (55)



DE 75 À 100 % (68)

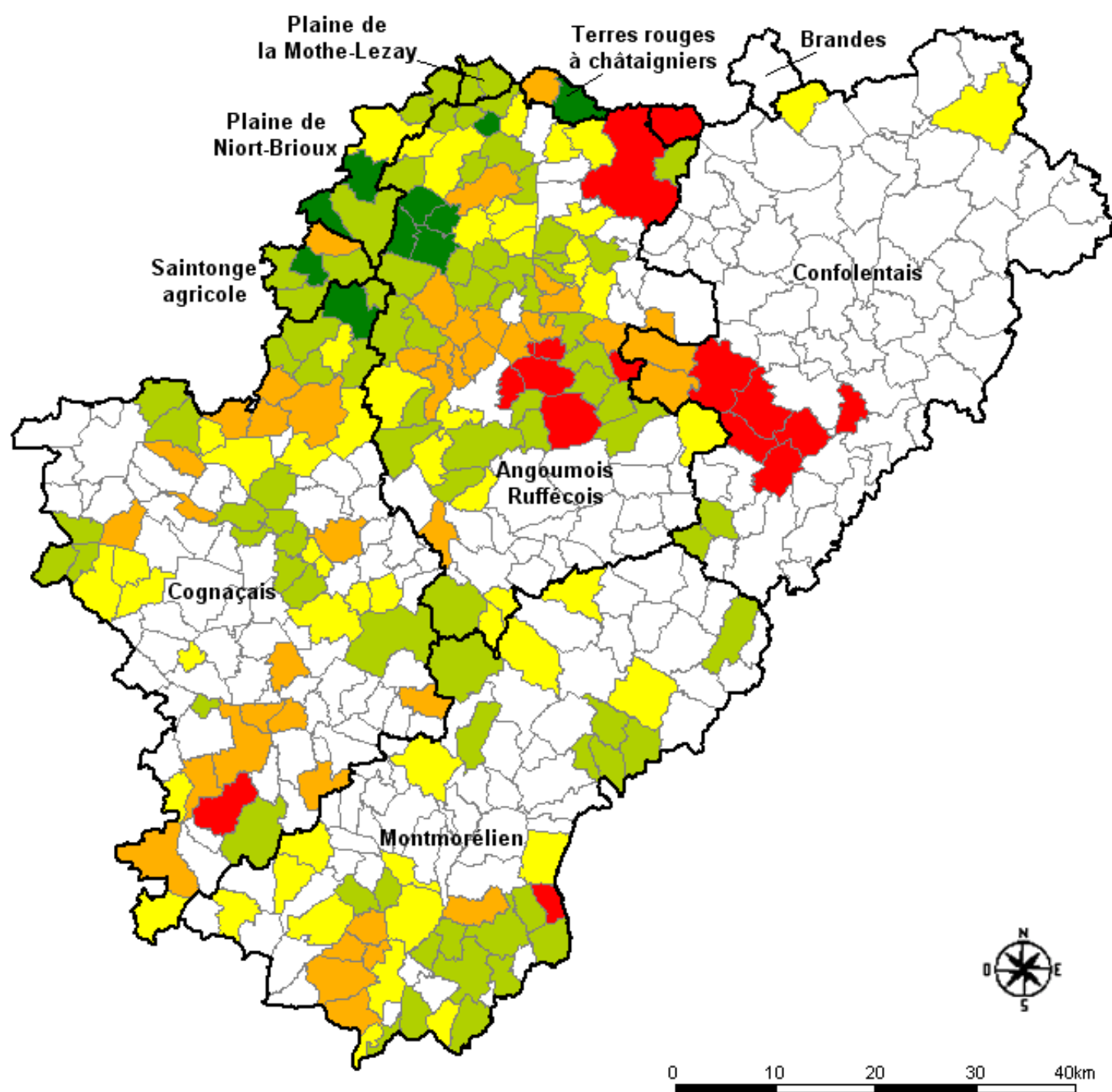


MOINS DE 50 % (66)




PAS D'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT FONCIER (202)

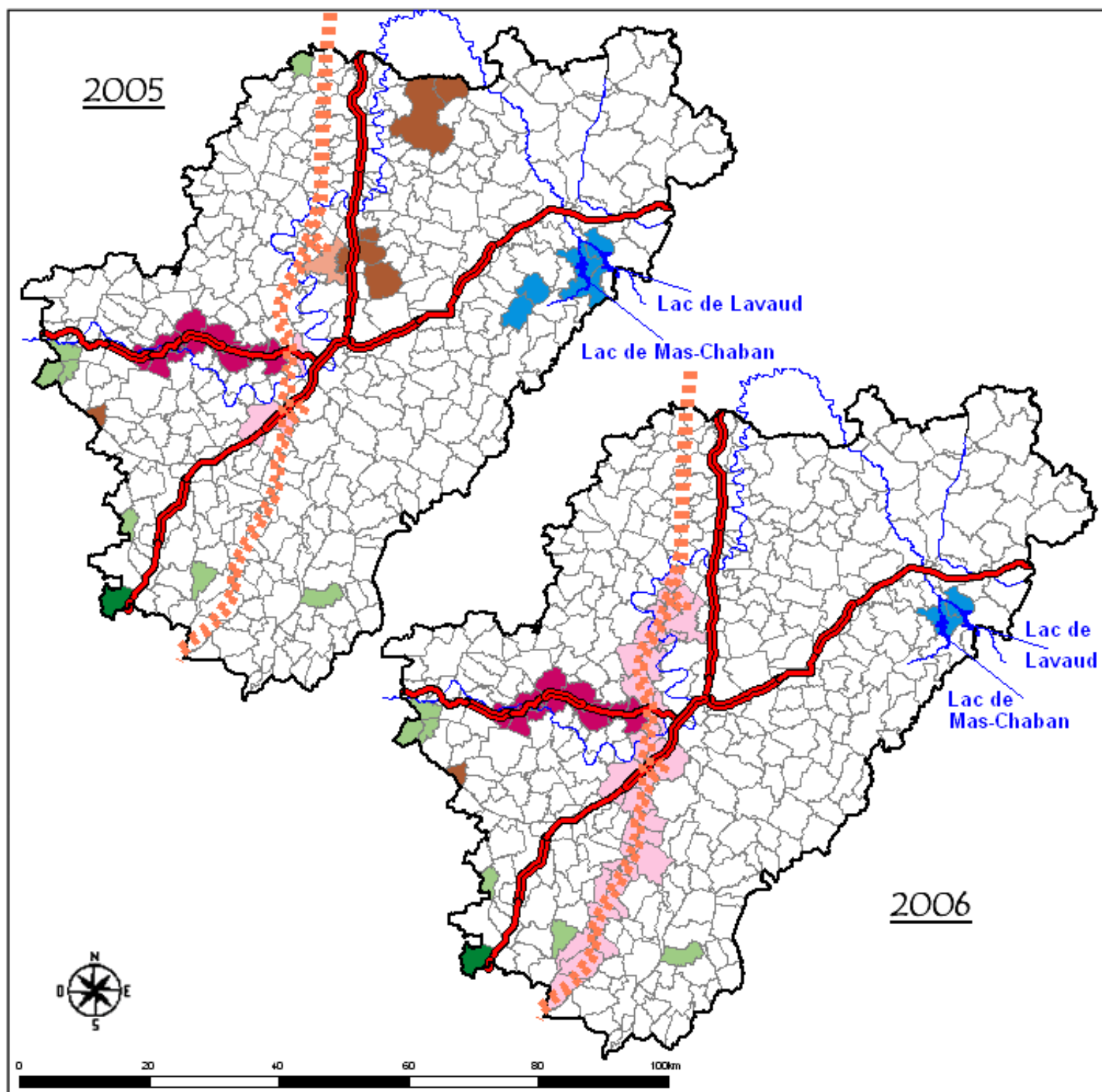
Date de dernier aménagement foncier des communes charentaises



DATE DE DERNIER AMÉNAGEMENT :

	2000 - 2005 (15)		1960 - 1970 (82)
	1983 - 2000 (42)		1950 - 1960 (10)
	1970 - 1983 (53)		PAS D'AMÉNAGEMENT (202)

Evolution de la situation des opérations d'aménagement foncier en Charente entre 2005 & 2006



OPÉRATIONS LIÉES AUX OUVRAGES LINÉAIRES

■ EN COURS ■ A VENIR

OPÉRATIONS LIÉES AU BARRAGE DE MAS CHABAN

■ EN COURS ■ A VENIR

OPÉRATIONS AGRICOLES

■ EN COURS ■ A VENIR

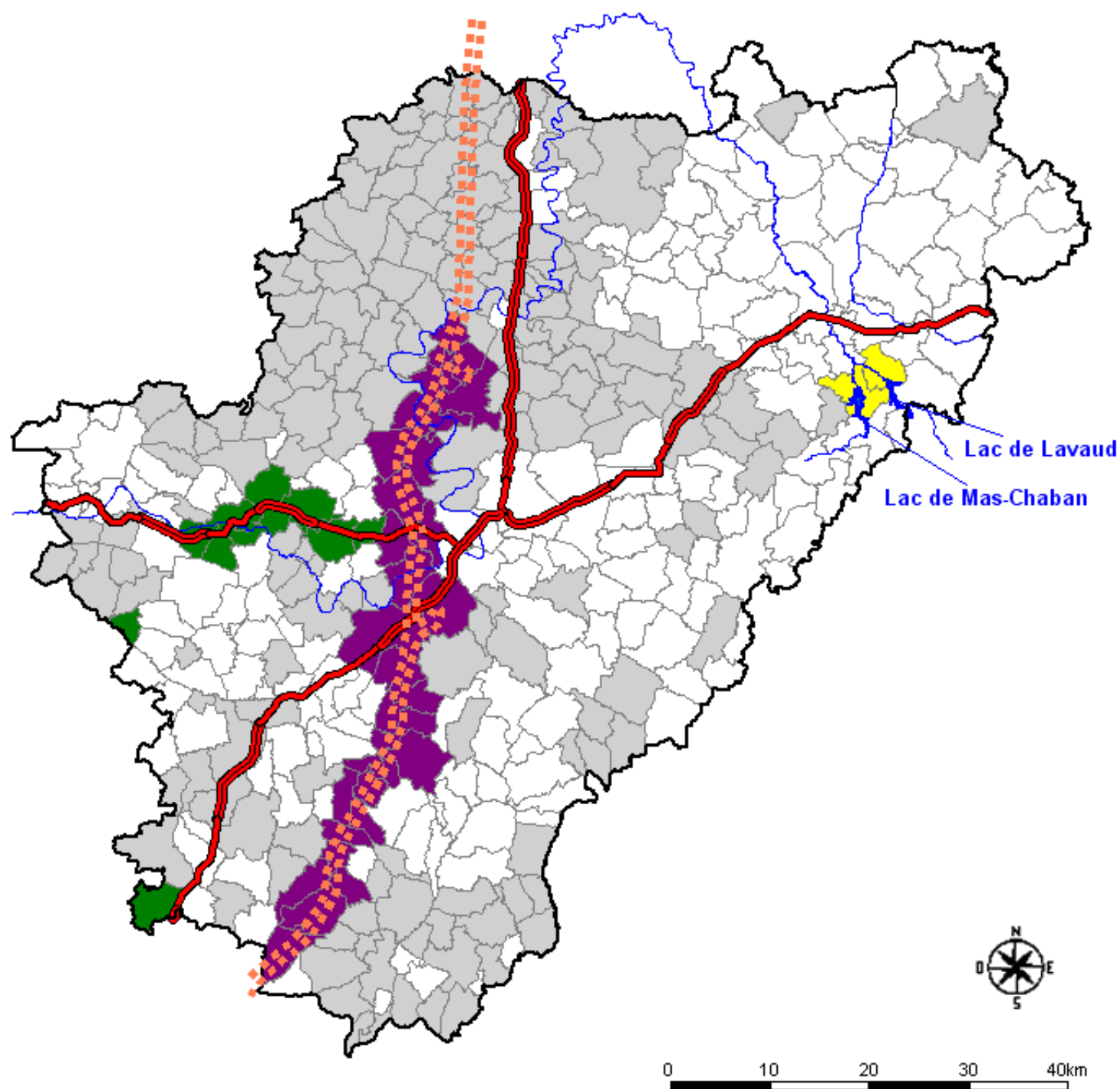
OPÉRATIONS FORESTIÈRES

■ EN COURS ■ A VENIR

INFRASTRUCTURES

- RN 141
■ RN 10
- FUSEAU LGV
SUD-EUROPE-ATLANTIQUE
- RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE
PRINCIPAL
- LACS DE HAUTE-CHARENTE

Opérations d'aménagement foncier en cours en 2006 & Programmation LGV 2007



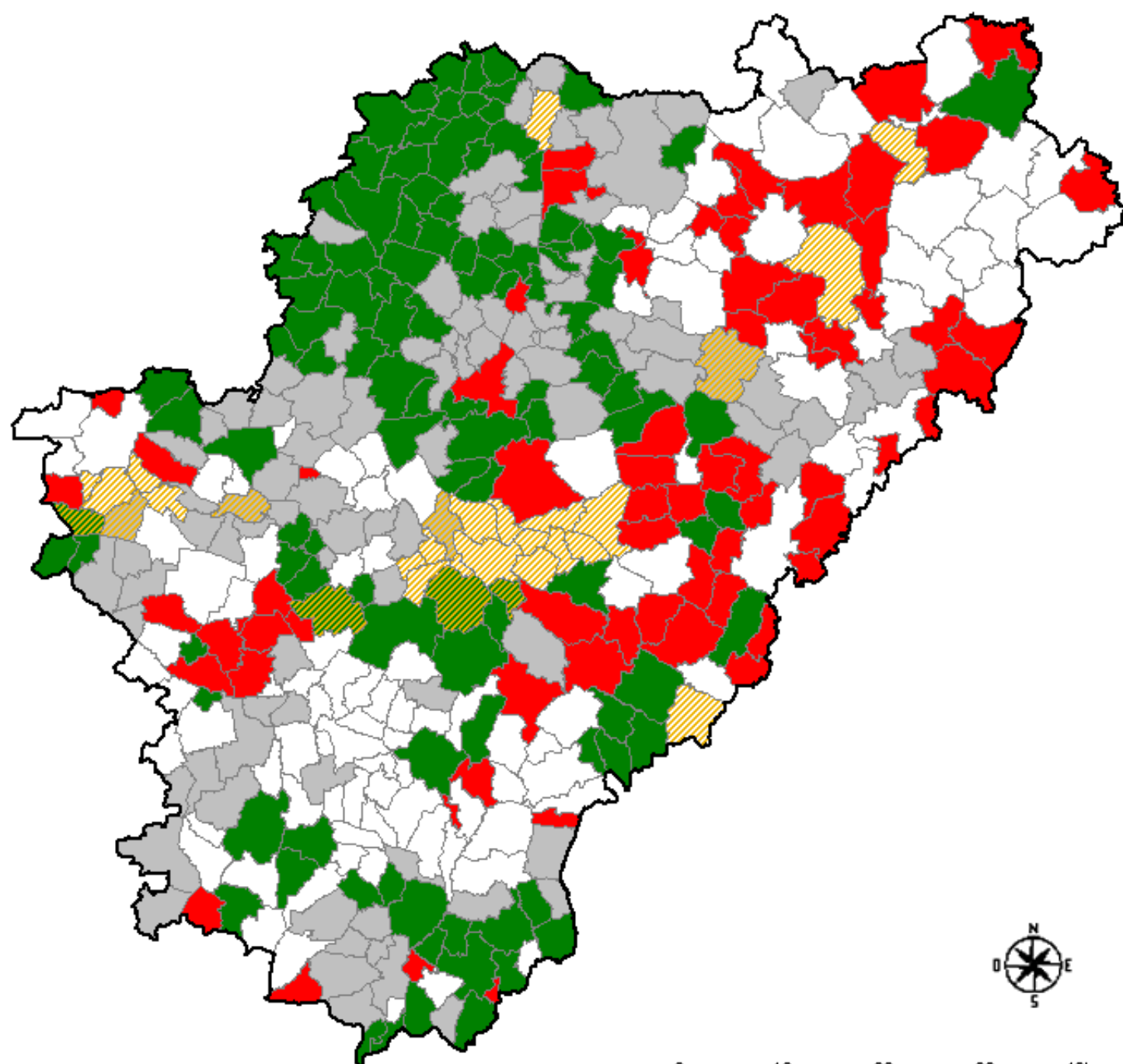
OPÉRATIONS EN COURS EN 2006 & PROGRAMMATION LGV 2007 :

- OPÉRATIONS RN 141
& 2 RÉORGANISATIONS FONCIÈRES (2005)
- OPÉRATIONS BARRAGE DE MAS CHABAN
- PROGRAMMATION LGV (2007)
- COMMUNES DÉJÀ AMÉNAGÉES (1950 - 2005)

INFRASTRUCTURES :

- RN 141 & RN 10
- FUSEAU LGV SUD-EUROPE-ATLANTIQUE
- RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE PRINCIPAL
- LACS DE MAS CHABAN ET LAVAUD

Communes potentiellement "à aménager"



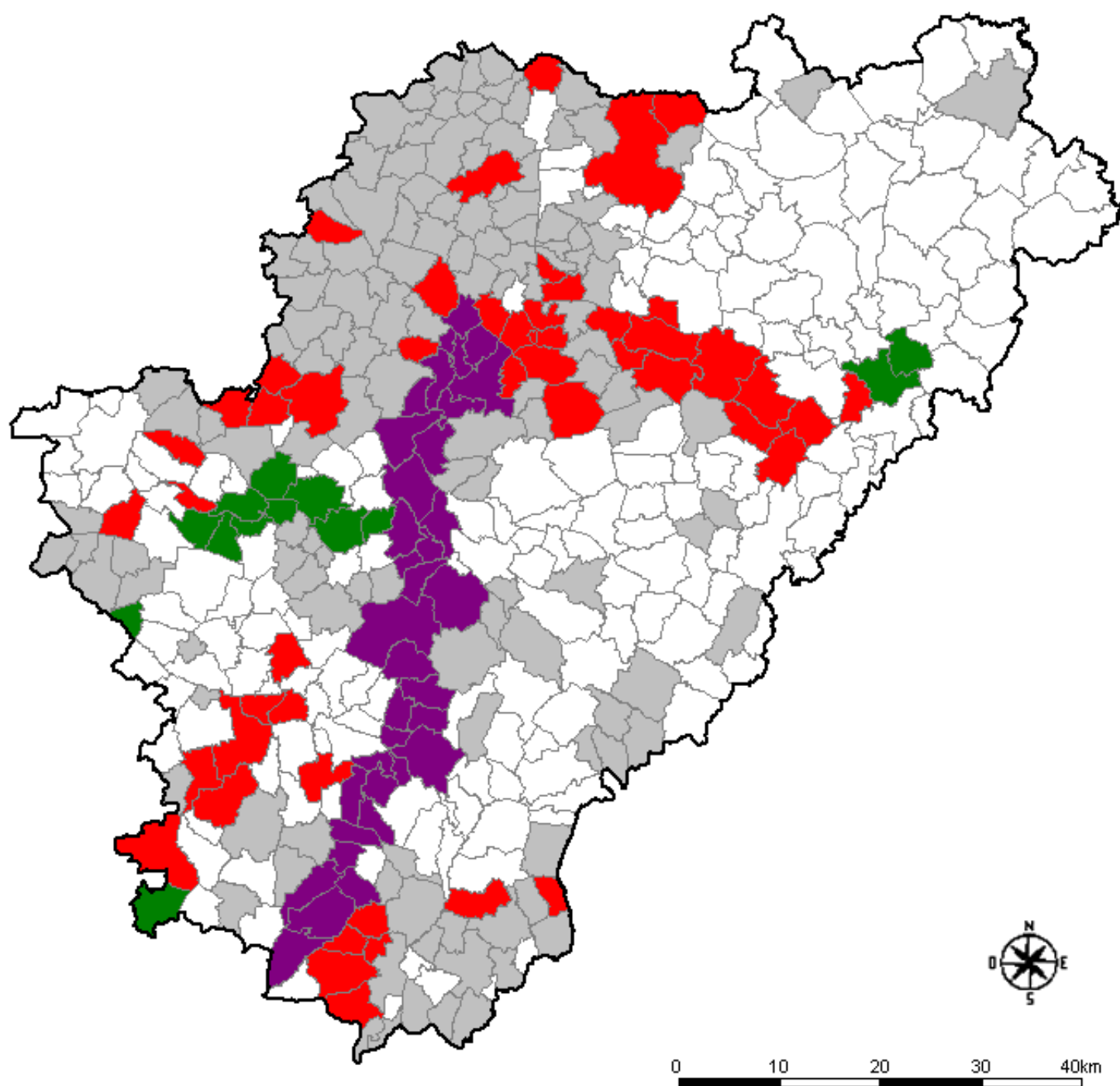
TYPE D'AMÉNAGEMENT FONCIER :

- REMEMBREMENT [REM] DE MOINS DE 30 ANS (1976-2005) OU AMÉNAGEMENT FONCIER [AFAF] EN COURS (97)
- ECHANGES D'IMMEUBLES RURAUX [ECIR] SEULEMENT / PAS DE REM (103)
- REMEMBREMENT [REM] DE PLUS DE 30 ANS (1950-1976) (113)

SITUATION COMMUNALE :

- COMMUNE URBAINE (29) SELON DÉFINITION INSEE
- COMMUNE RURALE N'AYANT JAMAIS ÉTÉ AMÉNAGÉE [REM, AFAF OU ECIR] (70)

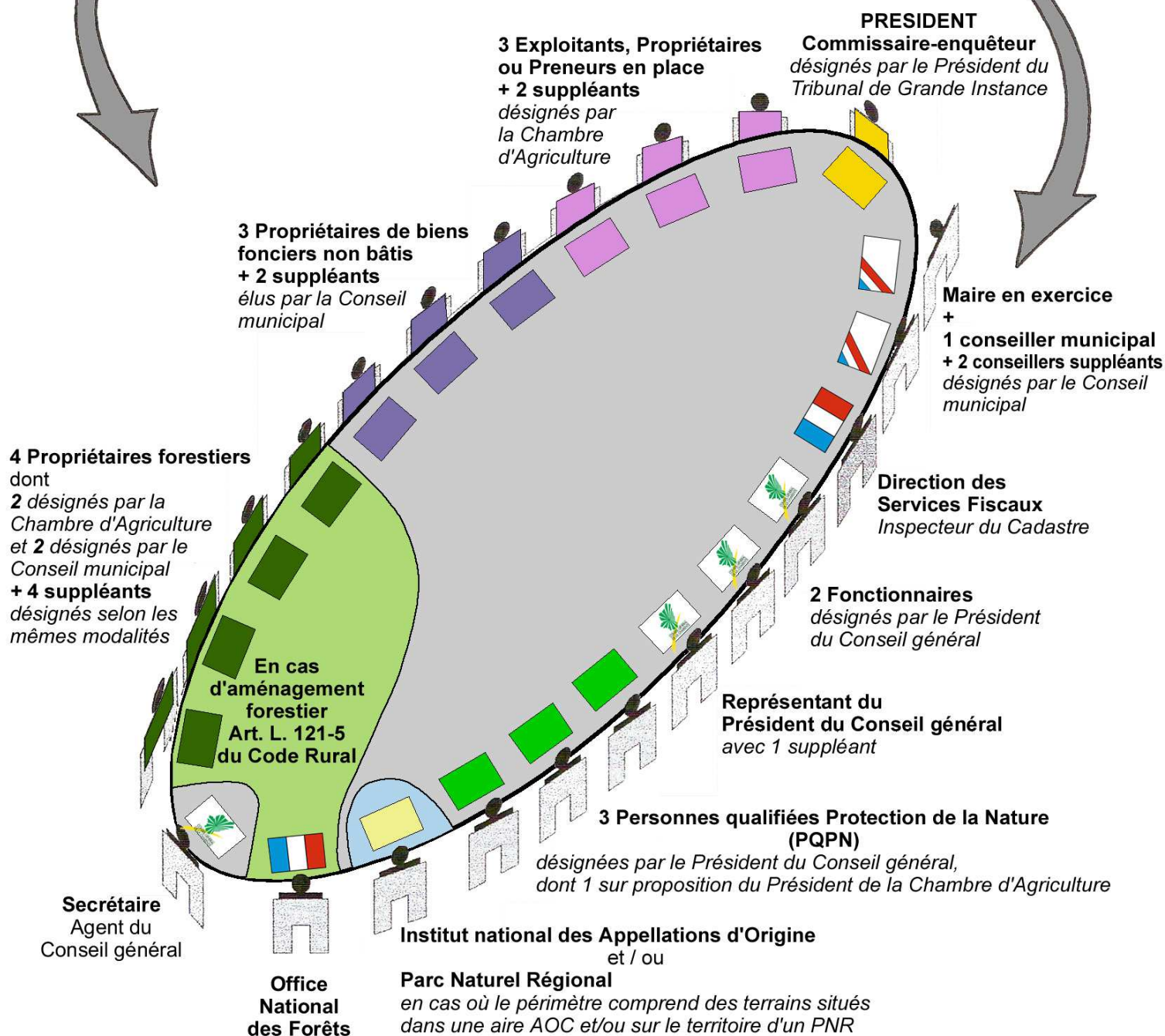
Opérations d'aménagement foncier avant/après le transfert de compétence de l'Etat au Département en 1983



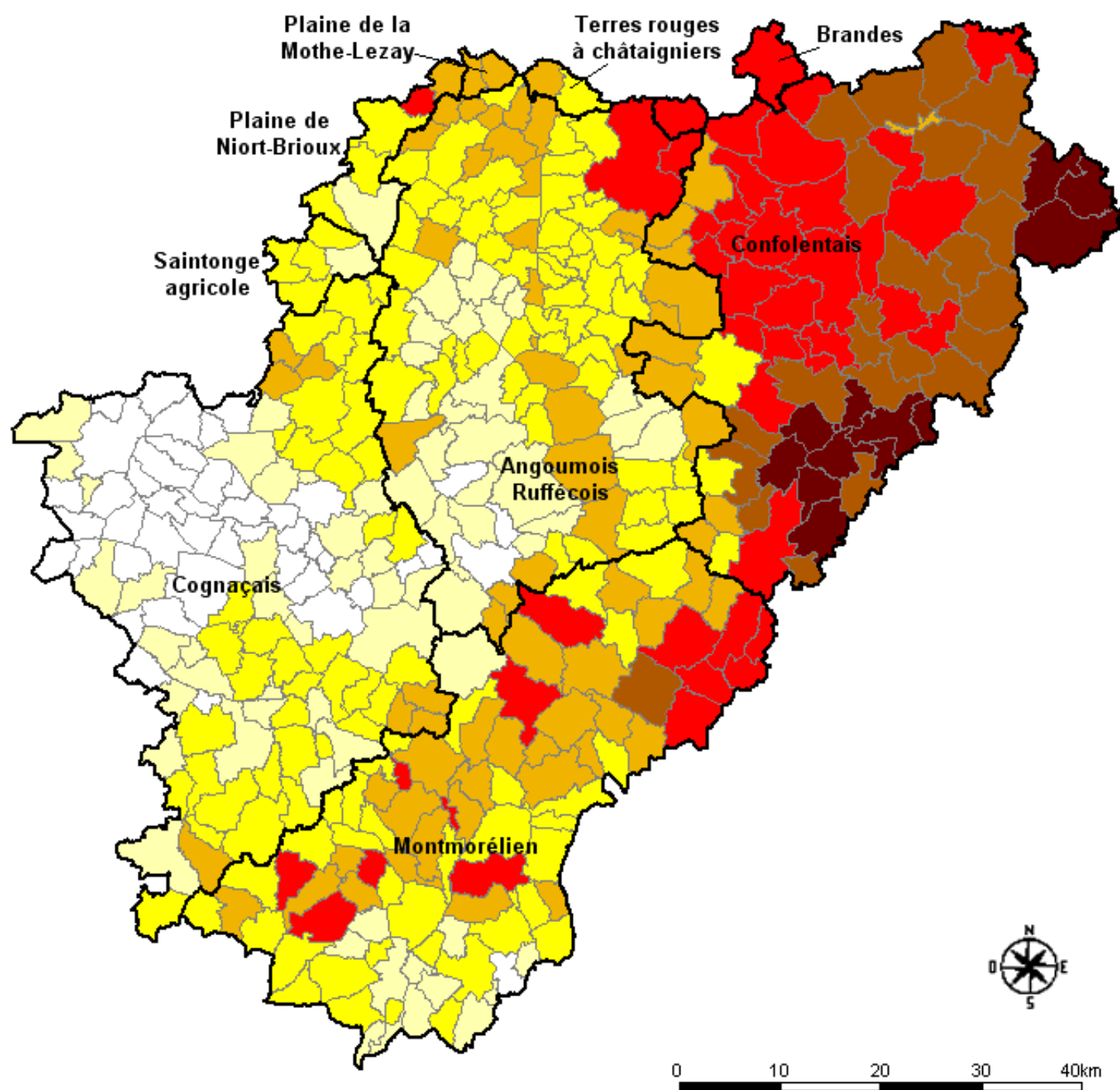
LA COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

UNE INSTITUTION ALLIANT

INTERETS PARTICULIERS ET INTERET GENERAL



Altitude moyenne des communes charentaises



ALTITUDE MOYENNE (EN M) :

	DE 250 À 300 (12)		DE 120 À 150 (72)		MOINS DE 50 (45)
	DE 200 À 250 (24)		DE 80 À 120 (135)		LIMITE DES RÉGIONS AGRICOLES
	DE 150 À 200 (44)		DE 50 À 80 (72)		